

**Silence**

N°301  
Septembre  
2003  
4 €  
6 FS

# S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence



**Vivre ensemble**  
Vous avez dit  
communauté ?

**Éoliennes**  
Purification esthétique  
ou éthique de  
responsabilité

**Finances alternatives**  
De l'indépendance  
de la Nef

**La face  
cachée  
des  
vaccins**

FARINE

## La face cachée des Vaccins

de Catherine Martinez

- Des épidémies à la vaccination
- La rage
- La variole
- Un empire financier à l'éthique douteuse

## Vivre ensemble Vous avez dit communauté ?

de Jean Houlmann

## Éoliennes Purification esthétique ou éthique de responsabilité

de Christian Maillebouis

## Finances alternatives De l'indépendance de la Nef

de Michel Bernard

## Brèves

- |                 |                  |
|-----------------|------------------|
| 18 Santé        | 34 Environnement |
| 19 Alternatives | 36 Nord/Sud      |
| 26 Politique    | 37 Paix          |
| 27 Nucléaire    | 40 Société       |
| 28 Annonces     | 41 Courriers     |
| 32 Energies     | 44 Livres        |
| 33 Femmes       |                  |

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 6 août 2003.

# VU de l'intérieur...

## Tous drogués ?

Depuis un certain temps, nous posons la question d'un dossier sur le thème de la drogue. Mais comment l'aborder ? Indubitablement, les pires drogues actuelles (en nombre de victimes) sont l'alcool et le tabac. Pourtant généralement, on ne pense pas à cela en parlant de «drogues». De même qu'on ne pense pas à ceux qui ne peuvent se passer de leur café, leur thé, leur chocolat, leur ordinateur, leur voiture, etc. Alors, tous drogués ? Un lecteur s'est proposé pour collecter vos remarques, témoignages, réflexions... et coordonner un dossier sur le sujet. Merci de nous écrire avant le 15 septembre.

## Appel à bénévoles

Silence recherche des bénévoles pour tenir des stands :

- à Albenc (Isère) les 6 et 7 septembre pour le 7e festival de l'Avenir au Naturel,
- à Mur de Bretagne (Côte-d'Armor) du 9 au 11 septembre, 18e foire Biozone,
- à Collias, dans le Gard les 13 et 14 septembre pour Terrabio, fête de l'agriculture bio,

- à Guichen (Ille-et-Vilaine) les 11 et 12 octobre pour le 12e salon « Ille et bio »,
  - à Grenoble (Isère), du 11 au 16 novembre pour le 18e festival international du film nature et environnement.
- Contactez *Dorothee* au 04 78 85 56 02 (avant 21 heures)

## CLERMONT-FERRAND Café-Silence

Toujours au café-lecture Les Augustes, rue sous les Augustins. Mardi 30 septembre, de 19 à 20h30 : lecture-débat autour du manifeste du Réseau pour l'après-développement». Mardi 28 octobre, mêmes heures : de la résignation à la résistance non-violente.

## FRANCHE-COMTÉ Précision

Le groupe Artisans du Monde de Besançon nous demande de préciser que l'article de Louis Pinsard paru dans le numéro de juillet, spécial Franche-Comté, n'engage que lui-même.

## Les Ami-e-s de Silence

La première rencontre annuelle des *Ami-e-s de Silence*, qui a eu lieu au Biolopin, dans le Jura, du 5 au 12 juillet 2003, s'est vraiment bien passée. Plus d'une centaine de lectrices et lecteurs de Silence s'y sont retrouvées, déjà adhérentes pour la plupart à l'association des *Ami-e-s*. Il y a eu une bonne synergie entre lecteurs et habitants du lieu, à la fois par convergence d'idées, de mise en pratiques écologiques et par affinités relationnelles naturelles. L'esprit d'écoute et d'ouverture vers l'autre a été contagieux. Chacune et chacun a contribué à faire vivre concrètement cette expérience d'autogestion dans le cadre d'un éco-hameau très riche en propositions. L'association a aussi permis les échanges de coordonnées entre ses adhérent-e-s, favorisant les coups de main, les échanges et les rencontres. Nous vous en dirons plus dans un prochain numéro, à l'aide des témoignages recueillis depuis (à vos plumes donc !), et continuerons à donner des nouvelles du dynamisme de l'association régulièrement dans la revue. Plusieurs projets et participations sont d'ores et déjà prévus : écovillage, réseau de diffusion de documentaires et vidéos militantes (*L'an 01, Danger travail...*), réseau de semences libres... Concernant la prochaine rencontre annuelle prévue en été 2004, les *Ami-e-s de Silence* sont dès à présent à la recherche d'un éco-lieu pouvant accueillir avec leur aide jusqu'à 200 personnes pendant une semaine : si vous en connaissez un, envoyez ses coordonnées complètes avec le plus de renseignements possible, merci d'avance ! *Les Ami-e-s de Silence*, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, courriel : [amies.silence@free.fr](mailto:amies.silence@free.fr).

) Courriers :  
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04  
© Renseignements  
04 78 39 55 33 mardi et jeudi  
© Diffusion - Comptabilité - Abonnements  
04 74 07 08 68 le mardi  
04 78 39 55 33 le jeudi  
© Rédaction  
04 78 39 55 33 le mercredi  
© Stands, correspondants  
04 78 85 56 02  
© Réassortiment, librairies  
04 74 07 08 68  
) Virements bancaires  
CCP 550 39 Y LYON  
) Distribution en Belgique  
Brabant-Écologie  
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 Ohain  
Tél / fax : 02 633 10 48  
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00  
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.  
La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)  
N° de commission paritaire : 64946  
N°ISSN 0756-2640  
Date de parution : 3<sup>e</sup> trimestre 2003  
Tirage : 6 000 ex

Editeur : Association Silence  
Président : Xavier Sérédine  
Trésorière : Myriam Cognard  
Vice-trésorier : Jacques Caclin  
Administratrices :  
Madeleine Nutchey, Suzanne Vignal.

Réalisation de la revue  
Directrice de publication : Madeleine Nutchey Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru Gestion et abonnements : Michel Jarru Communication et documentation : Alexandre Esteban Maquette et publicité : Vincent Cheynet Stands salons et fêtes : Dorothee Fessler  
Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulencard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier  
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot  
Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen  
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weite  
Expédition : Mélanie Combes, Claude Croter, Marguerite Descamps, Paul Garde, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino  
Ont participé à ce numéro : Casseurs de pub, Gabas Nature et Patrimoine, Gounand Isabelle, Maillebouis Christian, Martinez Catherine.  
Couverture : Patrice Farine.

## Venez nous voir !

**N°302 - Octobre**  
Comité de clôture des articles :  
samedi 23 août à 14 h  
(clôture brèves : mercredi 3 septembre à 12 h)  
Expédition :  
vendredi 19 septembre de 14 h à 21 h 30

**N°303 - Novembre**  
Comité de clôture des articles :  
samedi 27 septembre à 14 h  
(clôture brèves : mercredi 1<sup>er</sup> octobre à 14 h)  
Expédition :  
vendredi 17 octobre de 14 h à 21 h 30

**Bulletin d'abonnement page 47**

GRÈVE DES INTERMITTENTS :  
LES FESTIVALIERS RÉSIGNÉS



BUSH, CHIRAC, LES RELATIONS SAMÉLOPENT



MISE EN EXAMEN  
DES COMPICES D'AVAN COLONNA



CORSE : FIN DE LA LOI DU SILENCE



LE RÊVE BIEN TÔT RÉALISÉ



# Le tabou absolu ?

**A** en croire les publications dans les médias classiques, les vaccins ne semblent poser aucun problème. Il suffit pourtant d'aller fouiller dans les revues médicales pour découvrir les polémiques sur l'efficacité des vaccins dans la lutte contre une épidémie, sur les corrélations entre vaccins et maladies induites (sclérose en plaques pour le récent vaccin de l'hépatite B). Ces polémiques sont rarement rendues publiques.

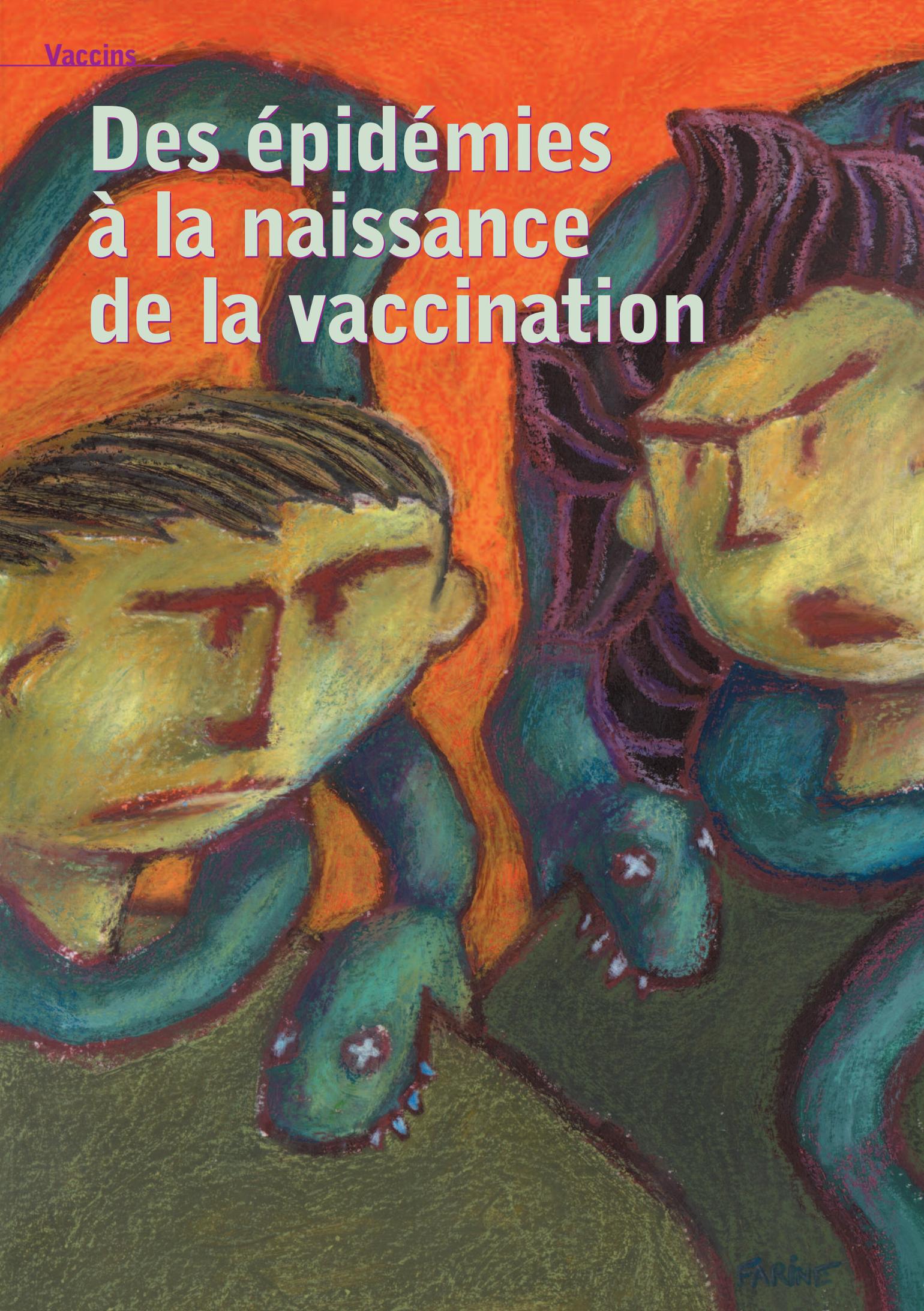
Ce n'est évidemment pas le seul domaine médical où cela se passe. Que l'on pense aux grandes déclarations de notre président dans sa lutte contre le cancer, qui jamais ne met l'accent sur la pollution atmosphérique provoquée principalement par les voitures, le chauffage et l'industrie, qui oublie les milliers de molécules introduites dans notre alimentation et dont on ignore les effets. On lutte contre le cancer quand il est trop tard, jamais en amont.

Cette propagande a un sens : pour les industries pharmaceutiques, il est important d'alimenter un marché. Un marché qui se développe grâce aux maladies et non grâce à la bonne santé. Le dogme des vaccins est tel aujourd'hui que le critiquer passe pour une profanation quasi-religieuse. Les conflits entre les parents, méfiants à juste titre, et les institutions relèvent de l'inquisition. Et Pasteur en est le messie. Il s'agit pourtant d'un scientifique malhonnête, accusé d'assassinat en son temps pour avoir plus tué par son vaccin que soigné contre la rage. Puisse le dossier qui suit vous convaincre de l'imposture.

Francis Vergier ■

Vaccins

# Des épidémies à la naissance de la vaccination



FARINE

## Comment la méthode a-t-elle été mise au point ? De quelques incertitudes et impostures.

Pour l'homme, la propagation des maladies a longtemps paru obéir à une volonté aveugle. Les maladies infectieuses s'attaquent à certains membres de la population et laissent les autres indemnes. Une maladie qui, durant des générations, n'a prélevé qu'un tribut modeste et régulier sur la population, peut prendre soudain les proportions d'une épidémie. Des fléaux étranges et terrifiants se sont abattus sur des pays entiers sans qu'on sache comment ni pourquoi.

### La peste

On raconte qu'en 1343 un groupe de marchands génois revenant d'un voyage en Asie et poursuivi par des Tartares se réfugia dans la ville fortifiée de Caffa en Crimée. Les Tartares firent le siège à la ville. Pendant trois ans, les adversaires restèrent sur leurs positions jusqu'au jour où les Tartares, au lieu de catapulte des pierres au-dessus des murs de Caffa, se mirent à lancer des cadavres : ceux de leurs propres compagnons morts de la peste bubonique.

En procédant à cet essai de guerre bactériologique, les Tartares provoquèrent la pire épidémie de l'histoire humaine. Les cadavres infectèrent la ville. Les assiégés disparurent, probablement pris de panique devant les pertes croissantes que leur causait la maladie. Les Génois survivants reprirent la mer. Beaucoup d'entre eux moururent à bord, mais les autres débarquèrent à Constantinople, Gênes, Venise, et d'autres ports, où ils infectèrent parents et amis. C'est ainsi que la Mort Noire débarqua en Europe.

En 1348, les deux tiers de la population de l'Europe étaient atteints. Pendant les huit années d'épidémie, au moins la moitié des malades mourut : il y eut 25 millions de victimes.

La peste couva pendant 300 ans, éclatant à nouveau chaque fois que des victimes possibles étaient entassées dans des lieux étroits. Elle revêtit de plus en plus nettement le caractère d'une maladie urbaine, et les grands ports de mer et les centres commerciaux connurent des atteintes répétées.

Après 1720, à l'exception d'incidents isolés, elle disparut du reste de l'Europe occidentale. Le fait que la peste n'ait pu se maintenir en Europe après 1720 a été attribué

principalement à la disparition du rat noir, éliminé en partie grâce à une amélioration progressive des conditions de logement et en partie grâce à un autre rat, le rat brun (ou rat d'égoût), fuyant les êtres humains et dont la variété de puces qu'il transporte est beaucoup moins apte que celle du rat noir à transmettre la peste à l'homme.

### Et le choléra

Le choléra, celui de tous les grands fléaux qui frappe le plus rapidement, n'atteignit les Etats-Unis qu'à l'époque des grands courants d'immigration du 19<sup>e</sup> siècle. La plupart des immigrants avaient contracté la maladie dans les ports d'embarquement, peu avant de monter à bord, car une grave épidémie de choléra asiatique faisait alors rage en Europe.

Le microbe se transmettait d'un passager à l'autre, soit par contact direct, soit par l'intermédiaire d'aliments ou d'eau contaminés, provoquant de brusques vomissements, de la diarrhée, et la mort. C'est ainsi que le choléra, apporté par des immigrants, se répandit à travers les Etats-Unis en 1832, 1849, 1866 et de nouveau en 1873, ravageant de vastes régions le long du littoral atlantique et s'étendant du golfe du Mexique aux Grands Lacs et à la côte occidentale.

Cinq ans après la dernière épidémie, le gouvernement fédéral mit sur pied, à l'échelle nationale, un système de quarantaine installé à une certaine distance des côtes et permettant d'exercer un contrôle sur les navires qui arrivaient afin d'y déceler des cas possibles de choléra, de fièvre jaune ainsi que de variole. Grâce à cette innovation et aux progrès en matière d'hygiène (et de vaccination !), les Etats-Unis n'ont connu depuis, qu'un nombre relativement peu élevé de cas de ces trois maladies.

### Origines mystérieuses

Le mystère concernant l'origine de nombreuses maladies mais aussi la façon dont elles se développent et les raisons de leur disparition reste encore un problème bien réel. On ne sait pas par exemple, pourquoi la lèpre, qui avait sévi en Europe durant des siècles sous forme épidémique, disparut après le 16<sup>e</sup> siècle. Rien ne peut expliquer non plus l'apparition de la «suetie anglaise», la terrible maladie qui frappa l'Angleterre périodiquement entre 1485 et 1551 et disparut ensuite sans laisser de traces.

Certaines maladies ont fait irruption au moment où les hommes se sont installés sur de nouveaux territoires : les conditions idéales pour la propagation de la malaria existaient, par exemple aux Etats-Unis, quand les pionniers américains prirent possession des vallées du Mississippi et de l'Ohio infestées de moustiques anophèles. Alors que les immigrants arrivaient de plus en plus nombreux, une épidémie de malaria se déclara et se répandit jusqu'à Minneapolis et Montréal au nord, en faisant des milliers de victimes sur son passage.

### La variole

Si l'on ne tient pas compte de leur origine ni de leur mode de propagation, la plupart des principales maladies infectieuses connues ont eu un caractère commun : celui de faire le plus grand nombre de victimes parmi les populations qui y étaient exposées brusquement pour la première fois. Les habitants de l'Angleterre du 18<sup>e</sup> siècle, où la variole était chose courante, la considéraient comme une maladie infantile, ce qu'elle était en réalité, car un enfant sur trois en mourait avant d'avoir atteint sa troisième année. Beaucoup d'autres devenaient aveugles et la plupart restaient grêlés pour leur vie entière, mais ceux qui survivaient étaient immunisés définitivement.

Les Indiens du Nouveau Monde qui n'avaient jamais été exposés à la maladie, furent particulièrement vulnérables. En 1520, peu après l'arrivée de Cortez au Mexique, la variole fit des ravages parmi les Indiens, tuant autant les enfants que les adultes, et démoralisant les survivants à tel point que cela hâta leur défaite. Quand les Anglais eurent à combattre les Indiens du Nord, un siècle plus tard, ils n'hésitèrent pas à tirer parti de cette prédisposition. En leur faisant don de couvertures contaminées, c'est volontairement qu'ils répandirent la variole parmi leurs ennemis en louant le Seigneur «d'avoir envoyé ses anges pour faire périr les païens» !

Pendant toute la durée du 17<sup>e</sup> siècle, la variole resta la maladie épidémique majeure dans les colonies. Les colons ne connaissaient aucun moyen de se préserver de la



maladie. En 1716, Lady Mary Montagu, femme de l'ambassadeur britannique en Turquie, écrit à des amis en Angleterre pour leur parler de séances d'inoculation auxquelles elle avait assisté à Constantinople. La méthode turque consistait à faire une légère incision au bras, à y introduire quelques gouttes de pus provenant de pustules varioleuses et de fixer une coquille de noix sur la partie infectée. Il en résultait un cas de variole authentique ayant le même caractère contagieux mais suffisamment bénin pour que 98% des personnes inoculées guérissent ! De semblables séances d'inoculation ne tardèrent pas à avoir lieu en Angleterre ; mais elles ne connurent jamais une grande vogue, en raison du risque réel encouru.

## L'inoculation pratiquée en Amérique

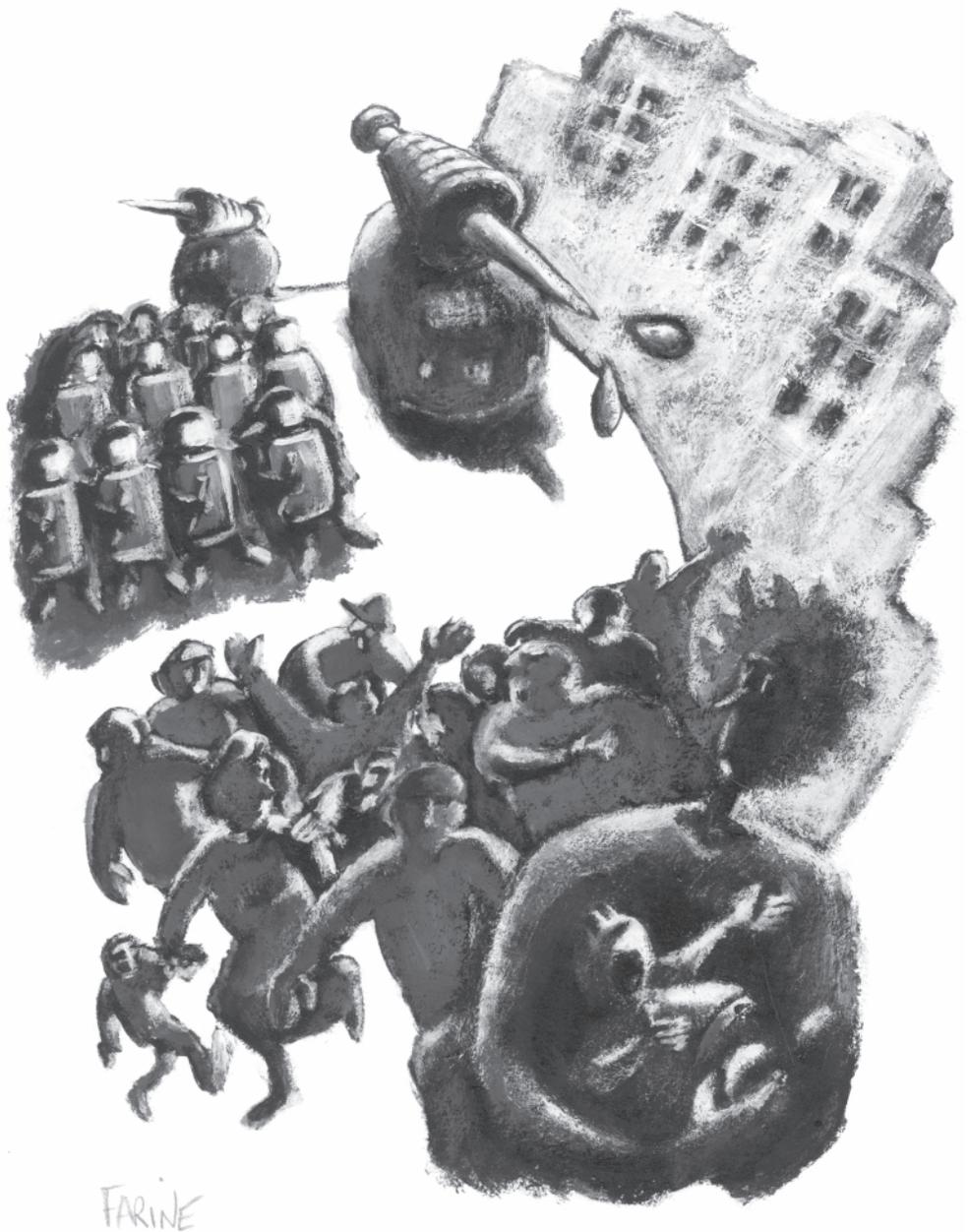
Des informations sur les inoculations pratiquées en Turquie parvinrent à Cotton Mather, à Boston, à la même époque. Ce pasteur puritain renommé avait appris d'un esclave noir que des immunisations similaires étaient courantes en Afrique. Aussi, lorsqu'en 1721, une autre grave épidémie de variole éclata à Boston, Mather écrivit un traité sur la maladie et proposa de pratiquer l'inoculation. Les médecins de l'époque se moquèrent d'une pareille idée ; un seul d'entre eux, le Docteur Zabdiel Boylston, fit exception, il procéda avec succès à l'inoculation de la variole à l'un de ses fils en employant un virus vivant de cette maladie.

Cet acte audacieux déclencha une guerre de pamphlets et exaspéra tellement ses concitoyens que Boylston fut malmené par la foule et fut cité devant une commission d'enquête de la ville pour défendre son point de vue. Les pasteurs dénoncèrent cette pratique comme une intervention coupable dans l'ordre naturel des choses.

En dépit de cela, 286 intrépides Bostoniens se firent inoculer. Malgré l'opposition persistante des autorités qui considéraient l'inoculation comme immorale ou illégale, celle-ci gagna lentement du terrain. En 1792, quand la variole s'abattit de nouveau sur Boston, plus de 8000 personnes se soumièrent volontairement à l'inoculation.

Quatre ans plus tard, on découvrit en Angleterre un moyen bien moins dangereux d'assurer l'immunité. C'est à cette époque qu'Edward Jenner (1749-1823) transféra la vaccine (variole de vache ou Cow-pox) de la main d'une fille de laiterie contaminée, dans le bras d'un jeune garçon (indemne de la variole) en l'y faisant pénétrer par de légères éraillures. Deux mois plus tard, il inocula à ce dernier la variole humaine elle-même. Aucun signe de cette redoutable maladie n'apparut.

Ainsi était mis en évidence la notion d'immunité créée chez un sujet atteint d'une maladie bénigne à l'égard d'une maladie sou-



vent mortelle et, par là même, la parenté de virus qui ne devaient être isolés qu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

La méthode de Jenner appelée *vaccination*, du latin *vacca*, vache (le terme « vaccine » a la même origine) utilisait les virus vivants d'une maladie de la même famille mais plus bénigne pour déclencher dans le corps humain un mécanisme de défense contre les attaques ultérieures d'un microbe plus virulent !

Toutefois, bien que la variole fasse des ravages en Angleterre (9% de la population de Londres périt entre 1731 et 1765), le Parlement anglais refusa toujours de rendre la vaccination obligatoire, concédant par ailleurs à Jenner, dont le principe de la vaccination antivariolique fut appliqué à l'étranger, une récompense de 10 000 livres en 1803 et une autre de 20 000 livres en 1807.

Jenner vaccina son fils aîné et celui-ci décéda d'une tuberculose. Jenner pensa qu'il

s'agissait là d'une conséquence de la vaccination par son procédé. C'est pourquoi il ne vaccina jamais ses autres enfants. Certains auteurs prétendent qu'il se vaccina lui-même et que cela ne lui réussit guère, car son état de santé laissa beaucoup à désirer jusqu'à son décès.

## Les causes des épidémies

L'homme vit dans un état d'équilibre précaire avec les micro-organismes qui l'entourent. La plupart du temps leurs rapports sont étonnamment harmonieux. Tôt ou tard, des êtres jeunes et bien portants se trouvent en contact avec les bactéries et les virus propres à la région qu'ils habitent et acquièrent ainsi une résistance naturelle à ces microbes.

La maladie survient lorsque, pour une raison quelconque, cette résistance naturelle

ne contrebalance plus la virulence des microbes. Parfois la résistance de l'individu ne suffit pas : c'est ce qui se passe quand un enfant entre en contact pour la première fois avec un germe ; parfois cette résistance est diminuée par la fatigue ou par un mauvais état général.

De temps à autre, l'équilibre des forces entre les microbes et les hommes est rompu sur une plus grande échelle. Qu'un germe étranger soit importé dans une région où il était jusque là inconnu, qu'un germe indigène donne naissance à une souche de mutants, ou qu'un grand nombre de gens subissent une transformation qui diminue leurs forces de résistance, et une épidémie peut en résulter. Les épidémies n'ont pas d'ailleurs un caractère entièrement erratique. Elles accompagnent les migrations, les guerres, les bouleversements sociaux, la dénutrition, la misère ; elles se produisent en somme chaque fois que certaines conditions sont réunies, permettant aux microbes de prendre le dessus.

## Conditions de vie et d'hygiène

De tout temps, les conditions de vie, même des privilégiés, laissèrent à désirer. Lors de la révolution industrielle dans le monde occidental, les conditions de vie étaient tout aussi déplorables. Les familles ouvrières vivaient entassées dans des logements obscurs et sans air, parfois plusieurs familles dans la même pièce. Jusqu'à trente familles pouvaient partager un seul cabinet d'aisances relié à une fosse qui, souvent, débordait dans la rue ou dans la cave. Beaucoup d'entre elles n'en disposaient même pas et vidaient simplement leurs pots de chambre par la fenêtre la plus proche. Certaines rues ressemblaient davantage à des tas de fumier qu'à des voies de communication. A New York, on ne pouvait accéder à certaines maisons qu'en se frayant difficilement un chemin à travers des tas de détritiques ayant de 60 cm à 1 m de haut. Des abattoirs au milieu de la ville ajoutaient à cela du sang, du fumier et des mouches. Ces dernières facilitaient la transmission d'un grand nombre de maladies.

Les compagnies des eaux aménageaient des fontaines publiques dont le robinet restait ouvert environ une demi-heure d'affilée, une fois par jour, ou tous les deux jours. Cet approvisionnement limité devait suffire pour la boisson et la cuisine, il en restait souvent peu pour la toilette et le lavage.

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, seuls une cinquantaine d'immeubles parisiens reçoivent, par canalisations spéciales, de l'eau de source : couvents, collèges, monuments publics, hôtels particuliers. D'autres possèdent des puits, souvent souillés par les infiltrations des purins découlant des écuries voisines. Les autres occupants vont la chercher à des fontaines ou l'achètent à des porteurs d'eau.

Habités à disposer de peu d'eau, les Parisiens l'économisent au point de nuire à leur hygiène corporelle. Ils se lavent succinctement.

Les techniques médicales et chirurgicales sont simplistes, rudimentaires, contraires aux besoins organiques. Les clystères et les saignées, prescrits sans mesure par des médecins ignares, affaiblissent gravement le patient. La chirurgie, barbare, exercée sans soin, est cause d'infections souvent mortelles.

En ce qui concerne les hôpitaux, ils sont surpeuplés. Les malades sont nus sur des lits d'une saleté repoussante, dans des salles obscures et mal nettoyées. Chaque lit est occupé par plusieurs malades et ceux qui arrivent attendent de prendre la place des morts. La nourriture est malsaine, les soins rudimentaires et antibiologiques, les esprits déséquilibrés.

Toutes sortes de maladies sévissaient. Dans les villes anglaises, un enfant sur deux mourait, avant l'âge de cinq ans, de tuberculose, de fièvre typhoïde, de dysenterie, du choléra ou d'autres maladies pestilentielles.

Edwin Chadwick déclara que la plupart des maladies qui frappaient les travailleurs anglais (en 1842) pouvaient être évitées grâce à une amélioration de leur hygiène de vie. Son rapport servit de base au «Grand mouvement pour l'amélioration des conditions d'hygiène», une vague de réformes qui débuta en Angleterre et se répandit à travers tout le monde occidental. L'«Association en vue de promouvoir l'hygiène dans les villes» fut fondée en Angleterre, peu après la publication du rapport Chadwick et se proposait de substituer «la santé à la maladie, la propreté à la saleté, un intérêt éclairé à un égoïsme ignorant». Elle réclamait pour tous les hommes le droit de jouir de «ces simples bienfaits : l'air, l'eau et la lumière».

Ces prétentions rencontrèrent, au début, une violente opposition de la part des propriétaires de taudis et des compagnies des eaux qui auraient eu naturellement à payer les frais des améliorations sanitaires. Mais, en 1849, à Londres, une épidémie de choléra terrifia jusqu'aux classes aisées et une grande partie de l'opinion publique commença à se déclarer en faveur des hygiénistes.

En se débarrassant de la saleté parce qu'elle viciait l'air, les hygiénistes supprimèrent le terrain favorable à la reproduction des microbes, réduisant ainsi la propagation de nombreuses maladies. Dans la seconde moitié du siècle, les épidémies de typhus, de typhoïde, de dysenterie et de choléra diminuèrent de façon spectaculaire.

Max Von Pettenkifer, en Allemagne, tout comme Chadwick, en Angleterre, identifiaient l'hygiène à une philosophie qui embrasse toutes les circonstances de la vie, et qui concerne non seulement l'eau et l'air purs, mais aussi les arbres et les fleurs, qui contribuent au bien-être des hommes et répondent à leurs aspirations esthétiques.

Cependant, il est difficile de ne pas tenir compte, dans le succès remporté par les hygiénistes, du travail accompli simultanément par les promoteurs de réformes sociales. Les réformateurs n'exigeaient pas seulement la disparition de la saleté, mais aussi des conditions de travail plus humaines, la réduction de la semaine de travail harassante de 69 heures et l'interdiction d'employer la main-d'œuvre infantine.

Au fur et à mesure du succès remporté par leurs efforts, dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, quelques uns des maux les plus flagrants qui allaient de pair avec le nouvel âge industriel furent corrigés. La hausse du niveau de vie qui en résulta contribua pour une grande part à réduire les taux de mortalité.

## Le microbe omniprésent

Vers les années 1860, on avait acquis la conviction que les maladies ne se transmettent pas simplement par l'air, mais par la nourriture, l'eau et même par le contact des mains. Un obstétricien hongrois, Ignaz Semmelweis, avait déjà réduit de façon spectaculaire les cas de fièvre puerpérale dans une maternité de Vienne en exigeant simplement des médecins accoucheurs qu'ils se lavent les mains dans de l'eau javellisée.

Les microbes de taille relativement grande, connus sous le nom de bactéries, avaient été vus au microscope et décrits en détail au 17<sup>e</sup> siècle par un marchand drapier hollandais, Anton van Leeuwenhoek, qui s'adonnait, à titre de distraction, au polissage des lentilles et à des descriptions du monde microscopique.

Cependant, Leeuwenhoek garda jalousement secret le procédé qu'il employait pour obtenir par polissage des lentilles puissantes, si bien que ce n'est qu'au 19<sup>e</sup> siècle que les savants furent en mesure d'observer avec netteté les minuscules créatures qui fourmillaient autour d'eux.

Catherine Martinez ■

# La rage

La découverte de ce vaccin est attribuée, dans la littérature officielle, à Pasteur. Celui-ci, chercheur sans scrupules, se révèle à la relecture de ses travaux, un affabulateur.

Le virus de la rage est transmis à l'homme par morsure ou léchage. Celle-ci est surtout infectante dans les cinq à six derniers jours de la vie de l'animal. Le virus se fixe de préférence sur le système nerveux et atteint directement les cellules cérébrales. L'incubation dure en moyenne 40 jours, mais varie en fait de 15 jours à un an, après la contamination.

La vaccination antirabique, qui repose sur le principe de la méthode de Pasteur est possible grâce au temps d'incubation. Elle permet de provoquer l'état réfractaire de l'organisme avant que le virus ait commencé à se multiplier dans le système nerveux central.

La vaccination comprend 14 injections sous-cutanées quotidiennes. Deux vaccinations de rappel doivent être effectuées au 15<sup>e</sup> et au 90<sup>e</sup> jour.

Il est aussi possible de réaliser une immunisation préventive des sujets professionnellement exposés par trois injections d'un vaccin inactivé, faites par voie intradermique, à trois semaines d'intervalle. Ces deux systèmes de vaccination ont été abandonnés en 1965.

Les premiers vaccins contre la rage, dits «vaccins vivants» étaient fabriqués à partir de moelles de lapins (vaccin Pasteur). Par la suite, on utilisa des cerveaux de jeunes moutons (vaccin Fermi). Le vaccin ainsi obtenu était ensuite inactivé par la bêta propiolactone, puis lyophilisé. On utilisa aussi des poussins d'un jour (vaccin Fleury).

Aujourd'hui, le vaccin antirabique humain est un vaccin inactivé, cultivé sur cellules humaines. Il est utilisé à titre préventif dans les professions «exposées» : vétérinaires, agriculteurs, gardes forestiers.

## Pasteur sans scrupules

Pour son étude sur la rage, Pasteur s'appuie sur des travaux antérieurs, ceux du vétérinaire

Galtier qui, dès 1879 a montré que la rage n'est dangereuse que lorsque le virus a pénétré dans les centres nerveux. La période d'incubation peut être très longue car le virus doit parcourir toute la distance entre le lieu de la morsure et le cerveau. Galtier propose donc un traitement curatif par un moyen préventif, ce que l'on nomme l'immunothérapie active, procédé dont le mérite sera attribué à Pasteur. Galtier a donc créé le premier vaccin contre la rage, et il est aussi le premier à

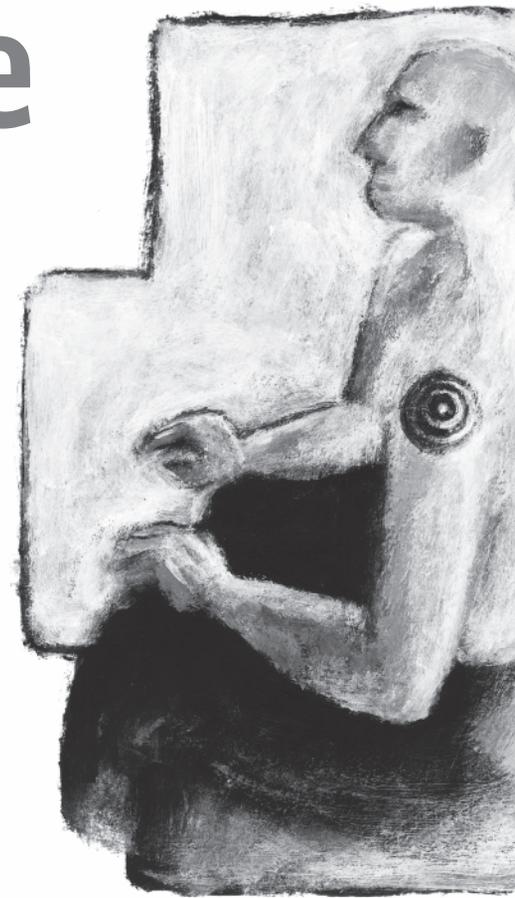
constater honnêtement les grandes différences existant selon les espèces, tant dans la virulence que dans l'immunité suite à une morsure ou à une vaccination. Et ces différences sont imprévisibles. Ainsi, son vaccin est efficace chez le mouton et la chèvre, mais pas chez le chien.

Avant d'inoculer le virus aux humains mordus, il faut en atténuer la virulence, et être sûr que cette atténuation sera durable. Galtier a montré que le passage de lapin à lapin augmente la virulence du virus, tandis que celui de singe à singe la diminue.

Malgré de nombreux essais, Pasteur ne parvient pas à résoudre le problème

de l'atténuation. Il s'empare alors des découvertes de son collaborateur Roux sans l'en avertir ni le faire savoir. Le procédé d'atténuation de Roux consiste à laisser vieillir, en présence de potasse caustique, des moelles prélevées sur des animaux enrégés. Suite à cette atténuation, on inocule successivement ces moelles, de la moins virulente (la plus vieille) à la plus virulente (la plus récemment prélevée). Les injections sont suffisamment étalées dans le temps pour qu'une «tolérance» s'installe progressivement. Pasteur parvient ainsi à rendre un chien réfractaire.

Suite au vol délibéré de sa méthode, Roux s'éloigne temporairement de Pasteur, d'autant qu'il n'est pas d'accord pour une application à l'homme qu'il juge trop précoce, l'innocuité n'étant pas certaine. Il avait raison de s'inquiéter...



## Les subterfuges de Pasteur

Pasteur propose à l'empereur du Brésil, Pedro II, de tester son traitement sur des condamnés à mort, en échange de leur grâce s'ils survivent ! Après un refus catégorique, c'est en France que Pasteur va expérimenter sa méthode. Le 22 juin 1885, il injecte son vaccin à une enfant de 11 ans qui décède le lendemain. Trop tard. La rage était, dit-on, déjà déclarée. En juillet 1885, après plusieurs décès suite à un traitement jugé «insuffisant», il inocule un enfant de neuf ans, le jeune alsacien Joseph Meister. Il survit ! Joseph Meister serait-il le premier miraculé ? Plusieurs personnes mordues comme lui par le même chien, et non traitées par Pasteur, n'eurent pas la rage. Ce chien n'était donc probablement pas enrégé. Un berger suit le même traitement. Avec le même résultat.

L'expérience prouve seulement que le traitement qu'ils ont reçu ne leur a pas communiqué la rage. Ces deux cas ont assuré la gloire de Pasteur qui continua à pratiquer ses injections de moelle rabique desséchée à tous ceux qui accouraient de toute la France et de l'étranger pour subir ce traitement après s'être fait mordre par un chien supposé enrégé.

Quelle était donc l'ampleur du risque de mourir enrégé à l'époque de Pasteur ? De 1850 à 1872 il y eut 685 morts, soit une moyenne de 30 cas mortels chaque année, et,



de 1875 à 1885, 43 morts, soit quatre par an. Était-ce donc un fléau si terrible comparé à la tuberculose qui, à la même époque, faisait plus de 100 000 victimes ! Mais la peur de la rage était telle que beaucoup de gens demandaient à subir le traitement antirabique à la suite d'une morsure, sans avoir préalablement l'assurance que le chien mordeur était vraiment enragé. De plus, il avait été démontré que la morsure par un animal réellement enragé n'était suivie d'un développement de la rage que dans 5 à 16 % des cas, ce que Pasteur lui-même reconnaissait.

Les pastoriens de l'époque disaient avoir inoculé, jusqu'au 31 décembre 1886, 2682 individus dont 1929 français. «Il en est mort 18, nous en avons guéri 1911».

Comment la rage qui ne faisait que quelques victimes par an aurait-elle pu prendre une telle ampleur depuis la découverte du traitement de Pasteur ? Combien parmi eux étaient réellement contaminés ? Sans doute un nombre minime si on tient compte de ce qui précède : absence de diagnostic de rage chez l'animal mordeur, faible pourcentage de rage après morsure par un animal enragé.

Ce subterfuge qui consiste à considérer que tous les individus mordus étaient fatalement exposés à contracter la maladie, a été réutilisé par la suite pour les maladies épidémiques pour lesquelles les sujets vaccinés qui échappent à la maladie sont considérés comme ayant été protégés par le vaccin, même s'ils n'ont pas été exposés à la contagion.

Un autre subterfuge de Pasteur a consisté à retirer des statistiques les cas de rage qui survenaient pendant le traitement ou dans les 15 jours après la dernière injection, éliminant par là même la possibilité qu'ils puissent être imputés au traitement lui-même.

## Le cas du jeune Jules Rouyer

Le 8 octobre 1886, Pasteur inocule un «traitement intensif» (plusieurs injections pendant 12 jours) à un enfant de 12 ans, Jules Rouyer. Celui-ci meurt le 26 novembre. Le père porte plainte. L'autopsie est confiée à

un médecin légiste, doyen de la Faculté de Médecine de Paris et ami de Pasteur, le Professeur Brouardel. Le bulbe et la moelle de l'enfant, prélevés par Brouardel, sont inoculés par Roux à des lapins qui ne tardent pas à mourir enrégés.

Si l'enfant est bel et bien mort de la rage, le délai est trop court entre la morsure et la mort pour qu'il s'agisse de la rage naturelle dont l'incubation est toujours plus longue. De plus, ce n'était plus la rage avec ses symptômes convulsifs, mais une affection nouvelle qui présentait une analogie absolue avec la maladie que M. Pasteur faisait naître chez les lapins par ses inoculations : une rage paralytique, observée seulement en laboratoire.

Dans le cas du jeune Rouyer, il n'y a donc plus aucun doute : l'enfant est décédé suite à la vaccination. Pour sauver la confiance du public dans la médecine scientifique et la prévention vaccinale, pour éviter «un recul immédiat de 50 ans dans l'évolution de la science», Brouardel fait un faux témoignage, de mèche avec Roux et Pasteur. Il déclare que l'enfant est mort d'une crise d'urémie !

Certains ne sont pas dupes comme le Dr Lutaux qui écrit alors: «Monsieur Pasteur ne guérit pas la rage, il la donne».

Suite à ses échecs, Pasteur est accusé d'homicide par imprudence, sans pour autant être poursuivi. Trois fidèles collaborateurs acceptent de servir de «cobayes» et se font vacciner pour démontrer l'innocuité des injections. Le neveu de Pasteur, ce «brave» Adrien Loir, se retrouve ainsi temporairement paralysé ! Pasteur lui-même ne tente pas l'expérience. Certains dangers et échecs sont reconnus par les biographes officiels.

En 1886, les morts connus à mettre au passif de la méthode Pasteur, tant en France qu'à l'étranger, s'élevaient déjà à 74 : 40 étrangers et 34 français. Certains sont morts en présentant les symptômes de la rage ordinaire, d'autres ont succombé à la «rage des laboratoires». Pasteur signale lui-même que pendant la période du 9 novembre 1885 au 30 décembre 1886, sur 18 malades vaccinés, neuf moururent dans les trois semaines suivant la morsure.

Le journal londonien *The Zoophilist* rapporte que, de 1886 à 1903, on releva que plus de 1700 personnes traitées et déclarées guéries succombèrent de rage dans les 8 à 120 jours après leur sortie de l'un des nombreux instituts antirabiques. En 17 ans, de 1886 à 1903, cela fait 100 immunisés par an qui décédèrent !

Plusieurs médecins russes font paraître un manifeste dans lequel ils accusent Pasteur et ses instituts d'être des criminels. Les décès par la rage à la suite des traitements pasteuriens se multiplient dans des proportions inquiétantes.

En France, ces accidents sont passés sous silence grâce à la connivence des autorités administratives avec les instituts antirabiques qui couvrent le territoire, mais il n'en est pas

de même à l'étranger où l'admiration pour Pasteur et ses brillants disciples n'est pas, comme en France, établie à l'état de dogme.

En 1903, suite à des décès en Italie, Carlo Ruala, professeur d'hygiène à l'Université de Pérouse, écrit au directeur du *Journal de Médecine* de Paris pour s'opposer à la vaccination antirabique. Dans sa lettre ouverte, le docteur Ruala affirmait que non seulement le vaccin contre la rage ne permettait pas de prévenir le développement de cette maladie chez les individus mordus par un chien «enragé», mais qu'il communiquait la rage à ceux qui, ayant été mordus, n'auraient pas souffert de cette maladie. Statistiques officielles à l'appui, il montre que celles des instituts antirabiques sont truquées, soulignant pour en faire la preuve qu'ils ne peuvent guérir 3000 individus mordus seulement en Italie quand on comptait alors dans toute l'Europe moins de 1000 cas par année. Et pour étayer plus loin son argumentation, il citait l'Angleterre en exemple, qui avait toujours rejeté la vaccination antirabique et qui ne comptait à l'époque que quelques cas par année, ceci uniquement en imposant de «sévères dispositions sur l'usage de la muselière pour les chiens» !

## La rage aujourd'hui

Divers vaccins antirabiques sont toujours utilisés pour lutter contre la rage notamment chez les renards depuis la réapparition de cette maladie en Europe occidentale à partir de l'Europe de l'Est dans les années 1960. Ces vaccins sont inclus dans des appâts dispersés par hélicoptère. Cette dissémination de vaccins dans la nature peut comporter des risques, y compris pour l'homme, sinon pourquoi les Américains auraient-ils été tester leurs nouveaux vaccins dans la pampa d'Argentine (à l'insu des habitants bien sûr), la loi des Etats-Unis leur interdisant de le faire sur leur propre territoire ?

Un nouveau vaccin obtenu par génie génétique a été mis au point par la société Transgène de Strasbourg et l'Institut Mérieux. Il s'agit du VRG, commercialisé sous le nom de Raboral. Il est fabriqué à partir du virus de la vaccine (c'est-à-dire le virus qui était utilisé comme vaccin antivariolique) dans lequel on a introduit le gène codant (c'est-à-dire permettant la fabrication) une protéine d'enveloppe du virus de la rage. Bien entendu, ce nouveau vaccin élimine le risque de contamination directe par le virus de la rage mais il n'exclut pas pour autant le risque de recombinaison de ce virus-vaccin avec des virus sauvages sans qu'on puisse le moins du monde en prévoir les résultats.

Certains scientifiques spécialistes en bioingénierie comme Ruth McNally s'inquiètent du «risque de se retrouver sur le terrain avec autre chose que ce qui a été largué au départ» !

Catherine Martinez ■

# La variole

**Le cas de la variole sert aujourd'hui de référence pour les autres vaccinations. Le discours simplifié pour ne pas dire simpliste, consiste à dire : pendant des siècles la variole a ravagé le monde, elle a disparu grâce aux campagnes de vaccinations. La réalité n'est pas aussi simple.**

La variole est une maladie infectieuse due à un virus. Celui-ci est très résistant au froid, à la dessiccation (le virus varioleux persistait dans les croûtes de varioleux qui infectaient leurs vêtements), peu sensible aux agents chimiques. Il n'est naturellement pathogène que pour l'homme chez qui il détermine des lésions cutanées de type vésiculeux puis croûteux. Le seul réservoir de virus de la variole est l'homme malade. La contagiosité de la maladie est extrême. Elle existe dès la phase d'invasion et persiste longtemps jusqu'à disparition de toute croûte. Elle peut se faire par inhalation de poussières chargées de virus varioleux ou par l'intermédiaire d'objets ou de vêtements souillés.

À ses débuts, la vaccination se faisait de bras à bras ou en prélevant du pus sur un individu vacciné. Il fallait donc en permanence disposer d'individus récemment vaccinés. Les sujets utilisés pour ces opérations étaient les orphelins recueillis dans les hospices, véritables «viviers des innocents». Les passages du virus à travers la chaîne humaine ont certainement été à l'origine de variations de virulence.

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que cette vaccination ait conduit à des résultats très variables et parfois à des épidémies. L'inoculation ne pouvait représenter une méthode de lutte efficace contre la variole. Généralement pratiquée qu'en période de crise épidémique, elle contribuait à entretenir l'endémie varioleuse, tout en présentant des risques certains, avec une mortalité globale de 2 à 5 %. Mais il ne fallait pas que le public perde confiance, il valait mieux nier les échecs et les accidents malgré les témoignages les plus accablants, et ce pour ne pas porter atteinte au prestige de la vaccination.

Lorsque la vaccine utilisée en France eut perdu progressivement de son efficacité, à force de passer de bras en bras, et qu'un certain nombre de cas de syphilis eurent été observés à la suite de cette pratique, on substitua au vaccin humain un vaccin animal. Ce nouveau vaccin était fabriqué en inoculant la

vaccine sur les flancs d'une génisse préalablement rasée, puis en récoltant les pustules qui s'y formaient. Ce vaccin animal ne s'est pas imposé rapidement. Son application en France n'en est qu'à ses débuts en 1880 et, en 1904, deux ans après le vote de l'obligation de la vaccination antivariolique, la vaccination de bras à bras reste en usage dans une soixantaine de départements.

## Impact des vaccins

On comprendra aisément qu'après toutes ces péripéties, on ne sache plus très bien à quoi correspondent les souches vaccinales utilisées jusqu'à la fin des années 1970. C'est probablement dans cette profusion de souches qu'il faut rechercher l'origine de la diversité des niveaux de protection et de la gravité des accidents postvaccinaux.

L'exemple de l'Angleterre est à ce titre très instructif. Elle n'a imposé la vaccination antivariolique qu'en 1853. En 1872, le pays a connu une vaste épidémie avec plus de 23 000 morts malgré une large couverture vaccinale. Devant cet échec, le taux de vaccination a progressivement diminué tout comme l'importance de la variole. En 1949, l'obligation de la vaccination antivariolique était abolie dans ce pays (30 ans avant la France). À cette époque la couverture y était tombée aux environs de 35%. Encore n'y avait-il qu'une primovaccination et pratiquement pas de rappels. Quand on sait que la protection ne dépasse pas trois ans, on peut dire que la population anglaise n'était pas protégée. Cela n'a pas pour autant entraîné le retour de la variole et ce en dépit des rapports étroits entretenus par la Grande Bretagne avec des pays à forte endémie varioleuse comme l'Inde et le Pakistan.

La vaccination antivariolique est devenue obligatoire en France en 1902, avec une primovaccination des nourrissons puis un rappel à 11 ans et un second rappel au service militaire. Était-ce suffisant pour procurer une immunité collective, pour dresser cette



mythique barrière d'immunité supposée exister quand 70 à 80 % de la population est vaccinée ? Certainement pas si on considère que :

- 60 % au mieux des assujettis subissaient effectivement la primo-vaccination et le premier rappel.
- Seuls les hommes avaient le deuxième rappel (encore n'ont-ils pas tous effectué le service militaire).
- L'immunité ne dure effectivement que 3 ans.

Si l'on tient compte de ces données, on peut affirmer qu'à aucun moment la population protégée n'a dépassé les 10 %. Cela fait tout de même une barrière à laquelle il manque neuf barreaux sur dix !

## Le programme d'éradication de la variole par l'OMS

En 1950, un premier programme d'éradication concernant l'ensemble des Amériques fut proposé à l'Organisation mondiale de la santé, l'OMS. Grâce à une stratégie de «vaccination de masse» la transmission de la variole fut interrompue, en 1958, dans la zone des Caraïbes, en Amérique centrale et dans un certain nombre de pays d'Amérique du Sud, mais pas dans tous malgré l'ampleur des efforts déployés. L'Organisation mondiale décide, cette même année d'assurer l'éradication de la variole dans l'ensemble du monde par des programmes intensifs de vaccination et revaccination de masse.

Les résultats de cette campagne mondiale furent décevants. La transmission dans certaines régions ne fut jamais interrompue même lorsque la couverture vaccinale atteignit ou même dépassa 80 %. Le découragement et le pessimisme s'installèrent d'autant plus facilement que d'autres programmes d'éradication, soutenus également par l'OMS, essayaient aussi de graves revers, comme

celui du paludisme ou celui de la fièvre jaune.

Dès le début des années 60, des observations sont venues jeter le doute sur l'efficacité de ces campagnes. Ainsi, Kempe, relatant les observations des chercheurs indiens (l'Inde connaissait à l'époque une forte endémie variolique), signalait que, sur 2000 cas de variole soigneusement étudiés, 1800 patients avaient une ou plusieurs cicatrices de vaccination. Les experts de l'OMS faisaient les mêmes constatations.

La proportion des formes hémorragiques (formes les plus graves) était la même chez les personnes vaccinées ou non vaccinées. Ainsi, le programme d'éradication de la variole par les vaccinations systématiques décidé en 1958, renforcé en 1967, ne donnait pas de résultats satisfaisants. L'OMS a donc changé de stratégie pour privilégier la surveillance et l'endigement, ce qui ressort du deuxième rapport des experts publié en 1972. Cette stratégie résultait de deux observations : «*La première était que même dans la population vaccinée à 90%, on pouvait assister à des flambées épidémiques. La seconde était qu'avec ce type d'approche, on parvenait à faire complètement échec à la transmission, même lorsque l'incidence variolique était élevée et les taux d'immunisation très faibles.*

Le discours officiel a forgé dans l'esprit du public l'idée que la variole était une maladie très contagieuse qui a pu être éliminée grâce à une couverture vaccinale au moins égale à 80 %, niveau nécessaire pour éviter le risque épidémique.

Ces affirmations sont notamment reprises dans un document mis à la disposition des professeurs de biologie des lycées et collèges par l'industrie pharmaceutique. Or, elles sont en totale contradiction avec les conclusions de l'OMS, telles qu'on peut les lire dans son rapport final sur l'éradication de la variole. Ainsi, constatant que dans les pays d'hyperendémie comme l'Inde et le Pakistan le nombre des villages infectés dans toute une année ne dépassait pas 5 à 10 % et pas plus de 1 % à un moment ou à un autre, les experts concluaient que : «*La variole n'était donc pas une maladie qui sévissait de façon simultanée et aléatoire dans de nombreux secteurs du district ou du pays mais une maladie à propagation lente. (...). Le fait que des non-vaccinés vivant sous le même toit qu'un varioleux échappaient souvent à l'infection montrait bien que la variole n'était pas aussi transmissible qu'on l'avait généralement cru. (...). L'idée selon laquelle la*

*variole provoquait souvent des épidémies foudroyantes occasionnant des douzaines, sinon des centaines de cas au cours d'une seule et même période d'incubation se révéla sans fondement*».

Le même rapport estime que «*Les campagnes d'éradication reposant entièrement ou essentiellement sur la vaccination de masse furent couronnées de succès dans quelques pays mais échouèrent dans la plupart des cas. Les campagnes de vaccination de masse connurent les plus grands succès dans les pays dotés de services de santé relativement bien développés et bien administrés*».

Dans ces quelques phrases, nous avons la démonstration de l'inexistence de la barrière d'immunité et de l'importance du niveau de vie.

La dernière épidémie française est survenue en 1954-1955 en Bretagne (à Vannes et Brest), initiée par un militaire (vacciné) de retour d'Indochine dont le bébé aurait été contaminé par un pyjama offert par un Indochinois. Une vaste campagne de vaccinations fut mise en œuvre. Malgré cela, et faute surtout d'avoir su identifier les premiers cas, il y eut 95 cas dont 20 décès. Quand aux conséquences de la campagne de vaccinations, elles furent catastrophiques : les leucémiques, hodhkiniens, cancéreux, soumis inopinément à la vaccination, ont vu leur hémopathie ou leur cancer subir une flambée évolutive.

## Accidents post-vaccinaux

Alors que le dernier cas de variole spontanée enregistré dans le monde date de 1978, ce vaccin est resté obligatoire en France jusqu'en 1982. Or, chaque année, deux à quatre

cent encéphalites vaccinales ont touché des enfants qui en sont morts ou sont restés handicapés.

L'Académie de médecine, qui a refusé d'abandonner ce vaccin pendant ces quatre années, porte une immense responsabilité que peu de gens songent à lui reprocher. Pourtant, elle ne peut s'abriter derrière l'ignorance ; dès septembre 1971, l'OMS avait envoyé un avertissement ainsi rédigé : «*(...) la vaccination contre la variole ne devait pas être recommandée comme procédé de routine dans la première enfance, étant donné que le nombre des complications graves pouvant survenir pendant cette période est hors de proportion avec le risque des complications entraînés par la variole elle-même.*

En 1968, le professeur Dubos, prix Nobel de médecine, écrivait : «*le vaccin antivariolique provoque de graves encéphalites chez certains individus, même s'il a été administré avec un soin extrême. La possibilité de contracter la variole est maintenant tellement réduite que les risques d'accident provenant du vaccin sont plus élevés que la possibilité de contracter la maladie.*

C'est de toutes les vaccinations, celle qui a occasionné le plus d'accidents dramatiques. A court terme, l'encéphalite postvaccinale aboutissait soit à la mort soit à des séquelles neurologiques irréversibles. Des complications cutanées graves ont été rapportées. Pour les cas de cancers, à long terme, lorsqu'on tient compte de la localisation des tumeurs, on s'aperçoit que le nombre des sarcomes localisés au point d'injection des vaccins a été multiplié par 18,4 alors que celui des sarcomes ayant un autre lieu de développement n'a été multiplié que par 5,7.

Des leucémies ont été également rapportées après cette vaccination ; de même qu'en 1955, des cas bien documentés de thromboses coronariennes ont été présentés à la Société française de cardiologie. Il s'agissait d'adultes ayant dépassé la cinquantaine qui tous ont présenté leur accident entre le 7<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup> jour après la vaccination, période où se développent les anticorps, période aussi d'apparition des encéphalites.

Catherine Martinez ■

Le rendez-vous de la Bio française

Bio zone

L'eau, qu'elle vie!?!...

18<sup>e</sup> FOIRE RÉGIONALE BIOLOGIQUE

13-14 SEPTEMBRE 2003 MÛR-DE-BRETAGNE (22)

10 000 Visiteurs • 195 Exposants • 20 Viticulteurs

# Un empire financier à l'éthique douteuse

Si la critique de la vaccination est si difficile, c'est qu'elle heurte de plein fouet les intérêts de grands groupes financiers.

La fabrication et la commercialisation des vaccins constituent des enjeux mondiaux et leur marché est en pleine expansion. En 1991, le chiffre d'affaires total des sociétés leaders (Pasteur-Mérieux-Connaught, Merck, Smithkline Beecham, Lederle, Behring, pour ne citer que les principales) s'élevait à un milliard et demi d'euros. En décembre 1994, Pasteur-Mérieux représente un tiers du marché mondial, avec 870 millions d'euros de chiffre d'affaires. En 1996, ce chiffre d'affaires dépasse le milliard d'euros. La croissance du marché est de 10 à 15% par an, soit un doublement en huit ans !

L'amélioration des vaccins existants, leur remplacement par des vaccins de nouvelle génération, la création de nouveaux vaccins nécessitent d'effectuer des essais, réalisés le plus souvent sur des sujets ou des populations sans défense avec leur consentement éclairé, mais «éclairé» par les promoteurs de l'essai ce qui introduit quelque doute sur l'objectivité de l'information. Bien souvent les questions d'éthique sont bafouées !

## L'Organisation mondiale de la santé

Pour lutter contre les maladies à travers le monde, l'Organisation mondiale de la santé, OMS, bénéficie d'un budget de 380 millions d'euros versés principalement par les pays développés. 60% de cette somme sont engloutis dans le fonctionnement de la machine (salaires, frais administratifs, entretien, locations de locaux, etc.). L'OMS bénéficie en plus d'argent frais venant de généreux donateurs privés. Tout argent est bon à prendre pour soulager l'humanité souffrante !

Le bilan de l'OMS est plus que mitigé, les maladies continuent de décimer allègrement les populations du tiers-monde, les associations non gouvernementales (MSF, Médecins du Monde, etc.) se sont multipliées pour pallier les carences, et la catastrophe du sida a montré qu'elle était incapable de gérer ce type de dossier. Les

Nations Unies ont même dû créer une autre organisation l'Onusida, pour rattraper les erreurs commises. Dans ce contexte peu glorieux, les programmes de vaccination apparaissent comme l'une des réussites incontestables de l'Organisation, avec en particulier l'éradication de la variole et prochainement de la polio.

Qui fournit les millions de doses de vaccin pour le tiers monde, le plus souvent à prix bas — dix fois moins que dans les pays occidentaux, quand ils ne sont pas donnés purement et simplement ? Les quatre grandes multinationales du vaccin : Merck, SKB, Pasteur-Mérieux, Lederlé. Qui sont les premiers donateurs ? Les mêmes.

Les programmes mondiaux de vaccination sont réalisés dans la plus parfaite entente et il est hors de question pour l'OMS de se mettre à dos ces entreprises. C'est une question de survie. Inversement, les firmes ont besoin de l'imprimatur de l'OMS pour imposer leurs vaccins dans les pays, car elle représente un gage de sérieux que les autorités de santé publique peuvent difficilement remettre en question.

## Le programme élargi de vaccination

Des représentants de l'OMS, de l'UNICEF, des laboratoires Mérieux, Behring et Smithkline Beecham se sont réunis en 1992 avec des représentants de divers pays africains et des économistes pour étudier «le marché du vaccin et l'avenir des programmes de vaccination en Afrique», le continent africain étant jusqu'ici moins vacciné que le reste du monde. On trouve dans cet ouvrage quelques données chiffrées intéressantes. Ainsi, avec le lancement en 1974, puis l'extension progressive du Programme élargi de vaccination, PEV, destiné à

immuniser initialement contre six grandes maladies (diphthérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite, tuberculose, rougeole), on est passé d'une consommation de 100 millions



de doses vaccinales par an au début des années 80 à 1,2 milliard de doses en 1990, soit douze fois plus ! Il faut ajouter à cela l'intégration dans le PEV de la vaccination contre la fièvre jaune dans tous les pays d'endémicité et de l'hépatite B dans tous les pays

*De 1980 à 1990, on a multiplié les vaccinations en Afrique par douze !*

où la prévalence est supérieure à 8 %, soit toute l'Afrique au sud du Sahara, la Chine, l'Asie Centrale et une partie de l'Amérique du Sud. La seule intégration du vaccin antihépatite B dans le PEV représente 36,5 millions d'euros !

Avantage pour les fabricants : les volumes achetés étaient très importants, plusieurs millions de doses par commande. Inconvénient : les prix d'achat étaient calculés au

prix réduit pour le tiers monde sert leur image de marque, le PEV étant assimilé à une action humanitaire. Cela leur permet aussi l'achat de matières premières dans les pays en voie de développement (sous-entendu achat à bas prix).

Anthony Robbins et Phyllis Freeman résumant parfaitement cette situation :

*«Pour les industriels, la participation au Programme élargi de vaccination est l'occasion d'atteindre de nouveaux marchés, où l'on peut ensuite vendre des produits pharmaceutiques plus rentables ou acheter des matières premières. Plusieurs fabricants participent également au Programme parce qu'ils y gagnent de l'argent : la vente de grandes quantités de vaccins anciens peut être rentable, même si le prix de vente est relativement faible (...) En utilisant des vaccins commercialisés depuis longtemps, on résorbe les stocks d'inventés et l'on incite les fabricants à vendre leurs produits au prix de revient (...) Dans certains cas, (en raison des coûts trop élevés) nous devons nous résoudre à acheter des produits de qualité inférieure (par exemple, le vaccin contre l'hépatite B dérivé du plasma, au lieu de celui produit par génie génétique)».*

## Les colosses de la vaccination

MSD, encore appelé Merck s'est vu décerner par le magazine *Fortune* le titre de société la plus admirée des Etats-Unis. En pleine récession de la guerre du Golfe, dans les années 90, la firme affichait un bénéfice en hausse régulière (+ 19%) sur plusieurs années. Un résultat qui représente bon an mal an 20% du chiffre d'affaires !

MVD, la Merck Vaccine Division, la branche qui fabrique et commercialise les vaccins, a accompagné la croissance du groupe. En 1989, le chiffre d'affaires des vaccinations était de 213 millions d'euros, sept ans plus tard il atteint 457 millions. Si le laboratoire possède une gamme complète de vaccins (polio, varicelle, haemophilus, etc.), celui de l'hépatite B occupait la position de pointe avec le Recombivax HB.

Pour Aventis-Pasteur-Mérieux, le géant français, 40% du chiffre d'affaires reposait sur le vaccin star contre l'hépatite B. Cette firme a changé cinq fois de nom en 10 ans, et donc de propriétaire, au gré des fusions-acquisitions-prises de participations, d'un mecano complexe qui s'est résumé à un transfert des activités vaccins du vénérable Institut

Pasteur pour entrer dans le giron de la multinationale Rhône-Poulenc !

On remarque l'adjonction du sigle MSD lors du dernier baptême. La firme américaine Merck, MSD, s'est alliée à Pasteur. A Lyon, Pasteur-Mérieux se faisait du souci, son Genhevac B élaboré à partir de cellules de hamster est encore trop long à fabriquer, du moins plus long que celui de ses deux concurrents qui ont opté pour la levure. Merck, de son côté, aurait bien aimé vendre son vaccin en Europe mais n'avait pas un réseau solide pour le diffuser. Pendant ce temps, SKB remportait des parts de marché dans le monde entier et commençait à faire de l'ombre aux deux poids lourds du vaccin.

Cette alliance des frères ennemis en 1994 a fait sourire plus d'un scientifique. Surtout chez *Smithkline-Beecham*, le nouvel ennemi, qui a longtemps fait figure de petite pointure face aux deux mastodontes. A Rixensart, en Belgique, siège de SB Biologicals, la division vaccin mondiale, on bénit chaque jour

l'invention du vaccin recombinant hépatite B. En six ans, le nain est devenu un géant de la vaccination. Entre 1990 et 1996, le chiffre d'affaires de la division a été multiplié par dix, passant de 76 millions à 760 millions d'euros ! Le responsable ? L'engereix B.

Si l'n'y avait pas eu ce vaccin, ou si la firme avait raté son investissement, la division vaccin aurait été abandonnée par le groupe. Profitant de la croisade lancée par le secrétaire d'Etat à la santé, Philippe Douste Blazy, l'industriel a vu ses ventes de vaccins (essentiellement l'hépatite B) multipliées par cinq en un an. Elle a raflé le marché des collèges français et 70 % du marché de la vaccination hépatite B contre 20 % l'année précédente.

En 1994, l'Agence du médicament enregistrait une domination totale de la prescription du vaccin de l'hépatite B sur les autres vaccins. Sur 100 doses vendues, on trouvait 60 vaccins hépatite B, 13 vaccins grippaux, 11 vaccins pentavalents, 2 vaccins haemophilus.

Depuis cette date, si l'on additionne les chiffres des ventes des trois multinationales, le vaccin de l'hépatite B continuerait d'être le numéro un de sa catégorie. 75% des vaccins contre l'hépatite B sont commercialisés à parts égales entre les Etats-Unis et l'Europe. Le vaccin miracle est trop cher pour les pauvres.

*Les risques des effets secondaires sont très souvent ignorés par l'individu. L'information du consommateur est à peu près inexistante.*



plus juste, quasi le prix de revient. Mais les laboratoires fabriquant les vaccins considèrent que, même s'ils gagnent moins avec les pays en voie de développement qu'avec les pays développés, la fourniture de vaccins à

## Le marché du vaccin

L'industrie pharmaceutique impose, par l'entremise des organisations internationales et des gouvernements des pays riches, ses vaccins, ses prix, sans se soucier de l'avis des consommateurs. D'autre part, les industriels de la pharmacie ont de l'appétit et cherchent à absorber leurs concurrents ou à se regrouper avec eux, ce qui leur permet de s'implanter sur de nouveaux marchés.

Ces restructurations ont réduit nettement le nombre de fabricants dont l'objectif est de joindre leurs forces pour mieux assurer la recherche et le développement de nouveaux vaccins et en même temps assurer leur défense juridique contre d'éventuels procès intentés par les victimes d'accidents postvaccinaux. De nombreux laboratoires américains ont en effet été contraints de cesser leurs activités en raison des amendes extrêmement lourdes infligées par les tribunaux de ce pays dans des procès reconnaissant leur responsabilité juridique dans des accidents post-vaccinaux (depuis 1986, la loi «Childhood Vaccine Injury» met à l'abri des procès les producteurs de vaccins).

Une autre conséquence de ces restructurations a été le changement de conception dans la conduite des entreprises. Au fur et à mesure des rachats par des grands groupes, elle est passée d'une orientation médicale et scientifique entre les mains de financiers aux préoccupations toutes différentes ; à savoir la recherche de la rentabilité maximale !

Le marché des vaccins échappe en grande partie à la loi de l'offre et de la demande. La demande ne vient pas en effet d'individus informés qui décident, en conscience et en toute liberté, de se faire vacciner. Il y a des vaccinations légalement obligatoires et, pour celles qui ne le sont pas, le choix n'est pratiquement jamais éclairé. Les risques des effets secondaires sont très souvent — sinon toujours — ignorés par l'individu, qui ne retiendra que l'avis d'un professionnel de la santé, d'un journaliste ou d'une tierce personne. L'information du consommateur y est à peu près inexistante.



On n'est donc plus dans une logique de marché classique mais dans une situation de «consommation administrée». Cette situation a progressivement amené une dérive : les pouvoirs publics influençant la consommation de vaccins (par des lois d'obligation ou des campagnes publicitaires), certains auteurs considèrent que recherche, développement et production des vaccins devraient être subventionnés par la collectivité. L'arrivée des biotechnologies a amplifié le phénomène. Mais, sauf exception, les objectifs des essais vaccinaux répondent d'abord aux exigences de développement de l'industrie pharmaceutique.

## La vaccination contre l'hépatite B, un contrôle exemplaire de l'industrie pharmaceutique !

Les premiers vaccins furent commercialisés dès 1981 mais leur mode de fabrication (isolement de l'antigène HBs à partir du plasma de porteurs chroniques) n'aurait pas permis de couvrir la demande mondiale. Les études sur les vaccins recombinants, pouvant être produits à plus grande échelle industrielle, avançaient à grands pas et obtenaient leur autorisation de mise sur le marché en 1988.

A partir de là, les laboratoires vont financer des centaines d'études et de colloques scientifiques sur les dangers de l'hépatite B pour favoriser la vaccination dans les pays développés. Le parrainage prend diverses formes : billets d'avions mis à la disposition de l'organisateur ou des invités, réservations d'hôtels, prise en charge de la location d'une salle de congrès. Tout cela coûte fort cher et représente environ 10% des frais de lancement d'un médicament. Les médecins hospitaliers invités reconnaissent d'un air gêné qu'ils n'ont pas les moyens de se payer le billet et l'hôtel et encore moins de les faire prendre en charge par leur hôpital.

L'immense majorité des réunions sur les dangers de l'hépatite B a été sponsorisée par les trois fabricants du vaccin, Merck, Pasteur-Mérieux et Smith-Kline-Beecham.

• 1986 : Création d'un groupe de travail de médecins européens contre l'hépatite B, présidée par le professeur Goudeau, l'un des inventeurs du vaccin, et financée avec l'aide

## Vaccination La grande illusion

De nombreux dessins de ce dossier sont extraits du récent livre de René Bickel «Vaccination : la grande illusion». Cette ouvrage, entièrement dessiné, peut vous permettre d'approfondir le sujet avec humour. Il est disponible chez son auteur contre 12 € : René Bickel, 116, rue de Mittelwahr, 68150 Ostheim, tél : 03 89 47 83 06.

de fondations américaines. Ce groupe d'experts fait du lobbying pour introduire la vaccination.

• 1987 : Le groupe d'experts Hepatitis Technical Advisory Group recommande l'intégration du vaccin hépatite B dans le programme mondial de vaccination.

• 1988 : Symposium international sur les hépatites virales organisé à New York, sponsorisé par la firme Merck. Le même jour, à San Francisco, un autre colloque est payé par le concurrent SKB.

• 1989 : A Genève, où siège l'OMS, les experts mondiaux se réunissent pour la première conférence internationale sur l'éradication de l'hépatite B. Le coprésident du congrès est le docteur Francis André, directeur scientifique de la firme Smithkline-Beecham, sponsor du colloque. Écoutons-le : «On peut prévoir des demandes de l'ordre de plusieurs centaines de millions de doses à court ou moyen terme».

• Mai 1989 : Colloque international de Paris sur le vaccin hépatite B.

«Je suis reconnaissant aux nombreuses organisations et aux laboratoires pharmaceutiques pour leur généreuse participation financière», annonce Pierre Coursaget, président du congrès. Parmi la liste des donateurs : SKB et Pasteurs Vaccins.

• 1990 : Barcelone : colloque international sur les hépatites virales. Sponsor : SKB. Depuis un an, les publications scientifiques sur l'hépatite B se sont multipliées. Pour comprendre ce qui se passera en France quatre ans plus

tard, il suffit de se plonger dans la lecture du *Monde* du 16 mai 1990. Un article de Jean-Yves Nau affirme : «L'éradication mondiale est aujourd'hui permise» ! Toujours en 1990, en novembre, le dixième colloque de la section virologie est consacrée aux virus des hépatites. Organisé à l'Institut Pasteur de Paris avec édition d'un ouvrage où figurent des remerciements à SKB pour sa participation.

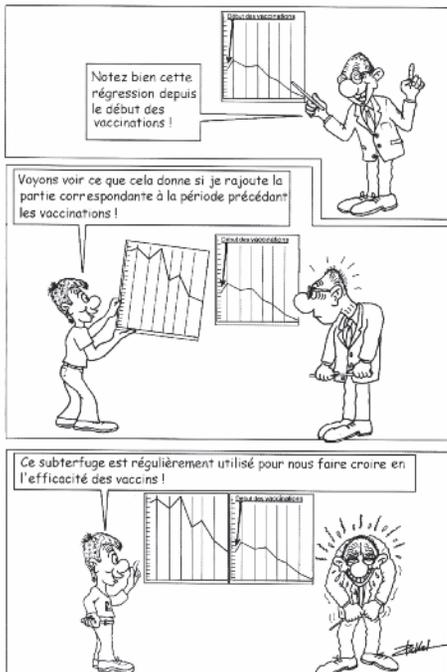
## Pour lancer le nouveau vaccin, les laboratoires vont financer des centaines d'études et de colloques scientifiques sur les dangers de l'hépatite B.

- 1991 : L'OMS demande à tous les pays d'inclure le vaccin hépatite B dans les programmes de vaccination, au plus tard en 1997. La France rend obligatoire la vaccination des médecins et professionnels de santé.
- 1992 : Symposium international organisé à Vienne par SKB sur l'hépatite B. «Une réunion dont le but nullement caché est de lancer le vaccin», indique *Le Monde*. L'Italie décrète la vaccination obligatoire des bébés. Le ministre italien de la Santé a fait l'objet d'une enquête dans le cadre de l'opération «mains propres». Il aurait touché du laboratoire SKB 600 millions de lires pour rendre obligatoire la vaccination contre l'hépatite B. Mais la vaccination y reste obligatoire !
- 1992 : Cinquième conférence de consensus sur les hépatites virales organisée à Paris par l'Association pour la formation continue en pathologie infectieuse, AFORCOPI, parrainée par Pasteur-Mérieux et SKB.
- 1993 : Sixième conférence de consensus sur les hépatites virales. Sponsor : SKB. En décembre, Forum de médecine de l'adolescence au palais des Congrès, à Paris, avec une journée sur l'hépatite B financée par SKB. Toujours la même année, congrès international de Cannes sur l'hépatite virale, sponsorisé par les deux fabricants.
- 1994 : La France entre en croisade !

## Un marché incomparable !

A la différence des autres vaccins, celui contre l'hépatite B présente trois caractéristiques incomparables : le prix, entre 15 et 21 euros l'injection, soit trois à dix fois plus cher que les vaccins standards ; le nombre ahurissant de rappels, une injection tous les 5 ans pendant toute la vie ; la base, non seulement les enfants mais, aussi, et c'est une première, les adultes de tous âges.

Trafic de graphiques.



Les responsables financiers évaluent le potentiel pour un individu au long de sa vie. Trois injections à la naissance : au total 50 euros. Un rappel tous les cinq ans, soit 21 injections jusqu'à, en moyenne, 60 ans : 335 euros. Soit un total, par individu vacciné, de 385 euros. Sachant que le laboratoire touche 60% du prix de vente, cela fait espérer un gain final de 275 euros par individu à naître. On arrive à une facture à long terme en milliards ! Un business d'enfer et, en plus, des rentrées d'argent stables d'une année sur l'autre.

A partir du début des années 90, l'argent coule donc à flots des seringues. Les pays développés sont mobilisés et les trois multinationales pharmaceutiques se sont jetées dans la bataille pour la poule aux œufs d'or.

## Vaccinations et pays du tiers-monde

Le marché des vaccins n'échappe pas à la mondialisation et il impose sa loi contre l'avis des populations. Le fait que les grandes campagnes de vaccinations soient décidées par des organismes mondiaux (l'OMS ou l'Unicef par exemple), sans avoir nécessairement analysé les besoins les plus urgents des pays en voie de développement, montre que le marché prend le pas sur les enjeux des politiques de santé. La même remarque peut être faite pour la France à propos du vaccin contre l'hépatite B.

Pendant longtemps, le profil des chercheurs et des salariés de l'industrie du vaccin était différent des autres sociétés pharmaceutiques. Ils se sentaient investis d'un idéal et beaucoup de médecins et biologistes arpentaient les pays du tiers-monde, souvent dans les régions les plus pauvres, pour aider les populations à livrer bataille contre ces fléaux. Du Brésil au Bénin, de l'Iran en Mongolie, les baroudeurs de la vaccination ont forgé une légende à part dans l'histoire de la médecine. Prestigieuse aux yeux de l'opinion mais sûrement pas auprès des investisseurs et du monde économique où l'on se souciait comme d'une guigne de l'éradication de la polio chez les enfants sénégalais.

Dans de nombreux pays africains la vaccination complète d'un enfant coûte entre 20 et 45 euros. De tous les pays de l'Afrique francophone, seul le Gabon, pays riche et peu peuplé, consacre une somme de cet ordre pour la santé de chaque habitant, ce qui veut dire qu'après l'avoir utilisé pour la vaccination, il ne reste plus rien.

Que dire alors de pays comme le Zaïre, le Tchad, le Burundi, le Niger, le Rwanda... qui ne peuvent dépenser qu'entre 1 et 5 euros

pour la santé de chacun de leurs habitants ? Quand la malnutrition est chronique, quand les maladies respiratoires et diarrhéiques sont les principales causes de mortalité, les politiques de santé publique se doivent d'attaquer de front les différents problèmes, autrement les causes de mortalité se remplacent les unes les autres. Dans ces pays, l'efficacité des programmes de vaccination diminue dans la mesure où l'intensification des vaccinations prive d'autres programmes de santé de financements dont ils ont besoin.

## Ethique et essais vaccinaux

Tous ceux qui pensent que leurs enfants ne pourraient pas vivre en bonne santé sans recevoir un certain nombre d'injections vaccinales doivent savoir que la mise au point de ces vaccins nécessite des essais d'efficacité et de tolérance effectués sur d'autres enfants.

Nombre de ces essais sont faits sur des handicapés mentaux, des pensionnaires d'orphelinats ou des enfants du tiers-monde.

A titre d'exemple, entre 1945 et 1970, des essais de vaccins contre la diphtérie, l'herpès, la coqueluche, la grippe (avec des doses d'adultes pour voir les réactions), ont été effectués sur des orphelins australiens, le consentement ayant été donné par les religieuses responsables de l'orphelinat. Plotkin a effectué ses essais du vaccin antirubéoleux sur 31 enfants d'un orphelinat de Philadelphie. Koprowski a testé son vaccin antipolio sur 250 000 personnes (dont plus de 100 000 enfants) des provinces rurales isolées de l'est du Zaïre.

Selon la déclaration de Manille (OMS) les essais vaccinaux qui sont réalisés dans les pays en voie de développement par des institutions venant des pays industrialisés doivent normalement obéir aux mêmes règles que celles

en vigueur dans les pays d'origine de ces institutions. Il est évident que tout cela n'est qu'un vœu pieux et que les pays industrialisés disposent de moyens de pression suffisants pour passer outre ces recommandations.

Le président Carter avait signé, juste avant son départ de la Maison-Blanche, un ordre exécutif déclarant : «*Nous avons le devoir de ne pas exporter vers des nations non averties des produits que nous n'autorisons pas nous-mêmes dans notre pays*», document que le président Reagan et son administration se sont empressés d'abroger dès leur arrivée au pouvoir, prétextant : «*qu'imposer des contrôles à nos exportations conduit à une réglementation coûteuse (et que) les actuelles restrictions font du tort aux firmes américaines*».

## Des essais plus que douteux !

Au Biafra, à la fin des années 60, au cours de la guerre de sécession au Nigéria, la population avait été complètement affamée et la télévision nous montrait les pénibles et émouvantes images d'enfants décharnés. Nous avons été nombreux à donner notre obole pour secourir ces malheureuses victimes. On aurait pu penser que ces fonds serviraient à la fourniture de nourriture. Au lieu de cela, plus d'un million et demi d'euros a été utilisé pour effectuer deux millions de vaccinations contre la variole et 800 000 contre la rougeole avec un vaccin inactivé que les pays riches n'utilisaient plus parce que provoquant de graves réactions. Comment ne pas réaliser qu'on a ainsi contribué à anéantir davantage la population ?

Une étude a été réalisée en Inde sur les capacités immunitaires des enfants souffrant de malnutrition, comparée à celle des enfants bien portants. Dix enfants souffrant de malnutrition ont reçu une dose de vaccin polio oral, dix autres une dose de vaccin vivant antirougeoleux, comparés à chaque fois avec dix enfants bien portants recevant ces mêmes vaccins. Tous ont été suivis pendant huit semaines. Le résultat ? La réaction est plus faible chez les enfants souffrant de malnutrition que chez les enfants bien portants. Était-il nécessaire de se livrer à cette expérience pour arriver à cette conclusion ? Ne valait-il pas mieux utiliser les fonds engagés pour réaliser cette étude à améliorer la situation des enfants les plus dénutris ?

Une expérience en Ouganda réalisée dès 1974 pour tenter, déjà, de comprendre l'efficacité médiocre du vaccin antipolio vivant, souvent constatée dans les pays chauds. Il s'agit d'un essai réalisé sur des nourrissons de 6 à 30 mois. On a littéralement pris ces enfants pour des cobayes, inutilement de surcroît puisque les auteurs ont observé que, dans tous les groupes de l'expérience, le virus vaccinal s'était peu multiplié et que les taux d'anticorps obtenus par vaccination étaient trois fois plus faibles que ceux relevés chez les enfants ayant acquis une immunité naturelle !

Jusque dans les années 80, le vaccin contre la rougeole était fabriqué à partir de la souche Schwarz mais la persistance des anticorps maternels interférait avec le vaccin et le rendait inefficace avant l'âge de 9 à 10 mois. En 1983, une nouvelle souche, dite Edmonston-Zagreb, se montre immunogène chez des enfants âgés seulement de 4 à 6 mois mais à la condition de l'administrer à des doses 10 à 100 fois plus fortes qu'à l'accoutumée. Après des essais au Mexique, en Guinée-Bissau et en Haïti, l'OMS recommanda ce nouveau vaccin à haut titre en 1990. L'espoir fut de courte durée. Dès la fin de 1990, des nouvelles inquiétantes parvenaient de Guinée-Bissau, puis en 1991 du Sénégal et en 1992 d'Haïti. Dans les premières années suivant la vaccination, la mortalité était de 20 à 80 % plus élevée chez les enfants (particulièrement les filles) ayant reçu le vaccin Edmonston-Zagreb à haut titre que chez ceux inoculés avec la souche Schwarz. Les enfants ne mouraient pas de rougeole mais de maladies endémiques de ces pays : diarrhées, pneumonies, maladies parasitaires. En octobre 1992, le vaccin à haut titre était retiré.

En 1989, en parallèle avec les essais mentionnés ci-dessus, une vaccination antirougeoleuse a été pratiquée avec la souche Edmonston-Zagreb (non autorisée aux Etats-Unis) sur les enfants de 900 familles américaines sans qu'elles aient été prévenues du caractère expérimental de cette vaccination. Étonnamment, on avait choisi pour cette expérience les enfants des familles pauvres, noires et hispaniques de Los Angeles !

Le congrès de Niamey (Niger) qui s'est déroulé en janvier 1987 a permis de révéler l'inefficacité des campagnes de vaccinations, notamment contre la polio et la rougeole : l'épidémie de poliomyélite, qui a touché l'Afrique de l'Ouest au cours de l'année 1986 a sévi dans une zone où les recommandations de l'OMS étaient parfaitement respectées. Le taux de couverture vaccinale en particulier, était suffisamment élevé pour laisser penser que la

protection de la population était assurée. La poliomyélite en particulier semblait en voie d'éradication en Gambie. Or, non seulement la vague épidémique n'a pas épargné cette région, mais près de 200 des enfants que l'on pensait correctement vaccinés ont contracté la maladie. Certains sont morts.

Cet échec de la vaccination aurait dû faire réagir vigoureusement les responsables du PEV et ouvrir les yeux au public occidental, mais la nouvelle a été étouffée, le congrès de Niamey oublié et la roue infernale des vaccins a continué à tourner !

«Il est grand temps de rabaisser le caquet des multinationales du médicament. Nous sommes tous concernés. La recherche ne doit pas être à la solde du profit et du libre échange» s'insurge le Dr. tunisien Mohamed Bouguerra dans son livre *La recherche contre le tiers-monde*. «Les véritables remèdes, plus efficaces que tous les vaccins : des réseaux d'eau potable, des égouts, le ramassage des poubelles, l'assainissement et l'alimentation» !

## Le cas de l'Inde

On s'est habitué progressivement à envisager la santé (des enfants en particulier) uniquement à travers la médecine et plus précisément à travers les vaccinations, considérées comme pilier de la médecine préventive, en oubliant que les conditions de vie socio-économique et le niveau de l'hygiène jouent un rôle prépondérant.

Le cas de l'Inde, est à ce point de vue exemplaire.

C'est en 1974 que fut lancé le programme de vaccination universelle des enfants, décision des pays riches imposée aux pays pauvres sans tenir compte de l'existence ou de l'absence d'infrastructures suffisantes, ni de l'état sanitaire, ni des concepts culturels des populations concernées. Cette politique fut vivement critiquée en Inde par le Pr. Banerji, président du Centre de médecine sociale et de santé communautaire de l'université Nehru à New Delhi : «Dire que la rougeole tue des milliers d'enfants dans une région et que les vacciner les sauverait, c'est se voiler la face et ne pas voir que si la rougeole fait autant de ravages c'est avant tout parce qu'elle touche des populations souffrant de malnutrition et, vaccinés contre la rougeole, ces enfants



mourront néanmoins quelques mois plus tard d'autres maladies dues aussi à la malnutrition ou au manque d'hygiène. Voir passer une Land Rover de vaccins tous les six mois ne résoudra pas les besoins ni les souffrances quotidiennes des populations qui attendent des services de santé autre chose que des actions ponctuelles».

En 1978, se tint à Alma-Ata, au Kazakhstan, une conférence internationale sponsorisée par l'OMS et l'Unicef ayant pour thème de réflexion «Les soins de santé primaires» (primaire = premier, primordial). Cette conférence déboucha sur une déclaration, farouchement défendue par le Pr. Banerji, déclaration dont la philosophie renversait complètement la conception de l'organisation des soins de santé. Au lieu d'imposer au tiers-monde des programmes technologiques onéreux et inappropriés, parce que conçus sans connaissance des besoins des populations, la déclaration d'Alma-Ata préconisait le développement de services de santé partant des populations elles-mêmes, de façon à ce que l'édifice de santé soit construit à partir d'un mélange fait sur mesure de technologie et de structures administratives pour servir l'intérêt des populations plutôt que des intérêts politiques et économiques.

La réaction des pays riches n'a pas tardé, oubliant que «si l'espérance de vie a tellement progressé en deux siècles en Europe, c'est bien parce que l'approche des problèmes a été on ne peut plus globale : amélioration de l'habitat, construction d'égouts, accès à l'eau potable, augmentation des revenus, lois sociales, etc. Les vaccinations et les antibiotiques sont venus bons derniers participer à ce processus».

Dès 1979, un an après la conférence d'Alma-Ata, les pays riches ont imaginé une politique de soins de santé primaires «sélectifs» axée sur le contrôle de la croissance, la réhydratation orale, l'allaitement maternel et l'immunisation auxquels furent ajoutés plus tard des programmes de nutrition, de limitation des naissances et d'alphabétisation.

L'OMS rendit même ce programme plus sélectif encore en fixant une date butoir (1990) pour la réalisation de la vaccination universelle des enfants, rompant ainsi la confiance en elles-mêmes des populations, supprimant le contrôle social sur la technologie médicale et rendant de nouveau les populations du tiers-monde dépendantes des pays industrialisés. Banerji a montré combien ce programme, soutenu notamment par l'Unicef et la Banque mondiale, était mal conçu et irréaliste : mal conçu parce qu'appliqué sans disposer au départ des plus élémentaires données de base sur l'incidence des maladies infectieuses dans les différentes régions ni sur les facteurs socio-culturels et écologiques qui influencent cette incidence (comment évaluer, dans ces conditions, le rapport coût/efficacité du programme ?) ; irréaliste parce que

dépassant les possibilités matérielles de son application sur le terrain compte tenu de la faiblesse des infrastructures : pour l'Inde, par exemple, 24 millions d'enfants naissent chaque année, répartis dans 560 000 villages, plus de la moitié du pays étant soumise à des chaleurs torrides ne permettant pas de maintenir l'indispensable chaîne du froid.

Ce programme a été maintenu en dépit de la désapprobation catégorique manifestée au cours d'une rencontre internationale d'administrateurs de santé publique organisée par l'OMS et celle de la conférence d'Anvers ayant réuni la même année les spécialistes de la médecine tropicale. Le manifeste d'Anvers condamnait cette politique parce que «la prolifération des programmes sélectifs d'intervention sanitaire sapent les services de santé au moment même où ils essaient de se réorganiser vers les soins de santé primaires... Ces interventions prétendent offrir des solutions rapides et des succès instantanés pour lesquels ils détournent les rares ressources (...) aidant ainsi à maintenir une mauvaise santé».

En 1987, toujours en Inde, un pas de plus fut franchi lorsqu'un accord fut signé entre le gouvernement américain et le département de biotechnologie du ministère indien de la Santé. Cet accord, nommé «Programme d'action vaccin» prévoyait l'expérimentation, sur la population indienne, de nouveaux vaccins fabriqués pour l'essentiel par des firmes privées américaines. Ces vaccins, obtenus par génie génétique, concernaient diverses maladies diarrhéiques, la typhoïde, la coqueluche, l'hépatite B, le paludisme ainsi que la rage pour les chiens, ce dernier vaccin ayant déjà été testé quelques mois auparavant en Argentine à l'insu des habitants.

Cet accord stipulait également que tout contrat signé avec des professionnels devait recevoir préalablement l'accord des Etats-Unis. De plus, les vaccins étaient protégés par des brevets américains, ils se trouveraient en concurrence directe avec des vaccins que l'Inde pourrait un jour produire.

Enfin aucune garantie n'était prévue pour la protection des personnes vis-à-vis des risques de dispersion dans la nature d'organismes génétiquement modifiés, notamment celui de la rage destiné à être incorporé à l'alimentation des chiens.

## D'abord un enjeu économique !

Les programmes de vaccination constituent un enjeu économique de premier ordre. Peu importent les besoins exacts de la population, l'essentiel est d'imposer le programme. On comprend alors les mots très durs du Pr. Banerji, qui n'est pas un opposant aux vaccinations mais s'élève contre leur mode

## Bibliographie

- Santé et maladies, *Life - Le Monde des sciences*, René Dubos, Maya Pines et les rédacteurs de *Life* (1966).
- *Vaccinations : Les vérités indésirables*, Michel Georget, Ed. Dangles.
- *Cours de psychosomatique naturelle*, André Passebecq, Ed. Naturazur Vie & Action.
- *Histoire des virus de la variole au sida*, Claude Chastel, Ed. Boubée.
- *Vaccination : erreur médicale du siècle*, Dr. Louis Debrouwer, Ed. Louise Courteau.
- *Pour en finir avec Pasteur : un siècle de mystification scientifique*, Dr. Eric Ancelet, Ed. Résurgence.
- *Vaccination l'overdose*, Sylvie Simon, Ed. Déjà.
- *Maladies infectieuses à l'usage des étudiants en médecine*, E. Pilly, Ed. Crouan & Roques (1971)
- *La santé publique en otage : Les scandales du vaccin contre l'hépatite B*, Eric Giacometti, Ed. Albin Michel.
- *Le courrier d'ALIS n° 13* : «Le marché du vaccin» et «Le tiers monde : un vaste terrain d'expérimentation».

d'application, lorsqu'il déclare : «En imposant de tels programmes au Sud, le Nord semble revenir au Sud avec une infime fraction de ce qu'il lui a pillé et, ajoutant l'insulte à la blessure, semble dire au Sud avec condescendance : nous avons une baguette magique pour supprimer vos problèmes de santé. Qu'importe si vous êtes forcés de vivre dans des conditions dégradantes de pauvreté, d'illettrisme, d'exploitation et d'injustice sociale. Après tout, vous et vos enfants êtes vivants ! Regardez de combien nous avons augmenté votre espérance de vie !».

La santé a-t-elle un prix ? Selon l'économiste Gérard Blanc, «une grande activité de la médecine allopathique consisterait à traduire en termes marchands une demande qui n'est pas marchande au départ». En effet, le souci majeur de l'industrie pharmaceutique est la rentabilité. Une chose est sûre, le système des vaccinations est vicié de l'intérieur. Il est intolérable qu'une poignée d'experts, même avec les meilleures intentions du monde, décident de ce qui est bon pour des millions de personnes sans avoir à rendre de comptes à un organisme totalement indépendant.

Que les laboratoires essayent de vendre leurs produits, cela peut se justifier dans une société de libre concurrence. Ce qui est grave, c'est qu'il n'existe pas d'organe de contrôle et de régulation réellement indépendant. Tant que les gouvernements successifs considéreront que la santé ne mérite qu'un secrétariat d'Etat, avec des moyens ridicules, sans réel pouvoir, l'industrie mènera la danse et le consommateur en assumera, hélas, les conséquences !

Catherine Martinez ■  
Association Bio Santé 31,  
2355, route du Plantaurel, 31860  
Labarthe-sur-Lèze.

## Martin Winkler viré de France-Inter

Chroniqueur médical depuis neuf mois, Martin Winkler a été viré de France-Inter le 7 juillet après avoir osé parler à l'antenne du livre de Philippe Pignarre, intitulé « Le grand secret de l'industrie pharmaceutique ». Martin Winkler a eu le malheur de faire le lien avec les publicités que l'on peut entendre sur cette radio : « Depuis plusieurs mois, l'industrie pharmaceutique (sous le joli nom de « Les entreprises du médicament ») mène une grande campagne d'image auprès du public. Le motif de cette campagne, est tout simplement que l'industrie pharmaceutique est en crise. Le triomphalisme affiché par les spots n'est qu'une façade. Pourquoi ? Parce que depuis une vingtaine d'années, l'industrie ne découvre pratiquement plus aucun médicament majeur. Et, à terme, ça va finir par se voir ».

## Téléphones mobiles Rapport contesté

Le 24 juin dernier, plusieurs scientifiques de haut niveau ont donné une conférence de presse pour contester la validité du rapport de l'AFSSE, Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement qui conclut à l'innocuité des antennes relais du téléphone portable. Parmi ces personnes, Lionel Brard, ancien président de cette AFSSE, Jacques Testart, biologiste à l'INSERM, André Cicoella, chercheur en évaluation des risques à l'INERIS, Corine Lepage, ancienne ministre de l'environnement... Il a été raconté comment les pressions au sein de l'AFSSE ont conduit au départ de tous ceux avaient un point de vue différent sur les risques électromagnétiques.

## Drogues et prévention

En 1995, Jean-Marc Priez constitue une association, Technoplus, avec d'autres amateurs de raves pour informer sur les risques des drogues. Subventionnée par les pouvoirs publics, l'association diffuse dans les soirées musicales des dépliants sur les risques, les précautions à prendre... Début 2003, Jean-Marc Priez s'est vu inculpé pour avoir

« favorisé et provoqué l'usage des stupéfiants » pour avoir diffusé ces brochures. *Médecins du Monde* et *Aides* ont mis en place un comité de soutien, dénonçant la confusion entre une démarche de réduction des risques et une incitation. *Médecins du Monde*, 62, rue Marcadet, 75018 Paris, tél : 01 44 92 15 15 ; *Aides*, tour Essor, 14, rue Scandicci, 93508 Pantin cedex, tél : 01 41 83 46 46.

## La santé n'est pas une marchandise

Le 28 mai, l'Organisation mondiale de la santé, qui dépend de l'ONU, a fait adopter par consensus une résolution « droits de propriété intellectuelle, innovation et santé publique » qui invite « instamment les Etats membres à réaffirmer que les intérêts de santé publique sont prioritaires aussi bien dans les politiques pharmaceutiques que dans les politiques de santé ». Cette phrase a été soutenue par les pays du Sud contre l'hostilité des Etats-Unis. Les pays du Sud espèrent ainsi avoir mis un barrage pour les futures discussions de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, dans le domaine de la santé. (*Le Monde*, 30 mai 2003)

## Sida Circulez, il n'y a rien à voir !

La justice a tranché : il n'y a plus de procès des victimes du scandale du sang contaminé. Les responsables ne seront donc jamais coupables. Et les gros continueront à s'en mettre plein les poches.

**AFFAIRE DU SANG CONTAMINÉ : C'EST LA FAUTE À PERSONNE**

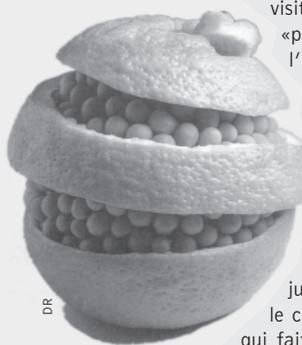


■ **Ça profite au Sud !** Les multinationales nous avaient promis que les OGM profiteraient aux pays du Sud. Eh bien, c'est vrai. Mais pas comme elles l'avaient prévu. Le Japon qui achetait des céréales aux Etats-Unis a rompu les contrats après avoir constaté l'impossibilité d'avoir des graines non polluées par les OGM. Le Japon a décidé de se fournir auprès du Brésil. Un pays du Sud.



■ **USA : Champs secrets.** Devant la montée de la colère des agriculteurs et l'opposition grandissante des consommateurs, le gouvernement refuse de communiquer la liste des champs d'expérimentation des OGM. Tout au plus a-t-il accepté d'indiquer qu'en 2003, vingt entreprises et universités cultivaient 315 parcelles expérimentales... en plus des cultures déjà autorisées.

■ **USA : pressions sur l'Europe.** Le ministre de l'agriculture française, en visite en avril aux USA, a fait état de pressions « presque physiques » pour lui demander que l'Europe cesse son moratoire. Il a fait remarquer à l'administration Bush que les USA comptent entre 8000 et 9000 morts par an, victimes d'intoxication alimentaire, contre moins de dix par an en France. (*Campagne solidaire*, mai 2003)



■ **Principe de précaution.** Le protocole de Carthagène sur la biodiversité initié à Montréal en janvier 2000 a été signé le 17 juin par l'archipel de Palaos (Océanie). C'est le cinquantième Etat à ratifier cet accord, ce qui fait que ce dernier entrera en vigueur le 11 septembre 2003. Or, celui-ci prévoit explicitement

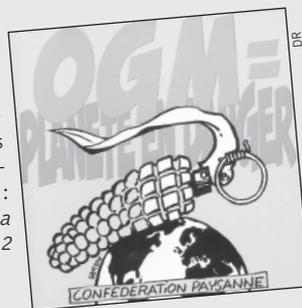
dans ses textes qu'un Etat peut s'opposer à l'importation de certaines espèces sur son territoire au nom du principe de précaution s'il estime qu'il y a un risque pour ses propres espèces. Ainsi, il devient possible à un Etat de refuser les OGM tant qu'il n'aura pas été démontré que ces organismes modifiés dans leurs gènes sont inoffensifs pour les autres plantes. Alors que l'Europe semblait faiblir face aux menaces américaines qui demandent à l'OMC des sanctions pour le refus d'importer ses OGM, l'entrée en vigueur de ce protocole coupe l'herbe sous le pied du géant des manipulations génétiques.

■ **Les OGM ou le Sida.** Le gouvernement américain a annoncé le 21 mai 2003 l'adoption d'un fort budget d'aide pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Et les médias de présenter la générosité du gouvernement Bush. Ce sont les Amis de la Terre qui ont trouvé la raison de cette étrange générosité. Aux pays qui souhaitent une aide, le protocole d'accord comporte au chapitre sur l'aide nutritionnelle destinée aux victimes, une clause précisant que les pays accepteront les aliments transgéniques. Ainsi, il s'agit pour les USA non pas d'aider les pays pauvres, mais de venir en aide aux multinationales des OGM actuellement en grande difficulté.

■ **Consultation bidon !** Du 23 avril au 7 mai, le ministère de l'agriculture français a annoncé avoir consulté largement la population avant d'autoriser de nouvelles expérimentations en plein air d'OGM. Nos confrères de *L'Ecologiste* qui ont publié en juin un excellent numéro sur le thème des OGM révèle qu'en fait de consultation, il s'agissait simplement d'un vote électronique. 565 personnes ont répondu et seules 20 (3,5 %) étaient favorables aux OGM. D'une part cela montre les limites d'internet, mais également que ce genre de consultation n'a aucune incidence par la suite. (*L'Ecologiste*, 25, rue de Fécamp, 75012 Paris, tél : 01 46 28 70 32.

■ **Arrachage de solidarité.** Le 22 juillet, une cinquantaine de militants de la Confédération paysanne ont arraché un champ d'OGM à ciel ouvert à Guyancourt (Yvelines). La parcelle de maïs transgénique appartenait à l'INRA. Sept militants ont été arrêtés quelques heures.

■ **17 artistes contre les OGM.** Un CD vendu en soutien à la Confédération paysanne vient d'être édité. Au programme des chansons de Gustave Parking, Dieudonné et Kana qui présentent trois titres en exclusivité. Les autres, Hubert-Félix Thiéfaine, Manu Tchoa, Noir Désir, Renaud, Sergent Garcia, Zebda... ont offert une chanson déjà existante. Une remarquable compilation des chansons écolos de ces dernières années ! Il est disponible contre 15 € minimum à adresser à : Confédération paysanne, 81, avenue de la République, 93170 Bagnole, tél : 01 43 62 04 04.



## Petites phrases

«Tant que nous nous engageons pas, le doute règne, la possibilité de se rétracter demeure et l'inefficacité prévaut toujours. En ce qui concerne tous les actes d'initiatives et de créativité, il est une vérité élémentaire, dont l'ignorance a des incidences innombrables et fait avorter des projets splendides : dès le moment où l'on s'engage pleinement, la providence se met également en marche. Pour nous aider, se mettent en œuvre toutes sortes de choses qui sinon n'auraient jamais eu lieu, tout un enchaînement d'événements, de situations et de décisions créée en notre faveur toutes sortes d'incidences imprévues, des rencontres et des aides matérielles que nous n'aurions jamais rêvé de rencontrer sur notre chemin... Tout ce que tu peux faire ou rêver de faire, tu peux l'entreprendre, l'audace renferme en soi génie, pouvoir et magie»  
Goethe.



## Agriculture biologique

### ■ Baisse du budget de la recherche.

Alors que le gouvernement est responsable d'un vaste programme visant à augmenter rapidement le nombre des agriculteurs biologiques, aucun effort n'est fait dans le domaine de la recherche. Le budget 2003 de l'INRA, Institut national de recherche agronomique, ne prévoit aucun lancement de programme pour cette année, le budget total consacré à la bio étant plafonné aux 52 000 € de l'année précédente (pour un budget global de 4,5 millions d'euros). Ceci va à contre-courant de ce qui se passe dans tous les pays européens. Cela rappelle curieusement le scénario que l'on observe dans le domaine des énergies renouvelables.



■ **Baisse des conversions.** Après un engouement passager en 1998 et 1999, on assiste depuis trois ans à une baisse sensible des conversions à la bio, la France restant très en-dessous de ce qui se passe dans les autres pays européens. Seules 1,7 % des surfaces agricoles sont en bio en France aujourd'hui contre 5 % en Europe. La FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique a mené une enquête sur les causes de cette baisse. Elle a mis en évidence les incertitudes sur les filières, le manque de signaux politiques forts en faveur de la bio, la confusion entretenue par l'agriculture raisonnée et le contexte psycho-sociologique, la méconnaissance des solutions techniques biologiques et réglementaires... La FNAB propose de mettre en place des outils susceptibles de relancer les conversions : une

rémunération de reconnaissance (financement des bénéfiques sociaux et environnementaux de la bio), la sécurisation des filières (mutualisation des «effets de seuil», nouvelles gammes...), l'élaboration et diffusion de «références» technico-économiques systémiques, le renforcement des dispositifs d'accompagnement en réseau (parrainage...).

## espéranto

### ■ Ne pariez pas sur l'anglais !

Barbara Wallraff, professeur de physique à l'université de Raleigh, en Caroline du Nord, aux USA, travaille sur la mise au point de logiciels de reconnaissance et de traduction vocale pour que l'on puisse dialoguer directement via son ordinateur. Elle s'est vite aperçu que l'anglais posait d'énormes problèmes car les sons ne correspondent pas à ce qui s'écrit. Elle a été amenée alors à étudier les sons de plusieurs langues, espagnol, italien français, russe avant de se pencher sur l'espéranto. Elle en a conclu que cette dernière langue est la plus adaptée à l'informatique. Dans un article scientifique sur le choix d'un langage mondial qu'elle a titrée «Ne pariez pas sur le triomphe de l'anglais», publié dans un mensuel américain, elle affirme «en espéranto, les procédés sont particulièrement simples du fait que chaque lettre a sa propre prononciation, indépendamment du contexte» (...) «en anglais, la prononciation est difficile. Elle a de nombreuses exceptions et irrégularités. Tout le monde n'a pas conscience — et je n'en avais pas conscience



## Alternatives



avant d'explorer ces questions — que le système de sons même de l'anglais est très malaisé à traiter par ordinateur du fait qu'il y a de nombreuses voyelles et des consonnes difficiles. L'accentuation dans un mot ou une phrase en anglais est extrêmement importante pour la compréhension».

■ **Ter-amikaro.** Les Amis de la Terre de Belgique sont bien placés, avec le parlement européen à Bruxelles pour constater les difficultés linguistiques qui séparent les pays les uns des autres. Après des années de réflexions et alors que le mouvement est né dans le milieu anglophone, la section belge

a lancé un appel en mars 2003 auprès des autres sections nationales pour qu'à terme l'espéranto soit utilisé comme langue d'échange. Ils ont choisi également d'ouvrir leur site internet sous un nom en espéranto et de traduire certains de leurs documents dans cette langue : «la langue internationale espéranto est un outil d'écologie culturelle respectant les autres cultures». Enfin, l'association diffuse à prix coûtant (3 €) un CD permettant d'apprendre sous forme interactive l'espéranto. Les Amis de la Terre, place de la Vingeanne, B 5100 Dave, tél : 081 40 14 78.



## Diggers des champs et des bois

Les multinationales cherchent à mettre la main sur le vivant et en particulier sur les semences. Le GNIS, Groupement interprofessionnel de la semence, se permet de légiférer pour interdire telle ou telle variété de carotte ou de chou, préférant les semences élevées en batterie, dans une atmosphère toxique, à la descendance fragilisée ou inexistante. L'opposition se traduit par les fauchages de champs d'OGM, par la mise en place de structures comme Kokopellii qui permet le maintien de la biodiversité. Mais tout cela relève d'un certain professionnalisme, alors que semer sa petite graine devrait être le souci de tout un chacun.

Contrairement à ce que l'on croit, produire des graines n'est pas compliqué. Il ne s'agit d'ailleurs pas vraiment de «produire», mais plutôt de sélectionner, isoler, glaner. Et surtout observer. Pour le reste la vie se charge de tout. Il y a moins d'un siècle, tous les jardiniers reproduisaient leurs graines. Il ne venait à l'idée de personne que cela puisse faire l'objet d'un commerce. La nature, par son abondance, reproduit en effet gratuitement les semences et normalement, personne ne devrait en manquer. Chacun peut commencer à collecter des graines autour de lui. Chacun peut les échanger avec d'autres. Plutôt que vendre, on peut alors partager.

Un réseau s'est constitué, *Diggers des champs et des bois*, où chacun, dans l'intimité de son jardin, sélectionne, récolte, sèche ses petites graines. Chaque jardinier indique aux autres ce qu'il propose dans une liste publiée chaque année à l'automne (cette année, prendre contact avant le 15 octobre), chacun reçoit cette liste qu'il peut reproduire et diffuser autour de soi ; chacun fait ensuite les échanges qu'il veut, en direct, en dehors de toute centralisation. Le but du réseau est de disséminer les semences dans le sens de l'entraide et de la gratuité. Le réseau dispose également d'une documentation pour ceux et celles qui souhaitent commencer. *Diggers des champs et des bois*, Isabelle Gounand, 28, rue d'Avéjan, 30100 Alès, tél : 04 66 91 04 27.



## Journées mondiales végétariennes



Les journées mondiales végétariennes se dérouleront le vendredi 3 et samedi 4 octobre. En France, elles sont animées par l'association *Alliance végétarienne* et des initiatives se tiennent dans plusieurs villes de France. Pour y participer : *Alliance végétarienne, 11 bis, rue Gallier, 77390 Chaumes-en-Brie, tél : 01 64 42 38 19.*

## COMPIÈGNE Pierre Rabhi

Compiègne-Ecologie, Format-Nature, Attac-UTC et Ainsi Parle organisent à Compiègne, le dimanche 12 octobre, une conférence avec Pierre Rabhi. Renseignements : 03 44 20 24 65.

## HAUTES-PYRÉNÉES La ferme de la Coume

Après quatorze ans passés en Alsace, la famille Thiry a décidé de lancer un projet de ferme biodynamique dans les Pyrénées. Pour essayer de développer une autre relation à la terre et une autre relation entre les personnes, il a été choisi une double structure collective : une SCEA, société civile d'exploitation agricole qui regroupe les personnes qui vivent sur le domaine et qui en sont locataires et une SCI, société civile immobilière, qui est propriétaire des lieux. La ferme, démarrée pendant l'été 2003, comprendra un grand jardin de condiments, un grand potager, des vergers, des prairies, des châtaigniers, cinq hectares de forêts, un troupeau de 50 brebis laitières, un petit troupeau de vaches laitières, un cheval, un âne, des chèvres, des truites, le

chien de la bergère et des cochons bigourdans. Seront transformés sur place le lait en fromage, les légumes en conserve, les cochons en charcuterie, les fruits en confitures. Une activité d'accueil complètera le tout pour des individus, des familles, des classes avec la recherche de liens entre activités agricoles et artistiques.

Il est possible de prendre des parts de SCI (150 €), l'achat de trois parts donnant droit à un week-end pour deux personnes en pension complète sur la ferme ou un séjour d'une semaine pour un enfant de 7 à 18 ans. On peut aussi aider physiquement aux activités de rénovations du domaine. *Famille Thiry, 65200 Banios, tél (encore en Alsace) : 03 88 08 29 00.*

## Poésie et paysages

La revue *Florilège* organise, jusqu'au 30 novembre, un concours de poésie sur le thème des sites et paysages de France. Renseignements : *Florilège, centre municipal des associations, BP 65, 21021 Dijon lac.*

## Médias

■ **L'homme au foyer.** *Guillaume Delaite, 13, rue du Duc, B-1150 Woluwé-Saint-Pierre.* L'homme au foyer est le complément de la femme moderne et nous fait part de ses réflexions sur les fausses solutions que propose le système : «le gauchiste se battra jusqu'à la mort pour l'égalité des peuples dans le bonheur industriel», «si nous travaillons, c'est pour consommer», si nous partons en vacances avec des agences c'est pour masquer notre incapacité à avoir la moindre idée, la publicité est là pour nous apprendre à accepter la déshumanisation industrielle et la démocratie étatique...

■ **Objectif Terre.** *20, rue Plantier, 75013 Paris, tél : 01 44 23 79 09.* Cette association essaie de mettre en place une fréquence de radio qui serait entièrement dédiée à l'environnement. Essais balbutiants pour le moment uniquement via internet.

## La décroissance soutenable Programme du colloque à Lyon les 26 et 27 septembre 2003

### Vendredi 26 septembre 2003

*Matinée :*  
9 H 30 - 10 H 00  
Ouverture du colloque par **Bruno CLÉMENTIN** et **Ruth STEGASSY.**

*Introduction*  
10 H 00 - 12 H 30  
Nicholas Georgescu-Roegen et le bout de la planète.

«L'héritage de Georgescu-Roegen», par **Jacques GRINEVALD.**  
«2010, déclin programmé de la production des hydrocarbures : le mythe du progrès technique et l'impasse industrielle», par **Alain GRAS.**  
«Effet de serre, la fin de la capacité de la planète à absorber nos pollutions», par **Hélène GASSIN.**

*Après-midi*  
14 H 00 - 16 H 30  
Idéologie dominante.

«Technologie de puissance», par **Alain GRAS.**  
«La pub vecteur d'idéologie», par **François BRUNE.**  
«La peur de manquer», par **Paul ARIES.**

16 H 50 - 19 H 00  
Une croissance impossible.

«Histoire de la critique de la croissance», par **Thierry JACCAUD.**  
«Impasses de la "croissance zéro" ou de "l'état stable"», par **Sylvie FERRARI.**  
«Croissance et "Effet Rebond"», par **François SCHNEIDER.**

### Samedi 27 septembre 2003

*Matinée*  
10 H 00 - 12 H 30  
Bioéconomie.

«La théorie bioéconomique», par **Paolo CACCIARI** (Italie).  
«Bioéconomie et décroissance», par **Jacques GRINEVALD** (Suisse).  
«A la conquête des biens relationnels», par **Mauro BONAIUTI** (Italie).

*Après-midi*  
14 H 00 - 16 H 30  
La décroissance.

«La décroissance, condition et non pas obstacle, à une société conviviale», par **Serge LATOUCHE.**  
«La décroissance soutenable passe par la relocalisation de l'économie», par **Agnès BERTRAND.**  
«Décroissance et agriculture», par **Ariette HARROUCH.**

16 H 30 - 18 H 00  
Simplicité volontaire et décroissance  
«La simplicité volontaire», par **Marie-Andrée BREMONT.**  
«La décroissance soutenable appliquée pour une sobriété heureuse», par **Pierre RABHI.**  
«Vivre simplement dans la ville», par **Michel BERNARD.**

18 H 30 - 20 H 00  
Conclusion et  
«Appel pour la décroissance».  
avec **Jacques GRINEVALD, Serge LATOUCHE, Pierre RABHI. . .**

## SUISSE Libertés individuelles, intérêt collectif

L'association suisse des formateurs-trices en communication non-violente organise une conférence sur ce thème le 19 septembre à 20h, animée par Marshall Rosenberg, auteur des livres «Les mots sont des fenêtres ou des murs» et «Life-Enriching Education», à la salle des spectacles, rue de Lausanne, 37, à Renens (Vaud). *Association suisse des formateurs-trices en communication non-violente, 6, Goutte-d'Or, CH 2014 Bôle, tél : 021 702 32 48.*

## PARIS L'autre livre

Une association a vu le jour à Paris *L'autre livre* dans le but d'organiser en novembre chaque année un salon de l'autre livre, par opposition au salon du livre où le livre-objet n'est considéré que comme un produit à vendre. L'association a déjà pris contact avec de très nombreux éditeurs francophones pour concrétiser ce projet et cherche encore des renforts. *L'autre livre, 3, rue de Plaisance, 75014 Paris, tél : 01 49 42 99 00.*

## ESSONNE Centre d'expérimentation de l'économie alternative

Le moulin de Senlis, domaine de plus de deux hectares en bordure de l'Yerres, avec 2000 m2 construits, sur la commune de Montgeron, à 21 km de Paris, proche du RER D, est un ancien lieu d'accueil pour les émigrés russes. Il est actuellement à l'abandon et menacé par un projet d'urbanisation. Un comité de soutien et un groupe d'associations (insertion, logement, éducation, commerce bio, agro-biologie, financements éthiques, énergies renouvelables...) se sont constitués pour la création en ce lieu d'un centre de formation et d'expérimentation aux pratiques de l'économie alternative et solidaire. Ils cherchent d'autres porteurs de projet pour compléter le projet. *Dominique Schalck, 101, avenue Pierre-Corneille, 91420 Morangis, tél : 01 60 49 04 19.*

## NORD-PAS-DE-CALAIS Forum des outils pédagogiques

60 associations dans les domaines de l'environnement, des solidarités locales et internationales, présentent

leurs outils pédagogiques, le mercredi 15 octobre à Lille, à la Maison de la nature et de l'environnement (23, rue Gosselet) et au CRDP (3, rue Jean-Bart) et le mercredi 22 octobre à Loos-en-Gohelle, au Centre permanent d'initiation à l'environnement de La Chaîne des Terrils Base (11/19, rue de Bourgogne). *MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.*

## LYON Cultures alternatives

Pour sa troisième année de fonctionnement, l'Université solidaire de Lyon propose comme thème de débat « les cultures alternatives ». Une réunion de présentation des rencontres de l'année se tiendra à la Condition des Soies, le samedi 14 septembre à 10 h.

*Université solidaire, La Condition des soies, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon.*

## LYON Visite du centre Terre Vivante



Terre Vivante

La maison de l'écologie de Lyon organise une visite du centre écologique Terre Vivante, dans l'Isère, les 11 et 12 octobre. Inscriptions avant le 26 septembre. *Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

## ISÈRE Terre Vivante

Le centre d'écologie pratique Terre Vivante propose en septembre des stages de cuisine bio (vendredis 5, 12, 19 et 26), les desserts bio (14), le chauffage, quel matériel, quelle stratégie (27). *Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

## SAVOIE Maison nature

Albertville dispose maintenant d'un magasin pour l'éco-construction : isolants, brique en terre crue, panneaux enduits, mortiers, peintures bio, glacis, lasure, traitements du bois, huiles, cires, traitement de l'eau, énergies renouvelables, ampoules économes,

jardinage bio, papiers peints, librairie spécialisée, couches pour bébé, etc. *Maison nature, ZA du Chiriac, 120, rue Louis-Armand, 73200 Albertville, tél : 04 79 32 62 36.*

## LOIRE Soirées-débats

La MJC de Saint-Chamond et la coordination culturelle proposent des débats les vendredis à 20h15, à l'Espace José-Cuadros, à la MJC : la réforme de la sécurité sociale (7 novembre), les gens du voyage (21 novembre), les médias sous influence (5 décembre), jeunes, médias et violence (16 janvier), la paupérisation de la société (30 janvier), argent public, fortunes privées (27 février), gouverner sans le peuple (5 mars), les mensonges autour du nucléaire (26 mars), les flux migratoires (23 avril). *La coordination culturelle, 2 A, avenue de la Libération, 42400 Saint-Chamond, tél : 04 77 22 74 48.*

# Fêtes, foires, salons (le signe ◊ indique que Silence est présent)

◊ **Indre : 29e foire bio de Neuvy-Saint-Sépulchre.** 30 et 31 août. Artisanat, associations, producteurs. Thème de l'année : la santé. *Comité de la Foire aux produits biologiques, Mairie, 36230 Neuvy-Saint-Sépulchre, tél : 02 54 30 80 27.*

■ **Namur : 19e Valériane.** Du 5 au 7 septembre. Palais des expositions de Namur. Plus grand salon écolo en Belgique. Thème de l'année : quels choix pour demain ? Invités : les producteurs du Limousin. Nombreuses conférences dont une de Jean-Marie Pelt

(dimanche 7 à 13 heures), le lombricompost, biodiversité au jardin, espéranto, la médecine naturelle, les économies d'énergies, les pollutions électromagnétiques... Ateliers, animations pour les enfants... *Nature et Progrès, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél : 32 81 30 36 90.*

◊ **Isère : 7e Avenir au naturel.** 6 et 7 septembre à L'Albenc. 160 exposants, bio, associations, habitat sain, environnement. Nombreux débats. *Association Espace nature Isère, mairie, BP1, 38470 L'Albenc, tél : 04 76 36 50 10.*

■ **Haut-Rhin : 4e Jouvence.** 6 et 7 septembre à Blotzheim. Forum du bien-être. Santé, habitat sain, développement personnel... *RTS Concept, 54, rue de Kingersheim, 68270 Wittenheim, tél : 03 89 52 45 75.*

■ **Haute-Garonne : 2e Alternats.** 6 et 7 septembre à Saint-Lys, espace Gravette. Développement durable et alternatives. *ADPSL, 20, impasse Bruno, 31470 Saint-Lys, tél : 05 61 91 63 16.*

■ **Yonne : 10e marché bio de Vézelay.** 7 septembre. 30 producteurs locaux. Débats : l'agriculture bio, une agriculture durable, pourquoi j'ai choisi de pratiquer

l'agriculture biologique, agri bio et OGM. *Groupement des agrobiologistes de l'Yonne, BP 382, 89006 Auxerre cedex, tél : 03 86 72 92 20.*

■ **Angers : 5e Accroche-cœurs.** Du 11 au 14 septembre, spectacles de rue sur le thème de la rencontre entre la culture et le monde végétal. Théâtre, musique, arts plastiques... *Mairie d'Angers, Corine Busson, tél : 02 41 05 40 33.*

◊ **Mur-de-Bretagne : 18e Bio-Zone.** 13 et



DR

14 septembre. 200 exposants. Thème de l'année : l'eau, quelle vie ? Conférence de Bernard Maris sur les conséquences de la privatisation de l'eau au niveau mondial, de Catherine Martinez sur l'eau et la santé, de Gilles Huet sur la situation de l'eau en Bretagne. *Association produire et consommer biologique, 45, le Coudray, 22800 Saint-Brandan, tél : 02 96 32 11 14.*

◊ **Gard : 14e Terrabio.** 13 et 14 septembre, à Collias. 120 exposants : bios, associations, habitat sain, renouvelables. Quelques conférences. *Nature et Progrès, 68, boulevard Gambetta, 30700 Uzès, tél : 04 66 03 23 40.*

■ **Hautes-Alpes : 5e foire biologique de Crots.** 13 et 14 septembre à Crots, près d'Embrun, 70 exposants, forum sur la santé alternative, conférences sur la forêt, débat avec Albert Jacquard. *Association Genepy, mairie, 05200 Crots, tél : 04 92 43 13 05.*

■ **Jura : 2e fête écolo.** 14 septembre au

Bio-Lopin, au sud de Lons-le-Saunier. Thème de l'année : «commerce équitable, commerce préférable, ici et là-bas». Alimentation bio, alternatives écologiques et solidaires, idéaux et débats. *Bio-Lopin, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 92.*

■ **Isère : 7e foire bio de Mens.** 20 et 21 septembre. Nombreux exposants dont une trentaine sur l'habitat écologique. Conférences : la pollution électrique, électricité et eau chaude solaires, manger bio sans se ruiner, respirer un air pur dans sa maison. *Office de Tourisme, rue de Breuil, 38710 Mens, tél : 04 76 34 84 25.*

■ **Côte-d'Or : foire de Semur-en-Auxois.** 21 septembre. Thème de l'année : les économies d'énergies. Stands : artisanat, associations, santé, énergies douces... *Auxois-Ecologie, Denis Guidard, 21140 Genay, tél : 03 80 97 13 78.*

■ **Creuse : 7e Colchique.** 21 septembre à l'étang de Courtille à Guéret. 60 exposants. Entrée gratuite. *Association Colchique, La Size, 23320 Bussière-Dunoise, tél : 05 55 81 65 13.*

■ **Loir-et-Cher : 12e Entretiens de Millançay.** 25 et 26 septembre. Colloque sur le thème «sciences, conscience et progrès humains» avec exposants bio, librairies... *Intelligence verte, ferme de Sainte-Marthe, 41200 Millançay, tél : 02 54 95 45 04.*

■ **Charente : 2e foire biologique.** 27 et



DR

28 septembre, à Nançars, 25 km au nord d'Angoulême. Rassemblement qui se veut convivial et festif, 70 exposants, 7 forums dont 5 sur l'énergie, un sur les OGM et un sur le développement durable. *La Saucure Verte, bâtiment Ronsard, n°11, Ma*

*Campagne, 16000 Angoulême, tél : 05 45 65 24 60.*

■ **Nord-Pas-de-Calais : 5e portes ouvertes de la bio.** 27 et 28 septembre, dans de nombreuses fermes bio de la région, visites, participations à de petits travaux, ateliers pratiques, dégustations, etc. *A pro bio, 4, rue Dormagen, 59350 Saint-André, tél : 03 20 31 57 97.*

■ **Midi-Pyrénées : 3e forum régional de l'économie solidaire.** 3 et 4 octobre au centre de congrès Diagona, à Labège-Innopôle, près de Toulouse. 100 stands. Thème «entreprendre, construire notre économie». *Maison de l'économie sociale, ADEPES, 73, chemin Mange-Pommes, 31520 Ramonville-Saint-Agne, tél : 05 61 75 16 76.*

◊ **Drôme : 20e foire de Montfroc.** 4 et 5 octobre, dans la vallée du Jabron, entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. Producteurs bios, produits transformés, plantes aromatiques et médicinales, artisans... Théâtre, musique, manège, conférences, débats. *Ingrid Bucher, La Ribière, 04200 Noyers-sur-Jabron, tél : 04 92 62 08 63 (17 h à 20 h).*

◊ **Tarn-et-Garonne : 15e Horizon vert.** 4 et 5 octobre, parc des Expositions de Villeneuve-sur-Lot, thème de l'année : «la ruée vers l'eau». Conférences d'Edward Goldsmith (3 octobre à 21 h), François Veillerette (les pesticides, 4 octobre à 14 h), Raymond Avriller (retour à la gestion publique à Grenoble, 4 octobre à 14 h), Gérard Onesta (sécurité maritime, 4 octobre à 15h30), ATTAC (l'eau, bien commun de l'humanité, 4 octobre à 17 h), Greenpeace (les changements climatiques, 4 octobre à 17 h), Martin Arnould (Aménagement fluviaux et eau vivante, 4 octobre à 18h30), Sébastien Godinot (soif d'eau, soif de solidarité, dimanche 5 à 15 h 30)... Nombreux ateliers enfants et adultes. *Horizon vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 10 10.*

# Vous avez dit communauté ?

La communauté est d'abord un espace où les personnes partagent un but, plutôt que seulement des moyens, ledit but étant initialement vivre ensemble ! Si tant d'expériences échouent, c'est peut-être pour ne pas avoir osé poser assez de questions.

Dans ce monde de folie qui va à sa perte, beaucoup se posent la question d'un «vivre autrement» tant sous ses aspects écologiques que sous ses aspects humains. Très tôt dans son histoire, l'individu a vécu en communauté. Le retour à une manière de vivre terrienne réjouit le cœur de l'homme simple !

Quittons la philosophie et l'utopie, aussi importantes soient-elles, qui ne mènent à rien de concret, mais font apparaître les divergences de pensées comme étant stratégiques et vitales. Nous souhaitons aborder ici, la communauté pratique, et finalement l'épreuve de réalité.

Précisons deux évidences pour nous : d'abord que pour vouloir vivre en communauté, il faut d'abord savoir vivre seul, et ensuite que dans ce siècle de l'égalité homme / femme, en matière de communauté, les mâles vont avoir à fournir un sacré effort pour se mettre à niveau !

L'objectif de ce document est d'y voir plus clair, de servir de base de réflexion à ceux et celles qui ont dans la tête et dans le cœur des idées communautaires.

Une approche méthodique est proposée ici, sous forme de classements, choix, questions, réflexions, autre manière de voir, aide à la décision ...

## Les étapes d'un projet

Les étapes principales pour trouver ou créer une communauté sont

- définir le projet : limites sociales, affectives, sexuelles dans la communauté,
- pratiques communes : créer entre les participants le relationnel nécessaire,
- avec qui souhaitons-nous vivre ces relations : trouver les participants,
- définir et trouver le lieu,
- trouver le financement initial et la garantie des investissements,
- trouver les moyens de fonctionnement courant.

Il est à noter que selon le caractère des concepteurs, l'ordre des étapes peut varier

considérablement. (les passionnés d'astrologie ou de psychologie vous expliqueront cela très bien)

## Définir le projet

La condition première pour vivre en communauté, c'est d'abord de définir ce que l'on veut mettre en commun et d'établir la distinction entre collectif et communauté.

Cela paraît élémentaire, mais les expériences communautaires passées regorgent de mauvais exemples d'échecs.

Savoir ce que l'on veut doit être nécessairement inscrit dans un projet d'avenir, ce que j'appelle un «pour que» et non pas un «parce que».

Combien de Parisiens lassés des contraintes parentales, de la pollution et d'un monde où ils ne se retrouvaient pas, sont partis *parce que* ce n'était plus vivable à Paris pour eux.

Ces motivations «parce que» se sont trouvées réalisées une fois arrivés en Ariège. Ils voulaient fuir Paris, c'était fait. Et maintenant ? Plus de projet, plus d'homogénéité, plus de consensus. Explosion.

Donc, définir le but à atteindre, et non ce qui nous met le feu aux fesses !

## Les communautés et le projet personnel

Le projet personnel, c'est la concrétisation de l'objectif de chacun. C'est la réalisation existentielle personnelle. C'est-à-dire quelque chose qui soit en accord avec la globalité de notre propre vie.

Le projet personnel peut être confondu avec la communauté quand celle-ci regroupe des personnes ayant le même projet. Le projet personnel peut aussi être plus spécifique que le projet communautaire. Exemple : je veux faire de la poterie d'art dans une communauté d'artisans d'art, je veux être berger dans une communauté agricole.



Communauté de Findhorn (Ecosse)

C'est la définition de ce qu'on désire partager avec les autres. C'est finalement comment et **quoi** on souhaite vivre. Ce qu'on désire principalement partager suffit parfois à définir la communauté ou le collectif.

On peut pour clarifier, appeler collectifs les projets qui visent à mettre en commun des moyens, et **communautés** les projets qui visent à mettre en commun des buts ou des objectifs. Néanmoins ce classement est très subjectif.

Voici quelques idées de projets de collectifs :

- Un logement économique,
- Un habitat bioclimatique et des énergies propres renouvelables,
- Une pratique religieuse,
- Un projet éducatif (aide à l'adolescence en difficulté),
- Une activité professionnelle,
- Un projet politique (Attac, communisme révolutionnaire),
- Une recherche philosophique,
- Un concept spécifique (phénoménologie de la perception active ?),
- Un projet économique (vivre sans argent, etc.),
- Une vie collective hédoniste (écovillage),
- Une vie collective écologique,

Et quelques projets de communautés :

- Une vie religieuse,
- Une simplification de la vie de tous les jours,
- Un cheminement thérapeutique,
- Un développement personnel,
- Une vie communautaire affective et libre sexualité,
- Une vie communautaire complète (travail, sexualité, démocratie, écologie)...

## Créer ou choisir une communauté

Une communauté se crée par une coalition. Ça commence par un noyau — comme en physique. C'est la cohérence et le rayonnement dégagé qui favorisent le facteur agglomérant. C'est chimique et ça marche sur un dénominateur commun. L'amour. Le feeling.



Ce qui sous-entend des pôles interactifs sur un axe commun. Ainsi on évite d'avoir des chefs tout en autorisant des meneurs. Meneurs non pas par pouvoir mais parce qu'ils ont un savoir-faire et/ou un savoir-être évident. Non pas acquis mais en évolution. Ce qui rend les meneurs humbles et justes.

Une fois défini son projet, il y a plusieurs chemins possibles.

Aller trouver une communauté existante. Voir si leur projet est acceptable en fonction du projet personnel. Ce

n'est pas évident car un groupe déjà en place tend à se dogmatiser et à faire clan.

Rejoindre un projet en cours de création, et être assez convainquant pour que le projet rencontré évolue, ou assez souple pour s'adapter. Mais une dynamique est en route. Aussi on n'a que le choix de s'intégrer — à moins d'avoir une forte personnalité.

Rejoindre un groupe ou des personnes ayant une démarche similaire à la sienne. Ce serait l'idéal mais nous sommes tous uniques et à des degrés d'évolution variables. On n'a que le choix de prendre le dénominateur commun qui est l'amour. Si les autres ne sont pas dans cette démarche d'éveil, ça va crasher.

Créer une communauté totalement nouvelle ? Chaque communauté ou collectivité devrait être totalement nouvelle et inédite. Cela contribuerait à l'enrichissement dans l'échange. La logique voulant qu'une cohésion intérieure constante (en toute relativité) attire tôt ou tard une agglomération extérieure.

## Une communauté, mais avec qui ?

Une communauté n'est pas un club de loisirs. Ce qui n'est pas important ici, rend la vie impossible là. Faut-il des couples ? des célibataires ? les deux ? Faut-il une homogénéité morale ? une homogénéité des âges ? Faut-il concevoir de même manière l'amour et la spiritualité ?

La question élémentaire du nombre de personnes idéal est pourtant souvent négligée : la communauté peut commencer à trois, et, certes, nous souhaiterions que la totalité du pays, de la planète vive comme nous ! mais pour que notre projet se réalise aujourd'hui et non dans les siècles à venir, il faut bien redescendre sur terre.

Une notion déterminante sera celle du «micro-groupe» qu'on définit comme étant la quantité de personnes avec qui :

• on puisse converser directement sans créer d'apartés ou de sous-groupes,

• on puisse s'organiser, décider, gérer sans passer par des délégués.

Une identité de groupe se crée, différente de celle du meneur éventuel. Pratiquement, cela signifie que le groupe communautaire sera de 6 à 25 personnes.

Quels âges ? La question peut paraître saugrenue. Pourtant elle est à poser. La tentation est de vouloir s'associer à des gens de son âge. Quoi de plus naturel que de partager avec des personnes qui comprennent les problèmes de sa génération ? mais quoi de plus ennuyeux aussi !

Pensez à l'ironie «ah, si jeunesse savait, ah si vieillesse pouvait !» Plus difficile à mettre en place, la meilleure synergie viendra d'une association de générations.

## Des choix nécessaires et une homogénéité de vie

En communauté, il existe des incompatibilités pratiquement impossibles à gérer, entre l'humaniste et l'hédoniste, entre l'écologiste et le chacun pour soi, entre le possessif et le généreux, entre le théocrate et le libertaire, entre l'exclusif et le partageur, entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche.

Il est illusoire d'accepter de mélanger ce qui par nature ne peut pas l'être. Il convient donc, dans son projet, de bien décrire avec qui, avec quel genre de personnes on désire vivre, et assumer ces choix.

Dites-vous : à moins de 100 kilomètres, il y a quelques millions de personnes, et vous n'en cherchez que douze.

## Autarcie affective

Une communauté, la plupart du temps, vit plutôt en semi-autonomie, souvent isolée à la campagne, dans une sorte d'autarcie affective de fait.

Vivre une sexualité normale, une affectivité enrichissante suppose des relations affectives et sexuelles satisfaisantes en qualité et... en quantité. Dans une communauté, dans notre génération sida, trouver l'autre ou les autres, n'est pas évident. Faut-il pour un peu de tendresse, faire une heure de route, ou vivre castré en ermite ? Si les communautaires en relation de couple ont par définition ce qui leur faut, il n'en est pas de même des célibataires qui doivent :

• soit trouver ailleurs ce qu'ils ne trouvent pas dans la communauté,  
• soit trouver dans la communauté de quoi et de qui partager amour et tendresse,  
• soit vivre en castré en faisant une croix sur la tendresse, et considérer qu'amour et sexualité sont devenus sans importance pour eux.

## Quelle proportion hommes / femmes ?

Sauf aux communautés spécifiques par nature, la réponse à la question n'est pas si évidente ! Peut-être, prosaïquement, en arriverez-vous à ne pas faire le difficile et à accepter ceux et celles qui se présenteront ! Mais méditez sur ce qui est écrit à propos de l'autarcie affective. Sur le long terme, une privation affective ne vaut rien.

Dans les projets communautaires, la question de la compatibilité couples/célibataires n'est pratiquement jamais posée, chacun s'en tirant par une pirouette. La réponse habituelle est : chacun est libre de vivre comme il veut ! Hélas, il n'en est pas ainsi dans la réalité. Nous parlons ici des conditions d'un projet à long terme, et non pas de quelques mois à vivre ensemble. Les plus belles idées ne résoudre pas les frustrations, rancœurs, et autres vides affectifs.

Finalement, on peut dire qu'il y a en communauté, trois sortes de personnes :

- les tenants du couple traditionnel, célibataires ou déjà en couple,
- les tenants d'une liberté affective et sexuelle,
- les sans avis, souvent à l'affectivité au repos et manquant de vécu amoureux.

Mais il serait opportun de définir ce dont on parle. Pour des raisons de clarté, les descriptions qui vont suivre seront ici schématiques et réductrices, voire outrées, hélas ! que cela nous soit pardonné ! Mais ce sera peut-être pour tel ou tel l'occasion pour la première fois de se poser des questions dérangentantes !

## Le couple traditionnel

Il faut ici entendre par couple, certes une relation affective privilégiée entre deux personnes, mais surtout un état d'esprit qui crée chez une personne une position de non-autonomie d'action. Chaque élément du couple vit en symbiose avec l'autre. La quasi totalité du temps, il ressent la jalousie quand l'autre fait une rencontre, il vit l'autre comme étant sa propriété, dont il a jouissance exclusive et usufruit. Ce droit d'exclusivité sur l'autre, il l'appelle «confiance» ou «fidélité»

Les pensées habituelles de la personne vivant en couple sont : où est l'autre ? que fait-il ou elle ? avec qui est-il ou elle ? Et aussi : l'autre me voit-il ? que va-t-il ou elle penser ? ai-je le droit de faire cela ? suis-je autorisé à satisfaire mon désir ?

Le couple traditionnel est verrouillé. Aucun contact n'est possible avec lui, ni tendresse corporelle, ni sexualité bien sûr. Le couple traditionnel s'entend avec d'autres couples traditionnels : ils ont en commun une forme de possessivité. Implicitement l'élément de couple traditionnel s'exprime ainsi : «Je dois être tout pour toi, tes désirs et besoins non satisfaits devront être tus, mas-

qués, étouffés ou sublimés. Aimer, c'est se regarder les yeux dans les yeux». Il est impossible, pour un célibataire d'avoir un partage affectif avec une personne vivant ainsi.

## Autrement, le couple ou le solitaire

Il existe une autre manière de concevoir la relation à l'autre. Les émules de David Cooper (*Grammaire à l'usage des vivants*) et de Wilhelm Reich (*La fonction de l'orgasme*) se retrouvent souvent dans les communautés, seuls groupes sociaux à l'envergure de leurs utopies, dans l'autrement.

Celui (celle) qui vit en autrement (en couple ou seul) a compris que possessivité et jalousie sont des névroses. Il rencontre les autres selon son humeur, avec simple tendresse ou grand élan du cœur. Il ou elle est spontané et se donne. S'il ou elle a envie de rencontre sexuelle avec l'autre, il ou elle suit son désir, sachant que sa relation privilégiée de couple en sera enrichie et plus joyeuse.

Implicitement l'élément de couple autrement s'exprime ainsi :

«Ta capacité de vie est tellement riche et grande que je ne peux ni ne dois être tout pour toi. Tu dois exprimer et vivre tes désirs et tes besoins, même si je ne suis pas en mesure de les satisfaire personnellement. Aimer, c'est laisser être l'autre».

Les relations avec une personne vivant en «couple autrement» sont possibles, et souvent souhaitées, attendues. Elles n'en sont pas pour autant simples. En effet, dans sa vie amoureuse, pour une personne qui vit en couple, un échange affectif ou sexuel avec un (une) autre sera subsidiaire par rapport à sa relation principale. Tandis que pour le célibataire, parce que rare, sa demande sera importante, voire affectivement lourde.

## Devenir «autrement»

Nous avons pu observer que la totalité des (rares) personnes ayant cette capacité de liberté amoureuse jointe à la capacité de créer des liens affectifs pluriels durables sont toutes des personnes ayant parcouru un long chemin en développement personnel avec référent thérapeutique (souvent hélas avec thérapeute rémunéré).

Certaines personnes de bonne volonté, par choix politique ou logique, croient qu'il suffit de dire «c'est ainsi que je veux être». Et qu'il suffit de le dire pour le devenir. Hélas, dans l'épreuve, la jalousie, la frustration, qu'on se contraint de taire en soi, font vite surface, sans pouvoir s'exprimer, et l'éclatement communautaire est assuré.

De là à conclure que pour vivre en communauté une affectivité et une sexualité libres, il faut une thérapie, consciente, voulue et objective, une redécouverte de l'amour

naturel et un ré-apprentissage pour un aller vers l'autre non possessif, nous laissons au lecteur le soin de répondre à cette question.

## Alors quelle compatibilité ?

La quasi-totalité des recherches de communautés, d'écovillages, sont de type «couple traditionnel cherche couple traditionnel».

Nous venons de voir que la pratique enseigne qu'il y a incompatibilité à long terme entre les personnes de type «couple traditionnel» désirant le rester, et les personnes de type «autrement». Il est essentiel d'en tenir compte dans sa recherche.

Prenons un exemple. Justin et Marine. Ils se rencontrent dans une communauté de vacances. Regards. Contact. Rapprochement. Le courant passe. Etreintes. Corps et cœurs se rencontrent, ils font l'amour. Et là, deux possibilités, deux directions :

- **Amour implosif** : Justin et Marine viennent de vivre quelque chose de tellement fort, tellement nouveau, tellement formidable ! Ils veulent faire grandir leur amour. Ils sont ensemble, rien qu'ensemble. Les autres n'existent plus. Une immense bulle les protège et les isole du monde extérieur et des autres. Surtout, garder précieusement ce trésor miraculeux, surtout ne rien dire ! Cet amour est à eux, rien qu'à eux ! Se taire pour ne pas mettre en péril cette fleur fragile, pour ne pas donner naissance à l'envie ou à la jalousie des autres. Se taire et se cacher parce que l'Amour dans les yeux de l'autre est sacré
- **Amour explosif** : Justin et Marine viennent de vivre quelque chose de tellement fort, tellement nouveau, tellement formidable ! Ils veulent faire grandir leur amour. Ils sont ensemble, et cet ensemble est devenu trop petit, trop mesquin, trop limité. C'était tellement énergétique et vibratoire qu'il faut que leur joie explose, se partage, transcende le monde ! Venez ! Venez partager l'amour ! venez voir, venez toucher, venez partager, venez goûter ! venez faire l'amour avec elle, avec lui, avec nous, afin que nous soyons plus riches du partage ! Dire et partager parce que l'amour dans les yeux de l'autre est le fruit de la vie.

Comment réagiriez-vous ?

## La communauté de vie, affective et sexuelle

La plus grande des peurs n'a rien à voir avec la haine ni avec des actes agressifs. La plus grande des peurs est celle d'aimer et d'être aimé. Dans les curieux méandres de l'esprit, l'amour finit par équivaloir à la folie. L'amour est ressenti comme une perte de soi. L'amour a été perdu et doit être réinventé. Ce changement advient à travers le développement de communautés. Le mot d'ordre de l'amour naturel est «laisser être l'autre». Cela

demande une retenue qui peut se révéler pénible à apprendre !

L'amour ne peut être réinventé qu'à travers l'abolition de la famille bourgeoise qui l'a détruit. La famille peut être remplacée par des communautés où le sexe n'est pas considéré comme une propriété privée.

La communauté amoureuse, avec libre sexualité, fournit la clé d'une nouvelle forme d'amour. Le partage sexuel, (s'il ne sert pas d'échappatoire au travail d'une relation capitale à deux) et également l'amour fait à plusieurs personnes entre gens qui se connaissent et s'aiment les uns les autres (à l'opposé du caractère impersonnel de l'orgie et de la partouze) montrent la voie d'un amour non jaloux ; non possessif, non axé sur la propriété. Il montre l'illusion de la quantifiabilité de l'amour.

## Le lieu où s'installer

Une bonne connaissance du marché immobilier est nécessaire, ainsi qu'une bonne connaissance des régions du pays visé. Cette connaissance passe par de multiples contacts avec des agences immobilières, d'autres groupes, par de nombreux déplacements. Une fois le groupe constitué, les statuts déposés et la partie financière mise au clair, il en faut un qui soit doué pour les démarches commerciales. Quelqu'un qui ait du nez et qui soit celui qui ira fouiner. Pour dénicher la perle ciblée sur le papier.

Il faut lister les «attentes» de chacun :

- **Désirs géobiologiques** : un tel aime la montagne tandis que l'autre trouve que c'est toujours bourré de taons à cause des alpages et des bestiaux.
- **Tenir compte de la situation socio-politico-économique locale et mondiale à court et à long terme.** Le choix du lieu doit avoir un «sens» dans tous les sens du terme. Un sens personnel, collectif et holotropique. Et bien entendu il est utile de savoir acheter le bon truc au bon moment.
- **Le recensement des moyens et compétences des communautaires aura permis de définir, en fonction du type de communauté visé, si on fait le choix du «à rénover» ou du «clés en mains» !**
- **Tenir compte de l'âge des participants.**
- **Connaître au préalable les activités qui seront pratiquées.**
- **Penser à une grande pièce commune, à la cuisine, aux pièces d'activités.**
- **Voir les possibilités de recyclage des eaux, énergie solaire.**
- **Penser à la bioénergétique appliquée.**
- **Penser à la forme et à la nature des bâtiments, à leur passé.**
- **Ne pas oublier le choix de la nature des matériaux...**

## Le financement

Comme pour n'importe quel autre projet, se pose très vite la question du financement

initial. Ceux qui ne se posent pas la question du financement sont souvent des personnes velléitaires pas vraiment convaincues d'agir !

Globalement, achat ou location ? Il faut y réfléchir.

• Achat du site : cette solution présente trois avantages : en droit français, le propriétaire occupant est libre de faire ce qui lui plaît chez lui et personne ne viendra le gêner, du moins s'il est discret. Les aménagements effectués sont un bonus pour le patrimoine immobilier, et se font sans procédure particulière, contrairement à la location. Il est beaucoup plus facile de trouver des biens à acheter qu'à louer.

• Location du site : cette solution présente un avantage : dans la communauté, tout le monde est à égalité, il n'y a pas de membre propriétaire souvent considéré en position supérieure aux autres. Le loyer à payer est indiscutable et ne fait pas l'objet de dissensions entre les membres, contrairement à un loyer payé à des membres propriétaires en SCI.

Parmi mes moyens de financement, nous avons relevé les moyens suivants :

• Attendre la bonne fée des communes, de la Région, de l'Europe. Pour bénéficier d'argent des collectivités, il faut un projet incluant un intérêt pour elles : tourisme, réinsertion, dynamique économique, etc. Les inconvénients sont évidents : il faut tenir ses engagements, être dans le système, se préparer à rendre des comptes.

• Le Père Noël. Certains rêvent. Ils sont persuadés que s'ils y croient vraiment, mais alors vraiment, et que si leur cause est juste et bonne, le financement viendra en temps et heure, comme un cadeau du ciel. Inconvénient : l'attente !

• Le prêt bancaire. Si le prêt est consenti à titre personnel, il faut montrer patte blanche, avoir des revenus qui donnent confiance au banquier. Si le prêt est consenti à titre collectif, il faut un projet économique et un dossier bien ficelé d'exploitation agricole ou artisanale. Inconvénients : il faut remplir les conditions, et cela ne suffit jamais pour financer la totalité d'un achat immobilier.

Dans tous les cas, il faut un minimum d'apports personnels ou collectifs. Cela peut passer par :

- organiser des spectacles, vendre des objets en soutien...
- séduire des candidats communautaires financiers.

## Garantie et sécurisation des apports

La création d'une structure civile adéquate sera nécessaire. Aux investisseurs de faire le choix de la structure la mieux adaptée. (SCI, SCOP, etc.) A noter que dans le cas d'une personne désirant se retirer, soit par désintérêt ou désaccord, autant il est facile de le faire s'il n'a fait aucun investissement financier important, autant celui qui aura investi 50 000 euros sera bel et bien coincé. Si aucune solution équitable n'est trouvée et

définie, aucun candidat communautaire investisseur ne donnera suite, eu égard au risque de perdre sa mise, quand bien même ses idées seraient théoriquement communautaires.

Il est donc nécessaire de trouver la solution financière susceptible d'attirer et de retenir le candidat investisseur. En cas de désaccord, c'est à dire en cas de point de vue différent et fondamental entre la majorité communautaire et un communautaire, celui-ci doit être libre de partir à son gré et de reprendre ses billes.

S'il se trouve un co-propriétaire à 40%, parce que personne d'autre n'a pu ou voulu investir, et qu'il veuille partir, que faire sinon dissolution de la communauté et vente ? D'autres garanties sont à prévoir : garantie de priorité d'entretien du patrimoine, etc. donc finalement : pouvoir décisionnaire spécifique aux communautaires investisseurs !

## Financement de fonctionnement

Les ressources seront apportées par :

- une cote-part mensuelle de chacun,
- des activités rémunératrices personnelles (travaux d'art, travaux extérieurs),
- des activités rémunératrices collectives (réfection de bâtiments pour chambres d'hôtes),

Quelles activités rémunératrices accepter ? C'est souvent une question cruciale pour des communautés : trouver un financement leur permettant de vivre ... ou de survivre ! En voici quelques-unes :

- Tourisme (camping, chambres d'hôtes, gîtes, repas, activités sportives, accompagnement randonnées...)
- Agriculture (maraîchage, ferme, cultures, élevage...)
- Artisanat (de service, d'art...)
- Activités multiservices et dépannages, recyclage...
- Domaines de l'information (édition, revue, informatique...)
- Tous travaux à domicile, selon compétences particulières...

Il faut distinguer les activités qui se passent sur le lieu communautaire et celles qui se passent à l'extérieur. On observe souvent un mélange des deux. Les activités extérieures (salariées ou non) étant souvent plus rémunératrices, cela peut faire l'objet de négociation sur la participation mensuelle de chacun au financement collectif.

Ce document est incomplet. Approuvez, corrigez, commentez, pour qu'ensemble nous puissions avancer vers un monde meilleur et plus fraternel.

Jean Houlmann ■

Jean.houlmann@club-internet.fr

## D'autres pistes à étudier

Pour avoir visité de nombreux collectifs et communautés, je peux avancer d'autres pistes de réflexion.

Ainsi, le texte ci-dessus fait complètement l'impasse sur la place accordée aux enfants. S'il existe des groupes sans enfants (que des moins de 30 ans ou que des plus de 60 ans), la plupart ont des enfants, ce qui implique d'autres débats : éducation collective ou individuelle, liberté d'échanges entre les enfants, scolarisation, lien avec l'extérieur.

Un autre sujet auquel un groupe qui veut s'installer quelque part doit faire face, c'est ses rapports avec l'extérieur. A priori, toute initiative collective étant en contradiction avec le modèle habituel, il est suspect et rares sont les groupes qui, au départ, échapperont à la rumeur de la secte.

Autre sujet qu'il faudrait traiter, c'est l'évolution du groupe dans le temps. Jean Houlmann cite seulement la difficulté pour un nouvel arrivant de s'intégrer dans un groupe existant. Certains groupes ont mis en place des processus plus ou moins compliqués (visite rapide, stagiaire, postulants et enfin membre du collectif). Il faut penser que certains de ces collectifs, dans notre mouvance, existent depuis déjà fort longtemps, certains comme l'Arche ou la communauté de la Poudrière sont nés dans les années 50.

Cette notion de durée dans le temps est sans doute directement liée à la capacité d'ouverture du groupe : pour se maintenir dans le temps, il faut aussi être capable de s'ouvrir dans l'espace.

Si la question de l'amour est ici abordée, il faudrait aussi étudier le rôle de la spiritualité, lien collectif indispensable dans certains groupes ou totalement privé dans d'autres.

J'ai été impressionné, il y a quelques années par la lecture d'un livre en anglais regroupant des textes des communautés nord-américaines sur ces thèmes. Nous essayons à Silence de stimuler les groupes pour écrire sur ces questions, mais ce n'est guère facile : manque de temps, difficulté d'avoir une position collective, manque d'envie de débattre avec d'autres... Pourtant les succès et les échecs de ceux qui ont déjà fait le pas seraient des témoignages précieux pour les autres.

Michel Bernard ■



## PALESTINE

### Cultiver des jardins

La répression est telle dans la bande de Gaza que la faim a fait son apparition depuis le printemps. Pour aider les Palestiniens, plusieurs associations de solidarité ont mis en place un programme de développement des jardins dans les moindres surfaces libres, jusque sur les balcons et les terrasses. Pour financer la formation nécessaire au lancement de ces jardins, il est possible d'aider financièrement en envoyant des chèques (avec la mention au dos «Jardins de Gaza») à *Larzac Solidarités, Les Mares, 12100 La Roque-Sainte-Marguerite.*

### Les Verts de nouveau autonomes

Réunis mi-juin à Paris, la nouvelle majorité des Verts a pris l'engagement de mener des listes autonomes aux prochaines élections régionales et européennes, prenant ainsi ses distances avec la gauche plurielle. Les listes devraient être ouvertes à des représentants associatifs, non membres des Verts. Cette décision a recueilli plus des deux tiers des voix au sein du conseil national inter-régional des 14 et 15 juin. *Les Verts, 25, rue Mélingue, 75019 Paris, tél : 01 53 19 53 19.*

### Pétition contre l'AGCS

L'Organisation mondiale du commerce se réunit à Cancun (Mexique) du 10 au 14 septembre. Nouvelle réunion pour essayer d'imposer l'AGCS, accord général sur le commerce des services (voir notre numéro de mai 2003). L'Institut pour la relocalisation de l'économie, IRE, Nature et Progrès et la revue *L'Écologiste* ont lancé une pétition dénonçant ce projet d'accord et demandant que les ressources naturelles, la biodiversité, l'énergie, l'environnement, la santé ne soient pas considérées comme des marchandises mais comme des biens communs de l'humanité. On peut obtenir la pétition auprès de *l'IRE, 14, Grand'Rue, 30610 Sauve.*

### Convergence écologiste ?

Constatant que le mode de scrutin mis en place pour les élections européennes et régionales de 2004 favorise les grosses listes, le Mouvement écologiste indépendant a lancé un appel en direction des autres formations d'écologie politique pour que, au-delà des divergences, une liste représentant les différentes sensibilités puisse se mettre en place. *MEI, 26 ter, rue Nicolaj, 75012 Paris, tél : 02 33 45 37 82.*

### Greenpeace 60 000 donateurs

Fin 2002, Greenpeace a dépassé le cap des 60 000 donateurs, bénéficiant ainsi d'un budget annuel de 4 millions d'euros. Environ 2 millions servent directement dans les campagnes de terrain, environ 1 million sert à collecter l'argent, le dernier million sert à faire fonctionner la structure. C'est la lutte contre le nucléaire qui bénéficie du plus gros budget (768 k€) devant les OGM (244 k€), les forêts (215 k€), les toxiques (188 k€), les énergies renouvelables (185 k€), le climat (172 k€)... *Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*

### José Bové à la maison

José Bové a été arrêté le 22 juin, dans des conditions rocambolesques. Condamné à dix mois fermes (et quatre



Raymond Vignat

avec sursis) pour destruction de champs d'expérimentation d'OGM, il a bénéficié d'une remise de peine de deux mois automatique pour le 14 juillet et deux autres venus de la Présidence de la République. Il n'avait donc plus que six mois à faire. La loi prévoit qu'un détenu qui peut justifier d'un travail à l'extérieur et qui a une bonne conduite peut demander la liberté conditionnelle après avoir effectué le tiers de sa peine... soit, dans ce cas, deux mois. Le 22 juillet, son avocat François Roux a demandé cette liberté conditionnelle, une associa-



Indymedia



Indymedia

## Après le G8

### ■ Succès pour les villages alternatifs.

Environ 2000 personnes ont participé pendant trois jours aux deux villages alternatifs, un de «gauche», l'autre plus «libertaire». S'il y avait un côté un peu improvisé, cette initiative a sans doute été la partie la plus constructive des rassemblements.

■ **Succès mitigé des manifestations.** Après les manifestations monstres contre la guerre, les organisateurs des manifestations contre le G8 espéraient une forte mobilisation, certains envisageant même plus de 500 000 personnes. Il n'en a rien été et le résultat a été de «seulement» 30 à 60 000 personnes selon les organisateurs (20 000 selon la police). A noter que du côté français, les accrochages ont été limités, beaucoup plus nombreux du côté suisse.

■ **Socialistes à pleurer !** Un petit millier de personnes, venant principalement du village alternatif libertaire, a voulu manifester contre la tenue d'un forum organisé par le parti socialiste. Alors qu'ils encerclaient les lieux du forum avec comme slogan «Sociolo = collabo», le service d'ordre du PS se sentant menacé a usé de gaz lacrymogènes provoquant alors des affrontements. Ils ont alors été relayés par les CRS. Le forum a été annulé.

■ **Blessé grave.** Des militants ont voulu accrocher une banderole «G8 illégal» au-dessus de l'autoroute entre Genève et Lausanne, espérant bloquer des véhicules officiels. La police est intervenue rapidement. Elle a alors commencé à couper les cordes sans tenir compte des deux personnes faisant contrepoids pour tenir la banderole, à une vingtaine de mètres au-dessus des voies. Martin Shaw, britannique, 39 ans, a chuté sur l'autoroute, se blessant grièvement.

■ **Centre de presse condamné.** Installé dans un squat artistique, l'Usine, à Genève, le centre de presse alternatif a été brutalement envahi par la police suisse le samedi 31 mai vers 22 h, sous prétexte que des agitateurs avaient pu y trouver refuge.

■ **Nature blessée.** Alors que l'on était en pleine période de nidification, les hélicoptères de surveillance ont survolé à basse altitude, pendant plusieurs jours la réserve naturelle du Haut-Jura. La faune pèse peu lorsqu'il faut se protéger contre un possible terrorisme.

■ **Forum social européen : soutien des multinationales.** Après le soutien apporté par le gouvernement (on parle d'un million d'euros comme pour le contre-sommet du G8), ce sont les multinationales qui viennent soutenir les rencontres prévues en région parisienne en novembre. En effet, Pathé et Gaumont ont accepté de prêter leurs multiplexes pour qu'y soient organisées des projections de films indépendants ! Le plus étonnant, c'est que la coordination pour un autre cinéma qui organise ce festival de film a été mise devant le fait accompli. Dans un appel publié début juillet, cette coordination demande à l'organisation centrale de revoir cet accord et de préférer des accords avec les cinémas art et essai de la région parisienne.

tion du Larzac s'engageant à l'embaucher jusqu'à la fin de sa peine. Cela a été accepté par la juge d'application des peines et José Bové a pu sortir de prison le samedi 2 août à 14 h, juste à temps pour participer au grand rassemblement du Larzac. José Bové négocie maintenant l'autorisation pour se rendre à Cancun, au Mexique, où doit se tenir le prochain sommet de l'OMC.

## RHÔNE

### Lutte, art et fête

La CNT du Rhône organise le samedi 27 septembre au CCO, 39, rue Courteline, à Villeurbanne, une fête «Lutte, art et fête» de 10 h à 23 h. Stands d'associations de sensibilité proche, débats, musiques... *CNT, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 05 80.*

## Thyroïde : plaintes classées sans suite !

En France, des milliers de personnes sont malades de la thyroïde. Le ministère de la santé reconnaît que le nombre de malades augmente de 9 % par an. Selon la caisse d'assurance maladie, il s'agirait plutôt de 11 %. Selon le registre des cancers mis en place en Champagne-Ardenne, seule région où l'on a des chiffres suffisamment anciens, depuis 1986, année de l'accident, les cancers de la thyroïde ont augmenté de 30 % chez les femmes, 100 % chez les hommes, 300 % chez les 12 à 19 ans. Depuis mars 2001, 427 personnes malades de la thyroïde avaient porté plainte contre X. La thyroïde fixe l'iode pour son fonctionnement. Le nuage de Tchernobyl était riche en iode radioactif. Ce procès aurait pu permettre d'entendre les experts médicaux qui se déchirent pour savoir s'il est possible que la vague de maladies actuelle soit provoquée par une contamination. La justice en a décidé autrement : profitant des vacances, début juillet, elle a classé les plaintes sans suite.

tique pour faire croire qu'il y a moins de radioactivité à l'extérieur. (Arte, 25 avril 2003)

■ **Pollutions des sols.** Après avoir publié la «vraie» carte de la pollution au césium 137 (c'est la quatrième version officielle depuis l'accident), l'IRSN, Institut français de radioprotection et de sûreté nucléaire, signale que 200 communes en France présentent un taux de contamination en césium équivalent à celui mesuré dans le nord de l'Ukraine, c'est-à-dire dans des communes qui ont été soit interdites à la population ou dont le sol a été enlevé pour décontamination. Le césium ayant une période de 30 ans (ce qui signifie qu'il perd seulement la moitié de sa radioactivité dans cette période), il n'est sans doute pas trop tard pour commencer à enlever les sols dans ces 200 communes (essentiellement en Corse et le long de la frontière italienne).

■ **Pollutions alimentaires.** Les fruits et légumes ont la fâcheuse tendance à concentrer la pollution des sols. Ainsi la Commission européenne a invité, début mai, les Etats membres à renforcer la surveillance des contaminations des aliments, suite à la découverte de nombreux cas, en particulier dans les produits «sauvages» (poissons, baies, champignons et gibiers) : des taux de césium de plus de 10 000 Bq/kg ont parfois été trouvés alors que la limite de commercialisation est de 600 Bq/kg.



PLAGE

mai. Ces pannes à répétition posent un gros problème : la gestion de l'approvisionnement en électricité est régulièrement perturbée par ces variations de puissance. *Wise Czech Republic, Jan Beranek, Chytlaky 24, 594 55 Dolni Loucky, République Tchèque.*

## Constitution européenne

Le principal responsable du programme nucléaire français, dans les années 70, a été Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci en tant que ministre puis en tant que président de la République, a commandé 48 des 58 réacteurs français. Et ce n'était pas désintéressé puisque le principal fournisseur de ces centrales était à l'origine Creusot-Loire, ensuite devenu Framatome, une usine dont le capital

appartient pour une bonne part à la famille Schneider... c'est-à-dire la belle-famille de Giscard.

Dans ce contexte, on ne s'étonne pas si ce dernier fait des pieds et des mains pour imposer dans le projet de constitution européenne l'intégration du traité Euratom, traité datant de 1957, et faisant ouvertement la promotion de l'énergie nucléaire. Dans une Europe où la plupart des pays ont renoncé au nucléaire, cela passe mal et notamment l'Allemagne et l'Autriche font pression pour retirer cette référence.

Le 18 juin, une douzaine de coordinations d'associations antinucléaires venus de tous les pays ont manifesté à Bruxelles devant l'Atomium pour dénoncer l'intégration du traité Euratom dans le projet de constitution européenne.



Réseau "Sortir du nucléaire"

## Tchernobyl



Enfants de Tchernobyl

■ **Sarcophage inutile ?** En 1995, le G7 avait signé un accord avec l'Ukraine pour construire un second sarcophage au réacteur accidenté en 1996. Un physicien russe, Constantin Tchetcherov estime que cette mesure est de l'esbrouffe. Selon les calculs qu'il a faits, l'essentiel de la radioactivité a été projeté à l'extérieur du réacteur et il n'en resterait que très peu à l'intérieur et le premier sarcophage serait largement suffisant. Un physicien allemand, qui a étudié la montée des cancers dans la région, a conforté ses dires : selon lui, le nombre de cancers observés aujourd'hui est si important que cela ne peut s'expliquer que si la quasi-totalité du cœur a été projeté à l'extérieur. L'histoire du deuxième sarcophage serait donc du montage média-

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE Réacteurs dangereux

Les réacteurs de Témélin ont commencé à être construits en 1978. Sous technologie soviétique, la construction a été lente, ponctuée d'incidents diplomatiques avec l'Autriche voisine qui, elle a renoncé au nucléaire dès 1979. Après la chute du bloc communiste, la nouvelle République tchèque a pris la décision de finir les deux réacteurs. Avec l'aide de l'Europe, le premier réacteur a commencé à fonctionner en décembre 2000, le deuxième en juin 2002. Les travaux ont donc duré plus de vingt ans, ce qui n'est pas sans conséquence sur la vétusté de l'installation dès son démarrage. Les incidents se multiplient depuis et il a fallu attendre le 3 mars 2003 pour que Temelin-2 atteigne pour la première fois sa pleine puissance. Trois jours plus tard, le réacteur était à l'arrêt, à la suite d'une nouvelle panne. Le 6 mai, pour la première fois, les deux réacteurs fonctionnaient tous les deux à pleine puissance (2000 MW). Un exploit de courte durée : le premier est tombé en panne le 12 mai, le deuxième le 15

## EDF a falsifié des données sismologiques

Fin mai, le Réseau Sortir du nucléaire rend publics des échanges de courriers internes à EDF où on peut y lire comment la direction essaie de trouver un biais pour influencer les ministères et obtenir que des travaux de consolidation ne soient pas demandés par les autorités de sûreté. Dans ces courriers, les travaux sont estimés à 1,9 milliard d'euros. Le 2 juin, l'autorité de sûreté nucléaire rend publique une lettre à EDF confirmant les informations du Réseau. L'Autorité de sûreté nucléaire confirme le 17 juin, mais hélas sans sanctionner EDF voire même en lui donnant raison contre l'avis des experts officiels (IRSN), tenus au silence.

Le Réseau publie alors, le 23 juin, un autre document qui prouve qu'EDF a falsifié des données sismologiques établies, afin de s'éviter des travaux onéreux... et pourtant indispensables pour la sûreté des centrales nucléaires.

Les données concernent 32 des 58 réacteurs français. A Chinon (Indre et Loire), EDF a baissé d'office la valeur de l'intensité des séismes de référence. A Belleville (Cher) : EDF s'est autorisée à prendre comme référence un séisme datant de 1079 pour lequel il existe très peu de données, écartant les séismes de référence (de 1933) qui impliquait des mesures plus contraignantes. Au Blayais (Gironde) : les chiffres d'EDF sont trois fois moins contraignants que ceux de l'IRSN. Idem pour Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher).

Plus généralement, EDF a redéfini à sa manière les zones sismiques afin de ne pas avoir à tenir compte de certains séismes. C'est le cas pour les centrales de Dampierre (Loiret), Bugey (Ain), Fessenheim (Haut-Rhin), Civaux (Vienne), Saint-Alban (Isère), Golfech (Tarn-et-Garonne), Nogent (Aube) et Chooz (Ardennes).

Le 24 juin, les Verts sont montés au créneau pour demander à l'Assemblée nationale que soient rendus publics les études de l'IRSN et que pour les cas les plus flagrants, les centrales soient mises à l'arrêt jusqu'à réalisation des travaux de mise aux normes.

## Les réacteurs craignent la canicule

Fessenheim



Les réacteurs nucléaires sont si bien isolés avec leurs enceintes de béton qu'ils constituent de véritables cocotte-minutes. Avec la canicule de cet été, l'eau des fleuves étant de plus en plus élevée, le refroidissement des réacteurs s'est avéré insuffisant (le problème se pose si l'eau du fleuve dépasse 24°C, ce qui est le cas dans de nombreux cours d'eau depuis la mi-juillet). En cas de défaut de refroidissement, la consigne de sûreté est claire : le réacteur doit être immédiatement arrêté. EDF a demandé, fin juillet, l'autorisation de rejeter de l'eau plus chaude dans les fleuves (elle a l'autorisation d'aller jusqu'à 27°C), mais cela aurait signifié la destruction totale de la faune et la flore aquatique qui souffrent déjà du manque d'oxygène dans

l'eau. Cette dérogation a été accordée pour les réacteurs du Tricastin qui alimentent l'usine de fabrication du combustible nucléaire (28°C) et refusé ailleurs. Malgré cela, des mesures ont montré que le réacteur de Golfech a rejeté de l'eau à 33°C dans la Garonne, en pleine illégalité. Pour les quatre centrales situées sur la Loire, le problème est aussi celui du débit : il n'y a pas assez d'eau pour qu'EDF en pompe assez (elle doit en laisser aux poissons). EDF a annoncé le 1er août son intention de tester à Fessenheim un processus « expérimental » : le refroidissement par arrosage de l'extérieur des réacteurs (la température y est montée à 48,7°C le 4 août, malgré l'arrosage). Les Verts d'Alsace ont protesté : « *Le procédé expérimental qui consiste à asperger d'eau la centrale pour la refroidir, testé en temps réel dans des conditions de sécheresse et de chaleur extrêmes, fait courir un risque insensé aux populations alentour (...) le prélèvement d'eau dans la nappe phréatique du Rhin rend le comportement d'EDF encore plus inadmissible* ». Les Verts rappellent que la centrale de Fessenheim est la plus ancienne de France et qu'elle est arrivée en fin de vie. Comme le rappelle Didier Anger, pour le CRILAN, dans *Le Monde* du 6 août, cela « *montre qu'un certain nombre de problèmes n'ont pas été envisagés lors de la*

*conception des centrales. Nous savions que c'était le cas pour les risques d'inondation, pour les risques sismiques, pour les risques d'attentat. Nous savons désormais que c'est aussi le cas pour les conditions météorologiques, sur les centrales construites avant celle de Tchernobyl* ».

## CIVAUX Survols non détectés

Le 2 juin, un hélicoptère a survolé la centrale de Civaux dans la Vienne. Le 5 juin, c'est un avion de petite taille qui en a fait de même. Il n'y a aucune réaction des autorités sur le moment. Pourtant depuis le 11 septembre 2001, il est interdit de survoler un site nucléaire à moins de 5 km ou à moins de 10 000 m d'altitude. Le Réseau *Sortir du nucléaire* ayant informé les autorités, le 11 juin, la préfecture a indiqué que « *Le contrôle aérien de l'aéroport de Poitiers-Biard n'a pas été en mesure de détecter ces appareils, vraisemblablement parce que ces derniers n'avaient pas enclenché leur appareil d'identification* ». Nul doute que les terroristes se feront clairement identifier avant le prochain attentat kamikaze !

## CAMARGUES Plages radioactives



En mars 2000, la CRII-Rad alertait les autorités : des mesures effectuées sur les plages de Camargue indiquaient des taux de radioactivité de 50 à 200 fois plus élevés que sur le reste du littoral. Les autorités se contentaient de dire que le phénomène était naturel et que cela restait sans danger. Le 19 juin 2003, *Envoyé spécial* a proposé un reportage sur cette pollution. Les taux de radioactivité ont augmenté depuis trois ans et 246 zones radioactives ont été référencées. La pollution est provoquée par de l'uranium 238 et du thorium 232. Le réseau *Sortir du nucléaire* a demandé au préfet de baliser les zones concernées, rappelant que l'on estime aujourd'hui qu'il n'y a pas de faibles doses sans conséquences. Sans succès pour le moment.

## Entraide

■ **Vaucluse.** Famille petit budget cherche famille d'accueil sympa, de confiance, sur Sorgues ou Avignon pour ado 14 ans, sérieux, responsable, autonome, écolo, habitué à vie rustique, en vue intégration collège Steiner année scolaire 2003-2004. Quatre nuits par semaine pendant huit mois. Proposition de participation de 9 € la nuit/repas du soir/petit déjeuner. *Tél :*

■ **Morbihan.** Pour peupler l'horizon, souhaitons rencontrer des personnes, esprit Silence, dans la région de Ploërmel pour créer association libre d'échanges réciproques, de services et de biens, sans argent. *Téléphoner le soir :*

■ **Corrèze.** Futur étudiant en BTSA Gestion et protection de la nature à Neuvic, je cherche toute information sur les alternatives de cette région et celles qui en sont proches. Arrivant de Bretagne, je cherche à vivre en évitant la société de consommation, aussi je cherche tous petits boulots, le week-end à partir de fin septembre, me permettant un échange alimentaire ou un petit revenu. Je cherche aussi un terrain, si possible avec cours d'eau, pour y déposer mon camion pendant l'automne et y prendre le temps de chercher un lieu accueillant pour passer l'hiver au chaud. Je propose en échange l'entretien (défrichage, jardin, aménagement...) de ce terrain, situé dans un rayon de 40 km autour de Neuvic. Enfin, j'espère passer deux ans agréables à découvrir cette région qui m'est totalement inconnue.

■ Qui pourrait me copier le livre « *Vivre heureux avec le strict nécessaire* », paru aux éditions Montréal, en 1983, contre paiement des frais copie et envoi ? Qui pourrait me faire une cassette du disque (vinyl) d'Higelin et Areski « *Crabouif* ». Conditions idem. *Merci.*

■ **Ardèche.** Maman débordée, quatre enfants, petite activité agricole, cherche coup de main contre accueil à la maison.

## Echange

■ Echange accordéon chromatique piano, deux octaves, 40 basses, bon état, de marque Weltmeister, contre un diatonique.

## Vivre ensemble

■ Deux jeunes familles avec bébés cherchent endroit pour vivre ensemble. Notre projet est un lieu de vie convivial, ouvert d'esprit, écologique, artisanal, avec une recherche de simplicité dans les moyens de vie pour se limiter à l'essentiel. Nous avons des connaissances en fabrication artisanale de pain, poterie, charpente, maréchalerie, fromage (chèvre, vache), encadrement d'enfants (BAFA), danses traditionnelles, et nous avons plusieurs années d'expérience de vie en communauté. Nous serions prêts à donner des coups de mains pour des travaux manuels de construction, dans l'agricole ou le maraîchage. Nous cherchons une habitation avec terrain, minimum 2000 m<sup>2</sup> pour partager, à louer ou pour gardiennage (max. 600 € par mois), même très rustique ou à rénover. Les régions que nous envisageons sont : Hérault, Ardèche, Haute-Loire, Alpes-de-Haute-Provence, Vaucluse, Gard, Lozère, Tarn...

■ Cherchons terrain de 5 hectares ou plus, dont au moins 2 hectares cultivables, avec bâtiments à rénover ou possibilité de construire dans une région bucolique et vallonnée. Maximum 75 000 €. Il s'agit d'un projet de vie en famille élargie, avec autonomie alimentaire, pour trois couples avec enfants et un célibataire, en plusieurs foyers, accueillir des voyageurs, être un lieu

horizon·vert  
15<sup>e</sup>

SALON DE L'ÉCOLOGIE

“LA RUÉE VERS L'EAU”,  
Ressource naturelle, milieu  
de vie et bien commun...

LES 4 ET 5 OCTOBRE 2003  
PARC DES EXPOSITIONS  
VILLENEUVE-SUR-LOT (47)



Contact informations  
tel : 05 53 40 10 10 e-mail horizonvert@wanadoo.fr

## 20<sup>e</sup> foire de Montfroc

4 ET 5 OCTOBRE

**D**ans la vallée du Jabron (Drôme), entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. Producteurs bios, produits transformés, plantes aromatiques et médicinales, artisans... Théâtre, musique, manège, conférences, débats.

Ingrid Bucher, La Ribière, 04200 Noyers-sur-Jabron, tél : 04 92 62 08 63 (17 h à 20 h).

de rencontre des pensées et de musiques. Nous ne sommes pas de doux rêveurs indolents, nous avons, pas à pas, acquis les savoir-faire nécessaires à notre projet (fabrication du pain, du fromage, du vin, etc.) et nous connaissons le labeur quotidien, dans la construction et la rénovation, au jardin, aux cuisines... Nous pouvons être une énergie supplémentaire dans la vie locale de votre région (nous avons participé à la création d'un groupement d'achat et d'un SEL là où nous vivons. Nous cherchons depuis presque six ans en Belgique, mais le prix de la terre nous force à migrer vers le sud. Si autour de vous : amis, voisins, vieille tante (qui sait ?)... vous avez connaissance de terrain viable à vendre, donnez un coup de pied au destin : mettez-nous en contact ! Merci.

### Rencontre

■ **Alpes-Maritimes.** Femme, 46 ans, en «reconversion», «reconstruction», grâce à un petit bout de nature où il reste à créer. Je cherche un compagnon de vie, libre, équilibré, stable, non fumeur, esprit Silence, pour amitié et engagement si affinités. Enfant(s) bienvenu(s). Ecrire à :

■ **Réf. 301.01.** Homme, 45 ans, néo-rural, petit élevage, maraîchage en bio, vente directe, sur un très beau site protégé, cherche compagne pour partager, échanger, lutter contre les abus, pour l'écologie, sans extrémisme. Si travail avec moi, c'est extra. Si enfant, c'est formidable. Petit revenu. Grande autonomie alimentaire (pain, conserves, confitures...), bientôt fruitiers. Région très ouverte, animée, très dynamique. Ecrire à la revue qui transmettra.

■ **Réf. 301.02.** Amitiés en 03/42/71/58. 47 ans. Souhaite partage spirituel et sensible dans petits et grands plaisirs de la vie. Des moments de jardins secrets, en fleurs ou en livres, à la fois subtils et simples. Avec vous, oui, vous dont le cœur sourira à la lecture de cette annonce. Ecrire à la revue qui transmettra.

■ Qui viendrait partager pour de courts séjours mon coin de paradis ? Bungalow + grand terrain arboré ; échange, amitié, détente, savoirs, esprit Nouvel Age, dans campagne de l'Isère, proche de La Tour-du-Pin. Tél : .

■ **Réf. 301.03.** J'ai 45 ans, je suis végétarien, je vis dans un petit village d'Auvergne, à une cinquantaine de km de Clermont-Ferrand. J'aime le jardinage biologique, la nature, les animaux, la lecture, les musiques et comme je suis las de la solitude et donc de ne pas partager toutes choses, j'aimerais faire une rencontre avec une femme végétarienne, végétalienne,

même esprit Silence, même lassitude pour s'épauler, s'entraider, se parler, faire des projets, rêver, vivre, s'aimer ! Bises à toutes. Ecrire à la revue qui transmettra.

■ **Réf. 301.04.** Dans les montagnes cantaliennes, jeune «fermière» (30 ans), deux bambins, et une «chaumière» attendent un Robinson afin de construire ensemble une vie de famille sur une ferme auto-suffisante. Ecrire à la revue qui transmettra.

■ **Charentes.** Esprit Silence, non silencieux, retraité, veuf pas «non vieillot», gaieté d'esprit et humaniste, aurait l'espoir d'une amitié, dame enthousiaste, pour des années.

■ **Réf 301.05.** Ecolo-libertaire au chômage, j'ai 46 ans, je suis grand. J'aimerais rencontrer une femme, non-fumeuse et sans chien, avec l'objectif d'entreprendre ensemble une activité à définir suivant les compétences et les envies de l'un(e) et de l'autre. Plutôt expérimenté dans la construction bois, j'aime aussi cuisiner (végétarien) et faire de la pâtisserie, mais je peux envisager d'autres domaines d'activité. Je n'ai pas de limites géographiques sur la métropole. Merci de l'écrire en joignant éventuellement une photo. Ecrire à la revue qui transmettra.

■ **Bretagne.** En Côte d'Armor, sur site existant, propriété habitable à rénover sur trois hectares : prairie, bois, eau, potager, bâtiments. Nombreuses possibilités pour exploiter les lieux et créer au plus proche de la nature, un projet en pays touristique et agricole. Homme, 40 ans, deux enfants, souhaite partager cet espace de vie avec une femme et ses enfants, voulant mener à bien ses idées et sa conception de la vie dans un lieu ouvert à tout, au sein de la nature.

### Recherche

■ Cherche plans alternatifs pour voyager Inde et Népal.

■ Cherche personnes ou structures faisant des animations sur le thème des plantes sauvages et comestibles. Merci de contacter l'association.

■ En vue de recycler au mieux notre collecte sélective, nous cherchons des conseils, fiches techniques et matériels pour fabriquer notre papier recyclé, d'un grammage normal. Nous cherchons également tous renseignements sur la construction et l'utilisation d'une maison autonome (chauffage, eau, électricité, potager dont permaculture, production de semences, déchets...).

■ Jeune maman achèterait couches lavables d'occasion pour sa fille (10 mois, taille L ou XL), de préférence dans le meilleur état possible, pour que ça puisse servir pour plusieurs enfants. Je propose également des surcouches imperméables à élastique à tout petit prix. Contacter.

■ Je suis depuis deux ans chauffeur de bus à Londres, mes limites dans la langue ne me permettent pas de m'investir dans la vie sociale locale, les écarts de richesses, la pollution, la nature contrôlée, le bruit, m'incitent à aller chercher ailleurs. J'aimerais donc revenir en France ou partir dans un pays francophone, dans une ville plus petite, plus humaine, avoir un emploi en lien avec le milieu associatif, le milieu social. Je cherche des pistes...

■ **Jura.** Association d'information et de promotion de produits biologiques cherche un local, 100 m2 minimum, salubre, accès facile, région Saint-Claude, tél : .

### Emploi

■ Vous voulez faire du pain bio ? Vous souhaitez maîtriser le chemin du grain au pain

en utilisant un moulin Astrier et en créant une relation privilégiée avec les paysans du village ? Vous aimeriez y associer les consommateurs pour construire ensemble une autre façon de consommer dans laquelle chacun puisse prendre une part active, dans laquelle on dépasse l'acte marchand pour découvrir les relations humaines ? C'est ce que construit l'association rurale de propositions et d'échanges depuis 1980. Dans le cadre d'une réorganisation, nous proposons un poste à responsabilité autour de la production du pain, pour une personne motivée. Qualité du pain (blé bio moulu à la meule de pierre), respect de l'environnement (cuisson au bois, gestion des déchets), et lien entre producteurs et consommateurs, sont les éléments fondateurs autour desquels vous pourrez organiser votre poste parmi un ensemble de possibles..

■ **Basse Normandie.** Bonjour ! D'origine agricole, je viens de finir des études scientifiques qui m'ont parues bien artificielles... Je voudrais travailler pour ce que je crois. Je cherche du travail à partir de septembre dans une ferme ou une association de protection, éducation à l'environnement. .

■ **Bretagne.** Famille cherche jeune fille ou jeune femme pour partager notre vie dans les Monts d'Arrée, d'octobre 2003 à juin 2004, et s'occuper de nos deux enfants (1 an et demi et 5 ans) pendant que nous jouons nos spectacles de marionnettes à travers la France (nous suivra pendant les tournées). Pour renseignements complémentaires (lieu de vie, rémunération...), téléphoner au soir de préférence et demander . Merci.

■ **Rhône.** L'association Primevère cherche une personne pour la gestion administrative des dossiers des exposants, l'enregistrement technique et financier, l'aide à la sélection et à la mise en place de la communication. Il faut être de sensibilité écolo, avoir des capacités relationnelles, de la rigueur. Le poste est annualisé en CDI, à temps plein de septembre à février, salaire annuel de 7200 euros net. Poste à Bessenay (ouest du département) .

### Logement

■ **Dignes.** Couple deux enfants cherche location appartement ou maison avec jardin sur Dignes ou proche, tél : .

■ **Alsace.** Loue maison dans vignoble, 4-5 personnes, tout confort, au prix de 275 € par semaine. Tél : .

■ **Dijon.** Loue à partir de septembre, appartement F2, rez-de-chaussée, 45 m2, proche du centre-ville à personne en couple, esprit Silence, végétarien si possible. Prix : 260 € avec les charges, chauffage individuel gaz, cave. .

■ Jeune couple avec une petite fille de 8 mois, cherche une maison de location avec un peu de terrain ou gardiennage, travail dans une ferme, expérience en maraîchage. Etudions toutes propositions. . Merci.

■ **Hérault.** Jeune couple (menuisier et potière en herbe) cherche aux alentours de Bédarieux, pour l'automne, un terrain ombragé à louer ou à acheter (ou à partager) pour poser deux caravanes le temps d'une formation (6 mois à un an). Si vous êtes intéressé, contactez-nous au .

■ **Savoie.** Nous sommes un couple (48 et 46 ans), d'esprit Silence, très respectueux de l'environnement, n'ayant plus d'enfants à charge et sans animaux. Nous souhaitons quitter la ville et nous mettre au vert dans un coin tranquille où il soit possible de jardiner. Pour cela, nous cherchons à louer, jusqu'à 30 km autour de Chambéry, une

maison ou une partie de maison (type F3 ou F4, souhait d'avoir un bureau et un ou deux espaces pour des activités non professionnelles de création artistique) dans un secteur calme avec un peu de terrain. Nous pouvons assurer certains services ou des travaux d'entretien ou de rénovation (plomberie, électricité, peinture, isolation...) en échange d'un loyer modéré. Vous pouvez nous contacter au .

■ **Jura.** Vends propriété écologique, site isolé. 14 hectares, petits bâtiments agricoles, sur premier plateau (480 m). Tél .

**Gratuites :** Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

**Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

**Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

# Purification esthétique ou éthique de la responsabilité ?

En octobre 2001, Christian Maillebouis lançait un débat sur le potentiel des éoliennes. Cela lui valait une réponse dans notre numéro de mai 2002 dénonçant l'accaparement du développement des éoliennes par les grandes firmes. Après un nouvel article en octobre 2002 montrant les enjeux économiques et politiques, un abondant courrier (dont deux pages dans le numéro de février 2003) posait la question du massacre des paysages. Christian Maillebouis répond ici aux détracteurs.

**S**i les éoliennes font du bruit, les quelques propos suivants vont faire grincer des dents... D'abord quelques courtes présentations pour montrer ma légitimité dans ce débat. Il y a plus de vingt ans maintenant, une profonde aspiration d'authenticité m'a conduit à quitter la région parisienne pour venir vivre sur le plateau ardéchois. Ici, loin de mes attaches familiales, sans aucune garantie professionnelle, connaissance particulière, ou autre, je me suis retrouvé bien démuni quand la burle (1) fut venue...

J'ai alors acheté une ruine que personne ne voulait tant elle était isolée, mais le panorama y est si exceptionnel que j'en suis tombé amoureux... Beaucoup m'ont pris pour un fou, les autres me traitèrent d'écologiste extrémiste avec toute l'ironie que le terme pouvait englober en ces temps encore insouciantes. Vaillle que vaillle, j'y ai fait mon trou hédoniste en essayant au quotidien d'observer et d'analyser ce nouvel environnement.

Cette réalité c'est d'abord ce paysage magnifique, d'autant plus beau qu'il a été choisi et qu'il a été à l'origine de toutes mes souffrances de jeune déraciné. Perché sur le flanc d'un volcan, ma vue s'étend sur le plateau ardéchois à plusieurs dizaines de kilomètres de distance sur un arc de vision d'environ 300°. Vous imaginez ? A l'est, par temps clair, les Alpes au loin ; à une vingtaine de km au sud le mont Mézenc avec son flanc si particulier, et à l'ouest le suc du Lizieux emblématique de cette région protestante. Mes visiteurs sont souvent médusés par la pureté de ce tableau, de cette succession de prairies et de forêts, de vallées et de monts dont les teintes harmonieuses varient au fil des saisons. Je ne vais pas m'étendre sur cette description à rendre jaloux les lecteurs citadins... Il y aurait tant à écrire, mais le vivre est bien plus important.

Cette réalité, c'est aussi des humains. Des gens qui habitent là au quotidien, que je côtoie chez ma boulangère Madeleine ou à la sortie de l'école, et en tant d'autres occasions. Ces paysans, au sens premier du terme, c'est-à-dire ceux qui vivent au pays, ont une vie peu enviable au regard des canons de notre société française si largement diffusés et inculqués. L'isolement, un climat rigoureux, de très faibles opportunités professionnelles qui très souvent se concentrent sur de contraignantes activités agricoles peu rémunératrices, etc., font que cette population s'étiolle et vieillit en silence. Là encore, il y aurait tant à rapporter sur cet assèchement annoncé depuis si longtemps...

## Les ruros

Et ce cycle est vicieux. Aveuglés par quelques mirages télégéniques, les plus capables et les plus hardis, voire les plus lassés, rejoignent les cohortes urbaines. Paradoxalement, suivant le jeu capitaliste pervers du marché immobilier, leurs propriétés sont vendues à de riches bobos (2) qui suffoquent dans nos métropoles. Fort de leur culture hégémonique, ils deviennent alors de surprenants ruros (3), reproduisant ici les fondements de ce qu'ils ont vécu là-bas. Je vous fait grâce de leurs procès à des voisins agriculteurs, propriétaires d'un coq, d'un paon ou d'un âne qui ne cessent d'exprimer bruyamment leur virilité au printemps venu, à l'encontre du silence espéré et grassement monnayé. Pour être anecdotique et foncièrement

comique, cela n'en est pas moins révélateur d'un état d'esprit. Je pourrais décliner à l'environnement ces revendications colonialistes d'un autre temps. Depuis les cloches sonnantes de l'église à l'épandage du fumier nauséabond, le village doit abandonner ses fondements. De plus, il doit entrer au plus tôt dans la superficialité de l'ère moderne. De l'exigence d'un chemin d'accès goudronné à l'installation d'un point d'éclairage public, en passant par le besoin immédiat d'une connexion ADSL (4) ou d'une couverture radio-téléphonique de la dernière génération, d'un raccordement électrique stable à la hauteur de leurs fortes consommations, etc., nous avons là des requêtes qui deviennent des priorités aux yeux de ces ruros. Tout cela, pour passer en moyenne, ici, un mois de rêve à la belle saison, alors que tout au long de l'année, il manque un simple ordinateur dans la classe du village...

*A titre  
esthétique,  
je regrette  
l'installation des  
parcs éoliens.  
D'un autre côté,  
je dois être  
réaliste, intègre  
et responsable.*

Après ce petit descriptif de ma réalité locale, revenons à l'avenir de nos paysages du Mézenc. Je suis le premier à vanter, à étudier et à admirer l'architecture vernaculaire. Mais je me demande souvent s'il vaut mieux une vieille maison en pierre avec sa belle toiture de lauzes appartenant à de riches ruro qui ne s'ouvre seulement qu'au mois d'août, ou une construction moderne au style économique et complaisant mais qui héberge tout au long de l'année des nombreux et affreux Jojos ? (5).

Chacun aura ses préférences, mais surtout ne me dites pas que ces deux exemples sont complémentaires et peuvent coexister à long terme. Dans la société actuelle, ils sont structurellement antinomiques. D'un côté la superficialité touristique qui vise au formalisme muséographique au point de pétrifier la vie, de l'autre l'économie rurale qui tend à valoriser ses ressources primaires d'abord

(1) Nom du vent du nord par ici.

(2) Pour désigner ceux qu'on appelle maintenant les « bourgeois bohèmes ».

(3) Pour désigner ceux que j'appelle les « rurbains rouspéteurs ». La forte concentration de ces ruros plus fortunés que la plupart des autochtones est très problématique pour la ruralité. Elle se traduit par une inflation des prix de l'immobilier au dessus de la réalité économique locale et l'impossibilité aux nouvelles générations villageoises d'y accéder, augmentant ainsi l'exode rural, le vieillissement de nos campagnes, etc.

(4) Norme Internet pour le haut débit.

(5) En référence à un des diabolins du film *Etre ou avoir*.



DR  
Installation éolienne en Espagne.

dans un souci alimentaire, et de plus en plus dans une perspective énergétique. La question éolienne s'inscrit pleinement dans ce schéma civilisationnel.

Comme chacun, je ne suis pas étranger à ces questions de fond. A titre esthétique, je regrette évidemment l'installation des parcs éoliens dans mon champ visuel si patiemment et durement gagné. Pour bien imaginer ma future réalité, quatre parcs éoliens (soit une vingtaine de machines) seront visibles en les cherchant du regard depuis mon jardin. Le plus proche sera à deux ou trois kilomètres à vol de corbeau. Vous imaginez bien que pour un grincheux comme moi, qui refusa pendant une quinzaine d'années le raccordement EDF en aérien de son habitation pour des raisons esthétiques, la pilule est amère.

D'un autre côté, je dois être réaliste, intègre et responsable.

D'abord, j'utilise de l'électricité, à très faible dose mais quand même. De plus, cette énergie électrique est devenue un bien revendiqué par tous, au point même que la notion de service public y est étroitement associée. Aux yeux de beaucoup, si ce n'est de tous, elle est incontournable, voire vitale : qu'une tempête vienne à détruire partiellement ce cordon ombilical qui relie nos villages et c'est une catastrophe relevant d'actions humanitaires urgentes... Aujourd'hui notre réalité est ainsi, et la généralisation légitime et attendue de cette «source de vie» aux deux milliards d'êtres humains qui en sont dépourvus est très problématique.

Pour obtenir cette électricité, il n'y a guère que trois possibilités en l'état actuel de la technologie. Soit une production thermique classique à partir de combustibles fossiles (charbon, gaz, fuel, etc.) avec le cortège de rejets de gaz à effet de serre correspondant, et les prévisibles conflits internationaux directement liés à la raréfaction pour la prochaine génération de ces combustibles extrêmement mal répartis sur notre planète. Déjà l'Irak, et demain ? Soit une production

nucléaire avec ses dangers radiologiques induits, les problèmes insurmontables de la gestion des déchets multi-séculaires et l'impossibilité technico-économique de diffuser cette technologie en «toute sécurité» militaire et civile à l'ensemble de l'humanité. Soit enfin de développer l'utilisation des énergies renouvelables, propres, diffuses et inépuisables, conjointement avec de fortes actions de maîtrise des consommations. Il est étonnant que cette réalité si simple dans son énoncé soit si peu intégrée par nos dirigeants et leurs ouailles consommatrices.

Dans ces conditions, en solidarité avec ces populations aux antipodes qui souffrent déjà de nos gabegies énergétiques, ou des générations futures qui endureront davantage, je ne peux soutenir une revendication élitiste de purification esthétique même s'il s'agit de mon tendre jardin.

## Pollutions visuelles contre pollutions irréversibles

Cela d'autant plus que cette pollution visuelle n'est nullement irréversible et c'est bien ce qui me console beaucoup. Le golfe du Niger, ou le nord sibérien, sont pollués pour des dizaines d'années par notre soif de pétrole (6). La région de Tchernobyl, ou les mines d'uranium du Congo, le sont aussi pour les mêmes raisons et à plus long terme. Alors que ma chère montagne, sitôt qu'une nouvelle production électrique moins polluante sera apparue, pourra retrouver sa virginité d'antan en quelques jours de démontage des éoliennes à l'opposé de nos centrales nucléaires.

Enfin, par respect pour mes voisins, les paysans du Mézenc, il m'est impossible de m'opposer à ces futures éoliennes. Par mes rencontres quotidiennes, mais aussi lors des réunions d'information sur les projets

éoliens, j'ai pu constater le clivage important qui existe, pour faire simple, entre paysans et ruros. Sur ce point, une simple étude des pétitions d'opposants est très révélatrice. D'abord, le nombre des signataires n'est guère élevé : entre un et deux milliers. Ensuite, plus des deux tiers sont des gens de passage habitant très loin des lieux du «drame» et malgré cette chasse éhontée aux paraphe dans les grandes villes des alentours, ce nombre d'inscrits est ridicule. Le reste se recrute principalement chez les résidents secondaires et rarement chez les paysans du coin. Loin de moi l'idée que la justesse d'opinion dépend du nombre, par contre je veux simplement souligner le fait que si les médias relayent aussi facilement l'opposition aux éoliennes sur le Mézenc, et ailleurs, cela est dû plus aux facilités intellectuelles et acquis relationnels de ces ruros privilégiés qu'à une forte mobilisation locale.

Au terme de ces pensées, j'aimerais que le lecteur perçoive le défi de notre société occidentale. Son rythme de consommation énergétique est suicidaire à plus ou moins long terme. Pourtant des solutions techniques existent pour repousser les échéances, mais elles ont du mal à percer dans notre quotidien. Etrangement, au cœur de nos campagnes, de nombreux projets éoliens soulèvent des oppositions de type «NIMBY» (7). Si on peut reconnaître à ces mouvements un rôle légitime et toujours nécessaire de contre-pouvoir face à des industriels, éoliens ou non, peu soucieux de l'intérêt commun, on doit malgré tout s'interroger sur le fondement réel de ces groupes. Notre société a développé un monde rural bicéphale. L'exode rural a favorisé la venue de riches ruros mobiles qui n'admettent aucun changement dans les lieux qu'ils ont investis jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres de leur résidence. Qu'un projet de parc éolien pointe avec l'agrément, voire l'indifférence, des gens du pays et se soulèvent des associations élitistes de défense du paysage très circonstancielles et localement peu représentatives. L'égoïsme de ces anti-éoliens est flagrant. Ces populations aisées, à la consommation énergétique au-dessus de la moyenne nationale, prônent des mesures conservatrices qui amèneront inévitablement une transformation radicale (8) de leur environnement chéri dans quelques dizaines d'années. Mais ils ne seront sûrement plus là pour le voir, ayant porté ailleurs leur quête d'absolu qu'ils oublient si vite dans leur quotidien citadin...

Christian Maillebouis ■

Haute-Loire.

(6) Rien à voir avec les quelques plaques sur nos plages après le naufrage du *Prestige* et qui font pourtant tant hurler dans nos salons.

(7) Pour: «Not in my back yard» (Pas dans mon jardin).

(8) Soit par l'abandon de nos montagnes par ceux qui y vivent au quotidien, soit simplement par la modification climatique induite par notre consommation énergétique.

## Puits canadien

Si vous construisez une maison, il existe un moyen simple de faire d'importantes économies de chauffage (et de climatisation). Le puits canadien consiste à faire passer de l'air dans le sol. Comme la température dans le sol est très vite constante lorsque l'on s'enfonce (de l'ordre de 14°C), il est ainsi possible d'avoir de l'air qui entre dans la maison à cette température toute l'année, permettant un pré-chauffage en hiver, un rafraîchissement en été.

Le puits canadien doit être prévu à la construction : une bouche d'entrée d'air est reliée à la maison par un tuyau de 20 à 100 m de long pour un diamètre de 160 mm en béton ou en grès, qui circule dans le sol vers 2 m de profondeur. Des contraintes techniques sont à prendre en compte pour que l'air circule dans le bon sens, pour éviter qu'un animal ne tombe dans la canalisation... Il faut également prévoir un circuit en pente pour les problèmes de condensation d'eau. Il existe des plans disponibles dans certaines associations qui permettent de réaliser soi-même les travaux.

En été, on constate une baisse de température de 2 à 5°C pour une température de 35°C. Le refroidissement correspond à une climatisation de 1700 W et ne nécessite qu'un ventilateur de 25 W soit un très bon rendement. En hiver, pour une température extérieure de 3°C, l'air entre dans la maison à 14 °C. Cela constitue également une mise hors-gel de l'habitation extrêmement bon marché.

Renseignements : *AJENA, BP 149, 39004 Lons-le-Saunier, tél : 03 84 47 81 10.*

## Climatisation ruineuse

Fin juin, le gouvernement italien a lancé des appels à la modération de la consommation électrique car en pleine vague de chaleur, les climatiseurs consommaient à bloc. Le 26 juin, le réseau italien a disjoncté pour la première fois depuis 20 ans. La climatisation provoque des hausses énormes de consommation électrique qui pour l'Italie ont dépassé les consommations de chauffage et d'éclairage en hiver. La situation a été également tendue en Espagne, en Grèce et au Portugal. La climatisation est un cercle vicieux : la chaleur est rejetée à l'extérieur des bâtiments, ce qui chauffe les autres et entraîne alors la tentation du recours à la climatisation. Les compagnies d'électricité font le parallèle avec la Californie où le problème est le même. Il ne s'agit pas vraiment de chaleurs inhabituelles, mais d'architectures de mauvaises qualité (le béton, c'est pas cher, mais ça isole mal) et de la recherche d'un plus grand confort. Les alternatives : améliorer l'isolation pour faire des économies en été comme en hiver.



Batteries de climatiseurs aux USA.

## ILE-DE-FRANCE Energies durables

L'association Energies durables en Ile-de-France est née en août 2001 et anime depuis 2002 un point-espace-énergie dans le 19e arrondissement de Paris. Elle mène une action pédagogique dans le milieu scolaire avec un programme en quatre séances : les sources d'énergie, effets de serre et autres conséquences de la consommation d'énergie, les économies d'énergie, les énergies renouvelables.

■ *EDIF, 11-17, rue Curial, 75019 Paris, tél : 01 42 09 66 75, Carole Radix.*

Les autres Espaces Info Énergie Parisiens :

■ *Espace Info Energie, CAUE de Paris, 32, boulevard de Sébastopol, 75004 Paris.*

■ *IDE, 29, rue de Campo-Formio, 75013 Paris, tél : 01 55 43 39 40.*

■ *CGEP, 12, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris, tél : 08 20 09 09 15*

■ *CGEP, 36-38, rue des Couronnes, 75020 Paris, tél : 08 20 09 09 15.*

## LILLE

## Eclairage économe

Prenant en compte les critiques des



DR

clubs d'astronomie, la ville de Lille a décidé de remplacer l'éclairage public comprenant des boules qui envoient de la lumière vers le haut, empêchant l'observation du ciel et dépensant de l'énergie pour rien. Cela représente environ 10 % de l'éclairage de la ville. L'appel d'offre lancé ce printemps prévoit un éclairage en direction du sol, avec limitation des éclairages des façades d'immeuble et la nécessité de choisir la méthode la plus économe en énergie. Dans des lieux où la lumière ne fonctionne que peu de temps (cours d'école par exemple), le choix devrait se porter sur des lampadaires solaires qui ne nécessitent ni alimentation ni câbles souterrains. Pour le reste, une étude est en cours pour expérimenter les nouvelles lampes à diodes électroluminescentes. (*Environnement magazine, juin 2003*)

## BELFORT

## Pour des emplois durables

**A** Belfort, la restructuration d'Alstom risque de provoquer 900 licenciements directs et autant sinon plus dans la sous-traitance. Les Verts de Franche-Comté sont intervenus le 19 juin dernier pour rappeler qu'un groupe industriel a proposé de reprendre une partie du site pour y fabriquer des éoliennes, créant ainsi de l'ordre de 200 emplois. En Allemagne, grâce à la volonté politique du gouvernement, 35 000 personnes travaillent déjà dans l'éolien, 100 000 dans toute l'Europe. Il serait donc tout à fait judicieux de penser à une reconversion complète du site d'Alstom autour du potentiel d'emploi des énergies renouvelables : éolien donc, mais aussi solaire photovoltaïque, biomasse, pile à combustible... Le choix des renouvelables serait aujourd'hui plus judicieux que la poursuite du programme nucléaire. *Les Verts, 14, rue de la République, 25000 Besançon, tél : 03 81 81 06 66.*

## Espérance de vie

Depuis dix ans, l'écart d'espérance de vie entre les hommes et les femmes diminue : il est passé de 8,2 ans en 1992 à 7,3 ans en 2002. La raison en est simple : les femmes ont de plus en plus la même vie que les hommes : accidents de voiture, cancers provoqués par le tabac, alcoolisme, etc. L'égalité par le bas en quelque sorte. (*INSEE, 2003*)

## Sexisme du Père Noël

Les années passent et les catalogues de jouets restent les mêmes. On y trouve toujours les pages roses pour les filles, les pages bleues pour les garçons. Les premières se voient proposer de faire comme les mamans modèles : dinettes, poupées, appareils ménagers miniatures, panoplies d'infirmières (mais pas de médecin), d'hôtesse de l'air (mais pas de pilote), coffrets de maquillage... Les garçons doivent affirmer leur virilité en s'imaginant marin, chimiste, pilote de course et bien sûr guerriers ! Dès leur plus jeune âge, les enfants sont ainsi conditionnés : les premières à faire les tâches domestiques, les seconds à dominer.



DR

## Sexisme de la littérature enfantine

L'association *Du côté des filles* a épluché le contenu de 537 albums destinés à la jeunesse, publiés pendant l'année 1994. 77 % des titres évoquent un héros masculin contre 24 % une héroïne. 77 % représentent un personnage masculin, 48 % un féminin. Sur 1905 protagonistes, 1141 sont masculins, 764 féminins. 83 % des pères occupent le rôle principal contre 16 % des mères. 32 % des livres montrent un homme au travail contre 15 % pour une femme. On compte comme femmes hors du cadre familial une intellectuelle (contre 10 hommes), une cadre (contre 38 hommes), une politicienne (contre 7 hommes). Près de dix ans après cette étude, les proportions n'ont pas vraiment changé. *Du côté des filles, 8, rue Baillou, 75014 Paris.*

# Objectrices en Israël



Israël est le seul pays au monde qui pratique la conscription pour les femmes. C'est donc le seul pays où est apparu un mouvement de femmes qui refusent le service militaire. Alors que le droit à l'objection n'est pas reconnu pour les hommes, il existe pour les

femmes, dans certaines conditions. Les femmes qui ne veulent pas faire leur service militaire peuvent demander à passer devant une «commission de conscience» qui peut décider de les exempter de service militaire. Cette commission composée de gradés accorde rarement ce droit, toutefois, si les jeunes femmes font appel, elles l'obtiennent souvent en deuxième instance. Comme il n'est pas facile pour une jeune fille de dix-sept ans de venir se défendre devant une commission d'hommes assez âgés, le mouvement *New profile* a vu le jour pour aider les objectrices. Cette association a réalisé avec l'aide d'avocats, un fascicule présentant les démarches à suivre. Jusqu'en 2001, le mouvement de refus de l'armée par les filles était complètement ignoré des médias et peu connu. L'armée ne fait évidemment aucune publicité pour cela, et peu de filles savent qu'elles peuvent ainsi échapper à l'armée. En 2001, plus de trois cents jeunes ont lancé un appel public à la désobéissance, la plupart des garçons finissant en prison. Il existe deux autres moyens pour une fille d'échapper à l'armée : se marier avant dix-huit ans ou entrer dans les ordres religieux. L'inégalité entre les garçons et les filles traduit en fait les différences entre les sexes dans la société : les militaires ne sont pas trop regardants pour exempter des femmes, celles-ci ne faisant le plus souvent que des tâches subalternes. (Union pacifiste, juin 2003)

## Collectif contre le publisexisme

Ce collectif lancé en 2001 à Paris dénonce les clichés sexistes dans la publicité. Différentes actions ont été menées contre des affiches, des vitrines de magasins, les jouets sexistes, etc. Une vidéo «femmes affiches, femmes potiches, on en a plein les miches» a été réalisée sur les activités du collectif. Elle peut être demandée à *Collectif contre le publisexisme*, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 06 98 92 78 65.



par le secrétariat d'Etat à la parité : cent hébergements d'urgence vont être libérés pour accueillir les femmes en détresse, des policiers vont être formés pour l'aide et l'accueil des victimes de violence qui veulent porter plainte, un *guide de l'éducation au respect* va être diffusé en octobre dans les collèges et les lycées, des sites «pilotes» vont être mis en place dans dix quartiers de France, des universités de femmes vont se tenir en octobre. *Ni putes, ni soumises, la maison des Potes*, 190, boulevard de Charonne, 75020 Paris.

## Viols oubliés

Les statistiques juridiques sur les viols mettent à mal un certain nombre de clichés sur la question. Dans 74 % des cas, les victimes connaissent leur violeur. Dans 57 % des cas, il s'agit d'une personne ayant une place d'autorité dans le cadre de la profession. Dans 91 % des cas, le violeur est de nationalité française. Dans 67 % des cas, le viol a lieu au domicile de la victime ou du violeur. Si les lois se sont renforcées concernant le viol, le plaçant dans la catégorie des crimes, les magistrats ne semblent pas avoir pris la mesure de la



## Ni putes, ni soumises

Après le succès de la marche ce printemps, la charte proposée par le collectif a été reprise en grande partie

# Femmes

## Parité sur Internet

chose : alors que déjà seulement un viol sur quatre ferait l'objet d'une plainte, seul un quart de ces plaintes arriverait un jour devant le tribunal. Alors que la loi prévoit des peines maximales de quinze ans de prison, la peine actuelle si la victime est adulte, n'est en moyenne que de six ans (avec une partie en sursis). En France, une femme sur cinq est victime d'une agression sexuelle au cours de sa vie.

Au départ, il y avait deux fois plus d'hommes que de femmes à utiliser internet. Une étude montre que l'on va vers la parité : il y a actuellement 42 % de femmes sur internet au niveau mondial. Les femmes sont déjà majoritaires dans les pays scandinaves, en Grande-Bretagne et aux USA.

# PUB NEF



## Effet de serre

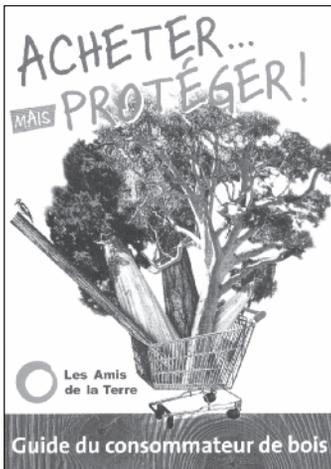
■ **Experts inquiets.** Les rapports internationaux sur le climat sont de plus en plus pessimistes. Alors que les prévisions, il y a quelques années, prévoyaient entre 1° et 5° de plus au niveau du globe en 2100, les scénarios actuels travaillent presque tous sur des hausses de 5 à 6°C. Les experts craignent une accélération brutale provoquée par la saturation des phénomènes de stabilisation.

■ **USA : l'opinion veut prendre des mesures.** Un sondage national réalisé aux Etats-Unis montre que 80 % de la population souhaite que le gouvernement prenne des mesures en faveur du climat et 88 % sont favorables à la signature du protocole de Kyoto. (*France nature environnement*)

■ **Nucléaire et effet de serre.** Philips Smith, de l'Université de Groningen, aux Pays-Bas, a publié une étude sur les émissions de gaz à effet de serre par la filière nucléaire. Concernant les émissions de CO2, il note que de l'extraction au déchet, les émissions sont actuellement de l'ordre du tiers d'une centrale au gaz et que ce pourcentage va augmenter au fur et à mesure des années, car l'extraction du uranium fissile se fait avec des minerais de plus en plus pauvres.

## Forêt tropicale :

■ **Indonésie : protection musclée.** Pour lutter contre la déforestation illégale, la police indonésienne a formé sur l'île de Sumatra 28 éléphants dont le rôle est de foncer sur les contrevenants. Les pachydermes réagissent au moindre bruit de tronçonneuse. Selon les autorités, cela s'avère très efficace.



■ **Déforestation régulière.** Entre 1990 et 2000, la forêt africaine a régressé de 0,8 % par an, la forêt sud-américaine de 0,4 %. C'est l'équivalent de la surface forestière de la France qui disparaît chaque année au niveau mondial. Les Amis de

la Terre ont publié une petite brochure « Acheter, mais protéger » pour inciter à utiliser le bois, matériau écologique, mais sans avoir recours à des produits contenant des bois tropicaux. Le brochure, accompagnée de cartes pétitions, est disponible contre 3 € auprès des Amis de la Terre, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil.

## Déchets

■ **Assises nationales sur les déchets.** Elles se sont tenues du 7 au 9 juin en Vendée. Les associations présentes ont rappelé leur soutien aux inculpés de Fumel (voir brèves incinération), la volonté de mettre en avant la seule solution valable : la réduction des déchets à la source. Ces assises ont été l'occasion de discuter de futures campagnes possibles. L'une d'entre elles pourrait demander que soit mis fin à l'affichage du logo d'Eco-emballage (des flèches en cercles) qui tendent à faire croire que le produit en question sera recyclé alors qu'il ne s'agit que de payer une redevance pour obtenir ce logo. Une autre campagne pourrait porter sur l'achat d'eau en bouteille : de nombreuses personnes achètent ainsi de l'eau, provoquant toute une chaîne de déchets, alors que dans la plupart des cas, il serait plus simple et moins polluant d'obtenir un meilleur suivi de l'eau du robinet. Une pétition pour des mesures de réduction à la source des déchets a été lancée. On peut se la procurer auprès de : *ICI-ROM, AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex.*

■ **Sous les pavés...** On savait déjà que les routes sont les plus longues décharges du monde : sur des milliers de kilomètres, sont mêlés parfois jusqu'à un mètre de profondeur, des déchets divers comme les inertes de chantiers de démolition (reste de pierres, de bétons), mais aussi des mâchefers (venant des incinérateurs et bourrés de produits toxiques) lorsque la route ne supporte pas de charges trop lourdes, des résidus de l'industrie pétrolière (dont le goudron) et différentes choses que l'on cache plus ou moins (il y a même des missiles de l'OTAN sous les autoroutes des pays alliés). Il en est de même des voies de chemin de fer : sous le ballast du TGV ont été ensevelies des tonnes de bouteilles en plastique. L'ADEME nous annonce que ces routes servent en premier aux poids lourds dont un tiers transporte des déchets ! Une étude de l'université américaine de Bucknell (Pennsylvanie) montre que les pneus des véhicules laissent également leur cote-part : en s'usant, ils libèrent des produits comme du zinc, du cadmium, des hydrocarbures dont les particules participent à l'asthme, aux allergies et sans doute aux cancers. Et là, les pneus de vélos en font (très partielle-

## Eau

■ **Belgique : TerrEau.** Les Amis de la Terre de Belgique et les revues Tam-Tam, Valériane et la Gazette du Plateau se sont associées pour lancer une revue éphémère de six numéros consacrés à l'eau de pluie. Chaque numéro traitera d'un thème : rôle de l'eau de pluie dans la protection de l'environnement, peut-on l'utiliser dans le nettoyage domestique, pour l'hygiène personnelle ? peut-on la consommer ? comment la collecter dans sa maison ? Comment la valoriser ? Le premier numéro est gratuit sur simple demande (pour les autres, il faut payer 10 €) à demander à : *Les Amis de la Terre, place de la Vingeanne, B 5100 Dave, tél : 081 40 14 78.*

■ **Sud-Ouest : Marche pour l'eau vivante.** Du 5 au 14 juillet, une marche s'est déroulée dans le bassin de l'Adour pour protester contre la politique agricole actuelle : culture intensive de maïs et barrages pour l'irrigation. Environ 200 personnes se sont retrouvées au départ à Anglet et autant à l'arrivée à Miramont. Entre les deux, les effectifs ont été variables, un millier de personnes au total participant à l'opération. La marche demandait l'abandon de la construction des barrages d'Esclourties, de Charlas et d'autres programmés dans les années à venir, la préservation de la qualité des eaux : cours d'eau, nappes souterraines, zones humides, l'arrêt des rejets polluants, l'application du principe pollueur-payeur, la non-marchandisation de l'eau, le retour de la gestion de l'eau dans le service public, le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement. *Gabas Nature et Patrimoine, rue du Pic-du-Midi, 64420 Esclourties, tel : 05 59 04 13 11.*



ment) de même. Se déplacer pollue dans tous les cas.



■ **Récipient menstruel réutilisable.** Les menstruations des femmes sont récupérées par des tampons ou des serviettes jetables. Une source de déchets. Une Canadienne a mis au point le *keeper*, en 1986, un récipient menstruel réutilisable. Il se place comme un tampon à l'entrée du vagin au moment des règles. Il faut le vider une ou deux fois par jour. Lorsque les règles sont terminées, on le lave à l'eau chaude et savonneuse. Il y a un modèle spécial pour après les accouchements. Il peut durer une dizaine d'années. Il s'inspire de méthodes utilisées jusque dans les années 30, avant la mode du jetable. La société canadienne cherche à le diffuser en Europe. Il est possible de faire des commandes groupées (compter une vingtaine d'euros). *Eco-logique inc, CP 32073, 1386 Richmond Street, Ottawa (ON), Canada K2B 1A1, tél : 001 613 596 6389.*

■ **Semaine de réduction des déchets.** Le réseau des recycleries et des ressourceries organise du 20 au

28 octobre sa deuxième semaine de réduction des déchets. Les associations qui souhaitent participer peuvent prendre contact avec le Réseau des recycleries et ressourceries, *Thomas Berteloot, 3, rue du Coron-des-Dix, ZA Bleuse Borne, 59410 Anzin, tél : 03 27 42 21 24.*



■ **Poubelles sélectives.** Si la collecte sélective s'impose de plus en plus dans les immeubles, la plupart des poubelles publiques ne font pas pour le moment de distinction. Plutôt que de multiplier ces poubelles non sélectives, mieux vaut encore ne pas en mettre. C'est ainsi, que l'Office national des forêts enlève les poubelles sur les parkings forestiers, préférant afficher : vous êtes venus avec des déchets, vous pouvez repartir avec. A l'étranger, les poubelles sélectives existent parfois : trois poubelles (verre, papier, autres) par exemple à l'aéroport de Munich. En France, cela commence à se faire : poubelle avec un casier spécial pour le papier à Crolles (Isère), poubelles sélectives dans des espaces verts de Paris (fournie par Rossignol, route de Saint-Cénéry, 53150 Montsurs). (Correspondance Jean-François Noblet)

## Incinération

■ **Barbecues dangereux.** Des mesures effectuées par l'Agence danoise de l'environnement montrent que le taux de dioxine dans les barbecues fonctionnant avec du charbon de bois est six fois supérieur à ce qui est autorisé pour les incinérateurs d'ordures ménagères. (Politix, 17 juillet 2003)



■ **Besançon : Cancers en hausse.** En 2000, une équipe de recherche en épidémiologie avait déjà montré une

augmentation significative des taux de cancers dans les deux cantons voisins à l'incinérateur de Besançon. La même équipe a publié une nouvelle étude le 1er juillet dernier montrant l'importance du sens du vent : l'augmentation du nombre de cancers liés à la dioxine, le lymphome malin non-hodgkinien, est 2,3 fois plus forte sous les vents dominants qu'ailleurs.

■ **Rhône-Alpes : 220 enfants malformés.** Une étude épidémiologique de grande ampleur a été menée par l'INSERM sur les incinérateurs de la région Rhône-Alpes. En janvier 2003, des résultats partiels avaient été communiqués. L'avocat du CNIID, Centre national indépendant d'information sur les déchets, a réussi à obtenir l'intégralité de l'étude auprès des autorités. Cette étude arrive à la conclusion qu'en 10 ans, 220 enfants malformés supplémentaires sont nés dans la région du fait des retombées des fumées des usines. CNIID, 51, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

## Prestige : enquête européenne

Marie-Anne Isler-Béguin, au nom du groupe des députés verts au parlement européen, a participé à une commission sur le naufrage du Prestige. Elle s'est battue pour obtenir la mise en place d'une enquête indépendante sur les raisons qui ont poussé à remorquer le pétrolier au large, alors que la marée noire aurait pu être beaucoup plus réduite en mettant le navire à l'abri dans un port. Les droites espagnole et française ont essayé de bloquer cette initiative,

## Transports



Le dimanche 8 juillet 2003, les Casseurs de pub manifestent pendant le Grand-Prix de Formule 1 de France à l'entrée du circuit. Ils ont fait 240 km à bicyclette pour se rendre sur place.

■ **Paris : troisième aéroport improbable.** Les attentats du 11 septembre 2001 ont des conséquences durables sur le transport aérien. Les aéroports de Paris s'attendent à une troisième année de baisse de fréquentation pour 2003, estimée à -3 % soit deux millions de passagers en moins. Cela rend le projet de troisième aéroport pour le moins improbable.

■ **Paris : le vélo oublié ?** Si la nouvelle majorité à la tête de la mairie de Paris a donné une nouvelle dynamique pour les transports en commun, le vélo semble aujourd'hui en rade. Le maire a bien promis un doublement de la longueur des pistes cyclables d'ici la fin de son mandat, mais dans les faits, plusieurs accros viennent gêner la possibilité d'adopter le Réseau Vert proposé par les associations, réseau qui permet la traversée et la sortie de Paris, non pas seulement le week-end, mais tous les jours. Les sondages montrent que les Parisiens sont prêts à accepter de nouvelles restrictions de circulation pour les automobiles, mais la mairie fait de plus en plus traîner les dossiers. C'est pourquoi une pétition est lancée dans Paris pour demander à la mairie la réalisation rapide du Réseau Vert. Pétition à demander à : Réseau vert, 114, rue du Château, 75014 Paris, tél : 01 42 71 04 14.

■ **Grenoble : piste cyclable fermée.** Le conseil général de l'Isère a décidé de fermer la piste cyclable des digues de la rivière Isère suite à la chute mortelle d'un cycliste. Il lui est suggéré de fermer également toutes les routes où il y a un accident mortel de voiture.

mais la commission l'a acceptée par 28 voix contre 26. La députée verte a également demandé la mise en place d'une enquête épidémiologique pour le suivi des volontaires et des populations exposées au fioul. Sur ce point, elle n'a pas été suivie. Marie-Anne Isler Béguin, maisler@europal.eu.int.

humides sensibles. Un pique-nique citoyen est organisé le dimanche 28 septembre à Fragnes pour protester contre ce projet routier. SOS-Saône, Thierry Grosjean, 7, rue de la Reppe, 71370 Ouroux-sur-Saône, tél : 03 85 96 84 51.

## Incinération, 17 septembre, procès de Fumel

De 1986 à 1999, l'incinérateur de Fumel (Lot-et-Garonne) fonctionne de manière illégale. Il est l'un des plus polluants de France (50 fois au-dessus des limites pour les dioxines, 60 fois pour les poussières, 2 fois pour l'acide chlorhydrique...). Le 15 mars 1999, dix-sept chômeurs et précaires de l'association AC ! Clash coupent les câbles d'alimentation et démontent la porte du four. L'incinérateur ne redémarrera pas, les réparations étant jugées trop coûteuses. Quatorze personnes sont alors inculpés dont cinq feront de la prison

préventive. Ces quatorze personnes passent en procès le 17 septembre au tribunal d'Agen. Alors que dans le cas du MacDo de Millau, l'action était menée contre une construction légale, pour la première fois, il va s'agir de juger des personnes qui ont provoqué l'arrêt d'une installation illégale. Des comités de soutien organisent des cars depuis la Bretagne, la Vendée, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Nîmes... Pour soutenir les inculpés : AC ! 127, avenue John-Kennedy, 03100 Montluçon, tél : 04 70 05 79 78.

## CHALON-SUR-SAÔNE Développement durable

La commune de Chalon-sur-Saône, en Saône-et-Loire, communique beaucoup sur ses engagements pour lutter contre les gaz à effet de serre (voir Silence n°290). Les écologistes locaux sont un peu moins sûrs de la validité des actes. Ainsi, beau projet : diminuer les effets néfastes de la nationale qui traverse la ville. La solution de la municipalité : une belle route de contournement, qui déplace le problème dans les communes voisines et avec des emprises au sol qui grignotent une nouvelle fois les zones

## ALSACE Sorties nature

Alsace Nature propose en septembre des sorties : préparation du compost (le 6 à Lidrezing, 57), : observer les araignées (le 7 à Plobsheim, le 14 à Bollenberg), détermination des arbres (le 7 à Haguenuau), entretien de prairies humides (le 13 à Rouxwiller), suivi des oiseaux migrateurs (le 14 à Saint-Louis-Neuweg et à Rodersdorf), le chevreuil (le 14 à Voellderingen), les étoiles (le 19 à Munchhausen), le cerf (20 et 21 à Sélestat), le renard (le 21 à Wissembourg), les champignons (le 28). Alsace-Nature, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.



## Vacances, j'oublie tout ?



Le Ritimo, réseau des centres d'information sur le tiers-monde, a publié fin juin une petite brochure de 40 pages rappelant les conséquences du tourisme dans les pays visités :

mépris des populations, dégâts écologiques, gaspillage de l'eau, perte d'identité culturelle, prostitution, transmission de maladies... Pour réagir à cela, des codes d'éthique ont été mis en place par les professionnels du tourisme, mais la véritable alternative, c'est peut-être de voyager en dehors des circuits professionnels, d'apprendre à échanger directement avec les gens que l'on rencontre, ce qui suppose de prendre le temps de voyager, d'apprendre la langue, d'apprendre la culture, ce que même les meilleures associations de voyages alternatifs ne propose guère. Beaucoup de questions restent en suspens. A commander (5 € port compris) à Ritimo, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

## CÔTE D'IVOIRE Bois tropicaux, armes et argent sale



L'ouest de la Côte d'Ivoire est occupé par des rebelles qui ont des relations avec Charles Taylor, le dictateur du Liberia. Le nord du pays est lui occupé par des rebelles en lien avec le régime de Campaoré, au Burkina Faso. Le financement de ces rebelles est assuré par la vente de bois tropical. L'entreprise qui assure les échanges bois contre argent ou contre armes s'appelle *Interwood*. Elle est dirigée par Michel Fadoul, un Français qui vit à Ouagadougou (Burkina). Ce patron, membre de la Grande loge nationale française est un ami du président burkinabé, mais aussi de Valéry Giscard d'Estaing, Paul Biya, Jacques Godfrain (Mr Afrique de Chirac)... Le groupe

*Fadoul Afrique* intervient dans de nombreux autres pays sous contrôle de la «coopération» française. *Interwood* traite aussi avec Abbas Fawaz, un libanais établi au Liberia. Ce dernier est un ami du fils à Charles Taylor, lequel dirige une sinistre «force spéciale». L'entreprise libanaise s'appelle *MWPI*. Elle est impliquée dans quatre livraisons d'armes aux rebellions ivoiriennes et a financé aussi la construction d'un pont sur le fleuve frontalier avec le Liberia pour faciliter les échanges. Abbas Fawaz habite Fernay-Voltaire, en France, près de Genève. Il est le fournisseur en bois des jeux Olympiques de 2004 à Athènes. Le bois ivoirien passe aussi par le groupe Pinault dont le fondateur François est un ami intime de Jacques Chirac. Enfin, le bois passe par la société FAC France fondée par Jean-Claude Aubry, lequel est un sympathisant de l'extrême-droite. En face, en Côte d'Ivoire, le gouvernement de Gbagbo est officiellement socialiste. Depuis que la situation s'est stabilisée au printemps, il essaie de renforcer son armée en endettant le pays : achat d'hélicoptères de combat, avions, armes, chars... Il bénéficie pour cela de réseaux français proches du PS. (*Billets d'Afrique, juin 2003*)

## Commerce équitable



■ **Subventions et tensions.** L'attribution par le ministère des Affaires étrangères d'une somme de 5,6 millions d'euros pour le commerce équitable a provoqué de vives tensions pendant l'été au sein de la plateforme pour le commerce équitable qui regroupe l'ensemble des partenaires. En effet, l'essentiel de cette somme (plus de la moitié) a été attribuée à Max Havelaar, le reste uniquement aux associations (en particulier Artisans du Monde). Les entreprises n'ont rien touché. Le versement d'une telle somme pose bien des questions : pourquoi seules les associations bénéficient-elles d'une aide ? Pourquoi Max Havelaar qui dispose d'importantes ressources financières (en percevant de 1 à 1,7 % du chiffre d'affaires des entreprises qui utilisent son label) bénéficient le plus d'aides ? Nous avons une hypothèse : parce que sa démarche plaît au ministère (voir brève suivante). Ce n'est pas le seul sujet de débat au sein de la plateforme, un autre porte sur savoir si le commerce doit aussi être équitable ici et ce que cela signifie.

■ **Partenariat Mac Havelaar - McDo.** Au printemps 1999, nous signalions que Max Havelaar, travaillant avec des étudiants d'école de commerce, avait approché la multinationale de la malbouffe (Silence

## A propos de la dette

En mai 2000, un chef indien aztèque a publié au Salvador une lettre ouverte aux gouvernements européens au sujet des dettes en cours. «Moi aussi, je peux réclamer mon dû, moi aussi, je peux réclamer les intérêts. Les archives des Indes font état avec force papiers, force reçus et signatures, de ce que, entre les seules années 1503 à 1660, sont arrivés à San Lucar de Barrameda (Espagne) 185 tonnes d'or et 16 000 tonnes d'argent, en provenance d'Amérique. Pillage ? Cela ne me viendrait pas à l'idée ! Ce serait penser que nos frères chrétiens ne respectent pas leur septième commandement (...).

Nous sommes au regret de répondre : non (...). Du point de vue financier, au bout d'un moratoire de 500 ans, ils se sont montrés tout aussi incapables de régler capital et intérêts que de se passer des rentes monétaires, des matières premières et l'énergie bon marché en provenance du tiers-monde. (...) Nous nous limiterons à exiger la restitution des métaux précieux avancés, plus un modique intérêt fixe de 10 % par an. Sur cette base, en application de la formule européenne de l'intérêt composé, nous informons nos découvreurs qu'ils nous doivent, au titre du premier paiement de leur dette, qu'une quantité de 185 tonnes d'or et de 16 000 tonnes d'argent chacune élevée à la puissance 300. C'est-à-dire un nombre qui, s'il fallait l'exprimer, ferait appel à plus de trois cents chiffres et dont le poids dépasserait largement celui de la Terre».

n°248). L'information était vivement démentie par le directeur de l'association. Mais, il n'y avait pas de fumée sans feu. Lors de la quinzaine du commerce équitable de 2001, Max Havelaar était fier d'annoncer ses contacts avec l'exploiteur aux hamburgers (Silence n°274). Malgré les protestations de toute part, les tenants du label «commerce équitable» ont continué contre vents et marées et depuis le début de l'été, les 139 McDo de Suisse bénéficient sur leurs menus de produits avec le label «Max Havelaar». Le groupe suisse de Max Havelaar s'était déjà distingué par la mise en place d'une filière de «fleurs équitables» (Silence n°274) où les femmes des pays du Sud qui meurent de l'usage des insecticides en tout genre bénéficient maintenant d'un meilleur salaire.

## RHÔNE Africazergues

Du 29 septembre au 4 octobre, Partage Tiers Monde Val d'Azergues organise, pour les vingt ans de l'association, une semaine d'animation avec, au programme, de nombreuses interventions dans les collèges et pour le public : conférence *les énergies renouvelables au Sud* (avec Dominique Groues, le lundi 29 à 20h30 à la salle de l'Orangerie à Chazay) ; film *Amours et résignation* le mardi 30 à 20h30, salle des fêtes de Civrieux ; film et débat *De la Françafrique à la mafiafrrique* avec François-Xavier

Vershavé, le mercredi 1er octobre à 20h30 à la salle des fêtes de Civrieux ; conférence *Une mondialisation solidaire* avec Pierre Rabhi, René Valette et Bernard Husson, le vendredi 3 à 20h30, salle des fêtes de Civrieux. Le samedi 4, marché artisanal, de 10h à 18 h, grande rue de Chazay, avec stages de danses africaines, djembé, balafon et n'goni, jeu, calligraphie, etc. En soirée, à la salle polyvalente de Chazay, concert de *Daradj*, un groupe de rythmes sénégalais. Renseignements : *Partage Tiers Monde Val d'Azergues*, tél : 04 78 43 02 19 ou 04 72 54 60 62.

## LYON Mémoires d'exil

Le 11 septembre 1973, une dictature militaire prend le pouvoir au Chili. Dans les années qui suivent, presque tout le continent passe sous contrôle militaire (Argentine, Paraguay, Brésil, Uruguay). Des centaines de milliers de personnes ont choisi de s'exiler. Du 5 au 18 septembre, à Lyon, l'Espace culturel latino-américain présente *Mémoires d'exil* avec des témoignages chorégraphiques (*Resistencia* d'Annick Charlot, le 13, à 20h30, théâtre des jeunes années), journée festive au Centre Pierre Valdo (le 14), projection du film *Condor, les axes du mal* (Cinéma le Zola, le 16 à 20h30), théâtre (*Carmancha*, le 18 à 19h30, théâtre du 8e)... *Espace culturel latino-américain*, 4, rue Diderot, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 82 00.

# Bush-erie

■ **ONU.** «Je me demande si l'ONU est indispensable au 21e siècle. Mes collaborateurs sont en train de réfléchir à la question» George Bush, s'adressant au ministre turc des affaires étrangères, *Le monde diplomatique*, avril 2003.

■ **Pollution radioactive.** Inquiet des annonces faites sur l'abandon du site de recherche nucléaire de Tuwaitha, en Irak, Greenpeace a envoyé une équipe de huit personnes pour mesurer et collecter les produits radioactifs dispersés lors des pillages. Le 24 juin, Greenpeace a remis aux autorités militaires américaines un conteneur de la taille d'une voiture rempli de produits radioactifs retrouvés dans les villages alentours. Dans certaines habitations, l'association écologiste a mesuré des taux de radioactivité 10 000 fois supérieurs à la normale. Greenpeace a demandé qu'une mission de l'AIEA, agence de l'énergie atomique de l'ONU, soit rapidement envoyé sur place. Greenpeace fait remarquer que si une telle situation avait été observée en Europe ou en Amérique du Nord, la région serait déclarée irradiée, les populations évacuées et la région nettoyée. En Irak, presque rien n'est fait ! Les militaires US sont intervenus dans les lieux repérés par Greenpeace pour les nettoyer. *Greenpeace*, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

■ **Armes de destruction massive.** Où sont-elles ? Les statistiques de l'ONU nous le rappellent : rien que pour le nucléaire (les autres sont officiellement interdites), on en compte 10 600 aux Etats-Unis, 8400 en Russie, entre 400 et 450 en Chine, 288 en France, 200 en Grande-Bretagne, 200 en Israël, 48 en Inde, 30 à 35 au Pakistan, et aucune dans les autres pays.

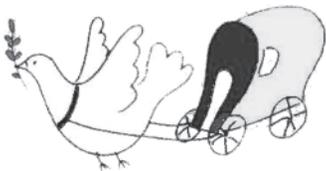
■ **Mensonges.** Plusieurs militaires US n'ayant maintenant plus rien à craindre ont annoncé que les armes de destruction massive de Saddam Hussein n'ont jamais existé, mais qu'il s'agissait d'un «prétexte bureaucratique» pour que les administrations ne rechignent pas. Le général Moseley, un des plus hauts gradés, a même reconnu que la guerre était programmée depuis les attentats du 11 septembre 2001 et que les bombardements américains et britanniques des deux dernières années n'avaient pour but que de détruire ce qui restait de défense à l'Irak.

■ **Feu vert pour l'Iran.** Dans la motion finale des chefs d'Etat du G8, les Etats-Unis ont placé une phrase disant que ces Etats «n'oublieront pas les risques de prolifération» de l'industrie nucléaire iranienne. Un haut responsable US d'en conclure qu'ainsi les Etats-Unis ont le feu vert pour une éventuelle intervention militaire. (*Libération*, 5 juin 2003)

RENCONTRE ENTRE  
TOMY BLAIR ET GEORGE W. BUSH



## Roulotte pour la paix



Le projet de roulotte pour la paix (voir notre numéro 294) s'est concrétisé : Amit Weisberger, Israélien, sa femme et leur fille ont pris la route le 28 juin d'Angers pour rejoindre Jérusalem en décembre 2004. Fin août, ils ont fini de traverser la France. Tout au long du parcours, à l'aide d'un spectacle de marionnettes, ils interpellent le public sur la question israélo-palestinienne, prônant une solution pacifiste dans le respect des deux peuples. *Amit Weisberger*, 10, rue des Mauges, 49410 Beausse.

## Journées du désarmement nucléaire

Inaugurées en 2001 à Saintes, les prochaines «journées du désarmement nucléaire» se tiendront du 24 au 26 octobre à Vénissieux (à côté de Lyon). Saintes a été la première ville française à avoir adhéré au réseau international «Abolition 2000»,



# Paix

Vénissieux a signé la Charte des villes de paix. Le thème de l'année sera «l'initiative franco-britannique de désarmement nucléaire» dans le cadre de la révision du traité de non-prolifération nucléaire qui doit se tenir à l'ONU en 2005. L'organisation de ces journées est réalisée par différents groupes : Action des citoyens pour le désarmement nucléaire, Appel des cent pour la paix, Association des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Mouvement de la paix, Association des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Mouvement pour une alternative non-violente, Observatoire des armes nucléaires françaises, Stop essais pour l'abolition des armes nucléaires.

■ *Stop Essais*, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 69 07 78 37.

■ *MAN-Lyon*, Serge Perrin, 2, allée Bernard-Halpern, 69190 Saint-Fons.

## Union pacifiste

L'Union pacifiste de France tiendra son congrès les 4 et 5 octobre au centre Géorama à Saint-Marc-sur-Mer, près de Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique. Outre les rapports d'actualité, un débat est organisé sur la situation en Palestine. *UPF*, BP 196, 75624 Paris cedex 13.

## Contre le projet de défense européenne

Fin avril, alors que la phase la plus violente du conflit en Irak s'achève, les commentateurs politiques font le forcing sur les insuffisances de projet de défense européenne. Cette défense européenne avance à petits pas depuis les années 80 avec la création d'un premier corps militaires franco-allemand (promu par Mitterrand et Kohl), puis devient un projet institutionnel avec quelques lignes glissées dans les dizaines de pages du traité de Maastricht. Il se fait vraiment jour avec le projet de Constitution européenne aujourd'hui, soutenu aussi bien par ceux qui étaient pour l'intervention armée en Irak (Blair, Aznar...) que ceux qui étaient contre (Chirac,

Schroeder...). Et de sous-entendre que l'Europe ne dépense pas assez de son argent pour avoir une armée à la hauteur de celle des Etats-Unis. Un appel a été lancé en avril intitulé «Appel des citoyen-ne-s européen-ne-s qui refusent «de faire de gros efforts pour rivaliser avec les Etats-Unis». Cet appel rappelle que ce sont les citoyens qui doivent choisir leur mode de défense et non le lobby de l'armement, qu'investir dans ce domaine, c'est renoncer à financer d'autres domaines plus fructueux, que les investissements dans le militaire créé, à somme égale, moins d'emplois que les autres domaines, qu'accumuler des forces de guerre, cela ne sert à rien si ce n'est pas fait pour s'en servir et qu'il n'est sans doute pas dans la volonté des Européens de favoriser des conflits au plan international. Intervenir en force dans des conflits à l'étranger ne conduit qu'à renforcer les rancunes et débouche sur le terrorisme. Une politique de paix au contraire doit consister à investir dans la réduction des inégalités, à respecter le droit international, à éviter la diffusion d'armes de guerre et à donner à l'ONU plus de moyens d'arbitrage, notamment par une taxe sur les ventes d'armes. Cet appel a été signé essentiellement par des femmes dans un premier temps : Andrée Michel (CNRS), Anne-Marie Hocht-Kibongui (Cultures croisées), Monique Séné (GSIEN), Monique Chemillier-Gendreau (Paris VII), Angelina Hurios Calcerrada (ex-présidente de l'association catalane des femmes des carrières juridiques), Eva Quistorp (ex-députée européenne verte), Solange Fernex (ex-députée verte, présidente de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté), Nelly Trumel (ex-animatrice de «Femmes libres» sur Radio-Libertaire), Marie-Anne Isler-Béguin (députée verte européenne)... Pour en savoir plus : *Andrée Michel*, 6, avenue Jean-Moulin, 93100 Montreuil, fax : 01 48 18 08 07.

ISÈRE

## Sessions de l'Arche

La communauté de l'Arche de Saint-Antoine propose des sessions tout au long de l'année : gestion des conflits dans le couple (10 au 12 octobre), pédagogie et non-violence (24 au 26 octobre), apprendre l'homéopathie familiale (7 au 11 novembre), risquer la confiance (7 au 9 novembre), le couple cheminement spirituel (14 au 16 novembre)... *Arche de Saint-Antoine*, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.

# De l'indépendance de la Nef

Ironie du sort, la société financière alternative La Nef se retrouve, par suite d'une fusion entre établissements bancaires, sous tutelle de la Banque populaire, laquelle dispose de relais dans les paradis fiscaux. N'y a-t-il pas d'autres alternatives pour la Nef ?

La société financière La Nef cherche à mettre en place une banque alternative. Elle a opté dès l'origine pour disposer de guichets grand public, ce qui l'a conduite à passer un accord de partenariat avec le Crédit coopératif, banque alors spécialisée dans l'économie sociale. Mi-2002, le Crédit coopératif a fusionné avec la Banque populaire.

Un de nos lecteurs, ayant un compte à la Nef et un autre à la Banque populaire, alerté par les informations qui circulent sur les succursales à l'étranger de cette banque, est intervenu en assemblée générale pour demander des explications. La réponse est laconique : la Banque populaire dispose d'une filiale Natexis présente dans plusieurs pays du monde : «Les opérations que nous réalisons sont parfaitement claires et n'ont d'autre but que de servir notre région au travers de clients sans doute plus entrepreneurs que d'autres». Le site internet de Natexis indique des filiales dans des pays comme le Luxembourg, Malte, Monaco, Dubaï, Hong-Kong, Djakarta. Attac donne d'autres informations : le groupe Banque populaire comprend également les sociétés Bred et Casden. Ces dernières seraient implantées en Malaisie, Singapour, aux Emirats-Arabes-Unis. La Casden gère en principe les comptes des enseignants, et en particulier ceux détachés à l'étranger, ce qui explique cette implantation internationale. ATTAC indique

que la Banque populaire figure sous le nom de ces filiales dans un rapport de l'ONU sur les paradis fiscaux (1). Ce même rapport indique que le Crédit coopératif n'a pas d'implantation dans les paradis fiscaux. Ironie du sort, sur le site internet de la Casden, on peut lire à propos des achats par correspondance : «Soyez prudents avec les sociétés domiciliées dans des 'paradis fiscaux'». La Nef affirme qu'elle gardera pour le moment des relations directes avec le Crédit coopératif, la Banque populaire n'ayant demandé aucun droit de regard sur son fonctionnement. Reste que ce voisinage est dangereux (2). La Banque populaire fonctionne comme une fédération de banques dont le Crédit coopératif est devenu une branche. En terme financier, la Nef ne représente qu'une fraction minime au sein du Crédit coopératif, lequel est également petit au sein de la Banque populaire.

## Le cas de Triodos

Il existe aux Pays-Bas et en Belgique, la banque Triodos qui est aussi une banque alternative. Nous avons interrogés leurs représentants pour savoir si eux avaient réussi à rester indépendant. Voici les réponses de Pierre Aeby, l'un des directeurs.

La banque Triodos a opté dès 1980 (date de sa fondation aux Pays-Bas) pour le statut



de banque. A cette époque les conditions à l'accès à ce statut étaient moins exigeantes qu'aujourd'hui en terme de capital minimum. Malgré ses objectifs sociétaux, la banque a opté pour la forme de société anonyme et décidé de rémunérer le capital de façon modérée. Cette approche a permis à la banque de croître sans rencontrer de difficultés dans l'attraction de nouveaux actionnaires. Cette croissance a permis à la banque de répondre sans difficulté aux contraintes de plus en plus sévères imposées par les autorités bancaires.

Lorsque Triodos a voulu lancer une banque de ce type en Belgique en 1993, plutôt que partir de zéro avec toutes les difficultés de récolter du capital, le choix a été fait d'utiliser la législation européenne et de lancer simplement une succursale belge de la banque Triodos néerlandaise en lui donnant une identité locale. De cette façon la banque a pu s'appuyer sur une structure et un capital existants et a pu se concentrer, avec succès, entièrement sur son développement. A partir de 1999, la succursale belge a pu attirer des investisseurs locaux dans son capital. Le statut bancaire aidant, le capital récolté en Belgique auprès de particuliers et d'institutionnels dépasse 15 millions d'euros. A partir

(1) Etude publiée par Jean de Maillard dans son livre «Un monde sans loi» (Stock 1998).

(2) On retrouve ainsi Natexis dans le dossier des ventes d'armes à l'Angola, aux côtés de la BNP-Paribas et de la Société générale. Ces banques ont accordé un prêt de 1,15 milliards de dollars à la compagnie angolaise de pétrole Sonangol à un taux supérieur de 3 % à la normale, différence qui semble financer des caisses noires du côté des socialistes. (Billets d'Afrique, juillet-août 2003)

## Rencontres avec la Nef

Toujours soucieuse d'ouverture et de transparence, la Nef organise à son siège parisien des rencontres régulières. Les prochaines auront lieu à 19 h, le jeudi 25 septembre, le jeudi 23 octobre, le jeudi 27 novembre, le jeudi 18 décembre... La Nef, 35, rue de Lyon, 75012 Paris, tél : 01 44 87 00 04.

de 1995, un coopérative anglaise, Mercury Provident (institution comparable à la Nef) a suivi le même chemin pris en Belgique. La totalité des activités ont été transférées à une nouvelle succursale britannique de la banque Triodos ce qui a permis à l'initiative anglaise de se développer de façon fulgurante.

La banque Triodos est une banque à part entière. Son fonctionnement est toutefois différent de celui de la Nef. Ainsi l'ensemble des actions est détenu par une fondation d'administration. Cette fondation émet contre chaque action un certificat d'action qu'elle place auprès d'un investisseur. Le certificat d'action donne tous les droits de l'actionnaire dont la participation à l'assemblée générale et le droit d'y poser des questions à l'exception notable du droit de vote. La fondation d'administration veille, pour compte des détenteurs de certificats, au respect des objectifs sociétaux de la banque, à son indépendance et à la réalisation de ses objectifs économiques. Les détenteurs de certificats nomment en assemblée générale les administrateurs de ladite fondation. Le nombre d'actionnaires (détenteurs de certificats) dépasse aujourd'hui 7000 (sensiblement le même nombre que les sociétaires de la Nef).

Comme pour la Nef, Triodos a ouvert son capital à des institutionnels : autres banques, compagnies d'assurance et fonds de pension. Comme pour la Nef, Triodos a mis dans ses statuts deux collègues. Triodos a également limité la part de capital détenue par des institutionnels à 7,5% du capital et le droit de vote à 1000 voix (sur 7000 donc).

Comme pour la Nef, l'impulsion des fondateurs de Triodos prend aussi sa source dans l'anthroposophie de Rudolf Steiner. Et comme pour la Nef, l'élargissement progressif du capital à de nouveaux sociétaires de la mouvance «solidaire» fait qu'aujourd'hui cette source n'est plus que diffuse dans un fleuve plus large.

La Nef et Triodos se connaissent bien. Selon le directeur de Triodos, «Triodos et la NEF ont de ce fait des affinités dans les valeurs qui fondent leurs activités, ce qui ne les empêche pas d'avoir également des différences substantielles dans leurs manière de travailler».

La banque Triodos et la NEF se rencontrent régulièrement, notamment dans le cadre de la plateforme INAISE, association internationale des investisseurs dans l'économie solidaire (3), échantent des expériences et collaborent de façon ponctuelle sur certains dossiers.

## Une redistribution alternative ?

Nous avons alors interrogé Patrice Bouquet des Chaux, directeur parisien de la Nef sur les possibilités de rapprochements entre banques et sociétés financières alternatives. Et ceci afin d'éviter des voisinages dangereux. Outre INAISE, il nous a répondu qu'il existe un autre réseau européen, la FEBEA, Fédération européenne des banques éthiques et alternatives, qui rassemble des acteurs belges, italiens, polonais et français. Pour la France, y figure le Crédit coopératif, la Caisse solidaire Nord-Pas-de-Calais et la Nef. Pour le moment, cette deuxième initiative a permis la mise en place d'un fonds de garantie commun qui permet à chacun de soutenir davantage de projets.

Selon le directeur de la Nef, les banques éthiques sont confrontées au même problème de mondialisation de l'économie que les autres secteurs économiques et des rapprochements sont possibles. Pour le moment, cela se discute avec aussi bien Triodos que GLS Bank en Allemagne, Banca Etica en Italie. Mais pour lui, même si ces rapprochements permettait une meilleure efficacité au niveau européen, cela ne résout pas nécessairement la question de l'indépendance. De même, il existe des différences de statuts qui freinent les rapprochements : la Nef fonctionne sous statut coopératif, ce qui n'est pas le cas de Triodos. C'est un problème de fond car pour la Nef, c'est un choix de fonctionnement qui augmente les possibilités de transparences financières.

Reste la question que tout actionnaire peut se poser. En supposant que la Nef ait atteint une taille suffisante pour, seule, détenir un capital suffisant pour voler de ses propres ailes, peut-elle encore regagner son indépendance ? Statutairement, c'est possible. Il faudrait qu'une majorité des actionnaires se prononce pour cela. Mais aujourd'hui dans une assemblée générale, il ne se déplace pas grand monde (surtout des personnes impliquées par leur travail avec la Nef et des personnes de la région où se tient la réunion), de nombreuses personnes envoient des procurations qui donne leur aval aux décisions de la direction actuelle (environ 2000 mandats, soit près de 30 % du total, ont été ainsi collectés lors de la dernière AG). Il

faudrait une volonté de la direction de rompre avec la tutelle des banques classiques ou alors un énorme travail des actionnaires... Pour le moment, tout se passe bien, mais des intérêts contradictoires peuvent toujours apparaître. Le débat éthique est donc largement ouvert.

Michel Bernard ■

■ La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0 811 90 11 90.

■ Triodos, rue Haute 139/3, B 1000 Bruxelles, tél : 02 548 28 28.

■ INAISE, chaussée de Charleroi, 51b, boîte 1, B 1060 Bruxelles, tél : 32 2 234 57 97.

■ FEBEA, 333, rue du Progrès, boîte 5, B 1030 Bruxelles, tél : 00 32 2 274 14 55.

■ Caisse solidaire Nord-Pas-de-Calais, 3 contour Saint-Martin, 59100 Roubaix, tél : 03 20 81 99 70.

(3) Inaise, née en 1989 en Espagne, fédère aujourd'hui des groupes du Japon au Costa-Rica. Pour la France, on y trouve, au côté de la Nef, des associations (comme les Cigales), mais bizarrement aussi... la Banque populaire du Haut-Rhin !

## Le statut coopératif augmente la transparence mais est-ce suffisant ?







## Faire sauter des verrous mentaux

Les chiffres donnés par l'ADEME (rendement de 0,92 à 1,06) prennent en compte des tracteurs qui roulent au gasoil. Le rendement est nettement amélioré lorsque le tracteur consomme une huile artisanale de première pression à froid. Certains annoncent obtenir des rendements de 6,33 et de 5,01 pour une huile raffinée industrielle. Pour le colza, le rendement est estimé à 3,5 sans compter les pailles et à 7,8 en les comptabilisant. Des Danois affirment atteindre un rendement de 25 en prenant un colza d'hiver travaillé et transformé à partir des énergies renouvelables. Toutes ces filières en circuit court sont donc largement plus économes que les filières avec gasoil.

Concernant le fait que chacun devrait posséder une ferme, il est important de souligner que le tourteau de tournesol peut se substituer au tourteau de soja, pour la plus grande part importé. Il est donc possible de produire du carburant sans fermes supplémentaires, en révisant la politique agricole. Il est toutefois vrai que la carburation à l'huile de tournesol n'est de toute façon pas une solution universelle, car elle est limitée en surfaces susceptibles d'être cultivées. Un rapport parlementaire de novembre 2001 estime que 4 millions d'hectares pourraient être cultivés en France, ce qui conviendrait pour 3,3 millions de véhicules. C'est déjà bien.

Concernant le remplacement du pétrole, au delà des querelles d'experts pour lesquelles le lecteur est en droit de se demander qui a raison, le point clé est d'utiliser les bio-carburants pour cesser d'utiliser le pétrole polluant, énergivore et... meurtrier ! (...)

Notre famille a fait le pas de quitter le salariat en entreprise et de démarrer une activité agricole. Je peux vous dire que le jour où nous avons versé de l'huile de tournesol dans le réservoir de notre voiture, sans avoir modifié quoi que ce soit dans le moteur, et qu'on a roulé des milliers de kilomètres comme si de rien n'était, on n'a peut-être pas révolutionné la planète, mais on a fait sauter des verrous mentaux, une sorte de tabou, et on s'est senti libre de pouvoir sortir de la dépendance du pétrole. Ainsi, rouler avec du tournesol, c'est un premier pas, efficace et ludique.

**Laldji Flutre ■**  
Ariège.

## Piller le Sud ?

À la lecture du courrier de Tanguy et Clara Reboullet, paru dans le n° 297, j'apporte quelques précisions sur les biocarburants :

En plus des 200 litres de carburant pour cultiver 1 hectare de tournesol, il faut ajouter l'énergie nécessaire à la production des engrais (le fumier du voisin est lui-même issu d'engrais) et des semences (hybrides), celle pour faire tourner la presse, pour construire tracteurs et machines, extraire les métaux. Les calculs réalisés par l'Ademe pour son étude sont eux-mêmes très optimistes (tout l'azote apporté serait transformé en protéines par les céréales).

Pour fabriquer les fameux phospholipides, les graines oléagineuses sont de grandes consommatrices de phosphore, qui est l'élément le plus difficile à fournir aux plantes en culture bio. Sauf sol très bien pourvu (loess), il faut de bonnes associations mycorhiziennes. Les phosphates naturels utilisés en bio

sont des ressources minières (non renouvelables) pillées au tiers-monde (Maroc).

Les végétariens ne voient guère l'intérêt de produire des tourteaux de tournesol, utilisables seulement en élevage intensif.

Actuellement, la majeure partie du tournesol bio utilisé en France est importée (d'Argentine) et la fabrication d'huile combustible ne peut qu'accroître ce pillage. L'Argentine dispose de grandes ressources agricoles qu'elle brade pour « honorer sa dette » et plus de 1000 enfants y meurent de faim chaque année.

**Patrice Néel ■**  
Ardèche.

## Rotation des cultures

Suite à votre petit article dans le n°295 et le courrier des lecteurs du n°297, n'est-il pas possible d'avoir plus de précisions ? L'écart des chiffres annoncés est vraiment choquant.

La consommation de combustible annoncée dans la lettre de Tanguy et Clara n'est pas sous-estimée. De même pour le rendement de 19 à 20 quintaux à l'hectare. Par contre, il n'est pas précisé que pour la culture de surface donnée de tournesol, comme pour toute autre culture, surtout en bio, il est nécessaire d'avoir au moins quatre ou cinq fois cette surface pour pouvoir effectuer une rotation des cultures.

(...) Dans cette rotation de cultures (céréales, oléo-protéagineux, légumineuses...) qui constitue l'assolement pour l'agriculteur, il est nécessaire d'établir un plan de fertilisation pour nourrir les plantes (même en bio, il est difficile d'y échapper). Il faut au moins du compost ou de l'engrais vert. L'emploi d'engrais organique n'est nécessaire que s'il l'on vise de gros rendements. La rotation par elle-même contribuera à enrichir le sol, par la culture de légumineuses notamment. Tout cela a un coût où la culture du tournesol devra prendre sa part. Et nous n'avons sans doute pas encore fait un tour exhaustif des charges culturales.

N'étant pas un fanatique du productivisme, même bio, je souhaiterais ardemment que tout soit mis à plat au niveau de l'agriculture et que celle-ci serve d'abord à nourrir l'humanité, dans le respect des sols, et non l'agrobusiness.

Dans la construction de toute alternative au modèle dominant, ici les biocarburants, il faut respecter les règles agronomiques de base auxquelles on ne peut pas échapper. On ne peut donc pas sortir une culture de son contexte.

(...) Dans le cas de l'huile de tournesol dans les moteurs diesel, sans être un spécialiste, comme il est annoncé, l'injection est plus difficile. Aujourd'hui, un seul modèle de pompe résiste, le tarage des injecteurs (et non pas tirage) et l'avance à l'injection explique au moins en partie cela.

Cela amène deux questions importantes : cette pompe à injection qui coûte cher à l'achat et le moteur en général, combien de temps résistent-ils ? La réponse à cette première question permettrait de définir le coût de fonctionnement hors carburant de ces moteurs. Ceci permettrait alors de savoir si la production de biocarburant, qui est un non-sens en agriculture chimique, n'est pas un luxe en agriculture bio.

**Jean-François Moyné ■**  
Isère.





## G8 : les vieux crocodiles

Je me souviens de ces vieux travailleurs nous expliquant comment dépaver les rues et même (honte à nous) à couper les arbres pour établir des barricades sur le boulevard Saint-Michel à Paris en mai 1968, cela ne fait que 35 ans. Ils étaient vieux à nos yeux de jeunes énervés qui réclamions «tout tout de suite», «il est interdit d'interdire» et «l'imagination au pouvoir», la fin de la guerre au Vietnam («Ay, Ay, LBJ, how many kids did you kill today « Hé, hé L(yndon) B(aïnes) J(ohnson), combien d'enfants as-tu encore tué aujourd'hui», en anglais ça rime), la fin de la séparation des dortoirs des filles de ceux des garçons sur les campus universitaires et la fin du système des... examens !

Je me souviens du «meeting» au stade Charléty où Michel Rocard remplaça Mendès-France tant attendu et François Mitterrand rendu muet. En 1972 M. Rocard trouva encore le temps, quatre ans plus tard, d'écrire la préface du «manifeste du parti socialiste unifié» (des journalistes satiriques de l'époque disaient : «unique», car il n'y en a pas deux comme lui). La préface commence par : « En mai 68, dix millions de travailleurs étaient en grève. «Dix ans ça suffit», criaient-ils alors... » et se termine par «... La révolution se fera par les travailleurs et tout le peuple ou elle ne se fera pas. Le rôle des militants aujourd'hui est de permettre que se fasse cette révolution qui réconciliera enfin le socialisme et la liberté. »

Ça vous fait rire ? Pas moi. Trop de gros mots sans doute. «Révolution, travailleurs, peuple, militants, socialisme».

Je faisais partie des jeunes trop contents de reprendre la rue pour crier sa haine, sa joie et ses envies, au prix de la castagne. Mais, autant que je me souviens, cette mobilisation, cette révolte contre la mondialisation émergente avant qu'elle ne soit nommée — Bretton-Woods

et Yalta était déjà loin pourtant — n'avait pas fait l'objet d'une organisation qui aurait vu Dany-le-rouge, Geïsmar ou Krivine se rendant à l'Élysée pour négocier avec le cabinet du général de Gaulle, avant les manifs, la location de salles pour des débats ! Il est normal et souhaitable que les «anciens» conseillent. Qu'ils organisent...

Retour au présent

Lorsque tout est trop bien écrit, lorsque tous les acteurs mis en place et le décor ainsi planté, les jeunes énervés dans la rue, les vieux crocodiles dans les salles négociés, les forces de l'ordre en charge de... l'ordre (il y a bien huit chefs d'Etat, dont au moins sept sont issus d'un choix sans contestation) cela laisse comme un malaise. Pourquoi mélanger Woodstock, université populaire (subventionnée) et le grand soir ? Pourquoi aller négocier d'un côté avec un pouvoir auquel on nie la légitimité de se rencontrer et de l'autre prétendre le bloquer, physiquement ?

Les résistants à la pensée unique sont-ils si peu nombreux que mille révoltes, fêtes et actions ne puissent plus fleurir là où l'on vit et résiste ? Qu'il soit nécessaire maintenant de faire mille et mille kilomètres pour se retrouver une centaine de milliers à Millau et à Evian ou de l'autre côté de la planète pour la sauver, une chose si futile sans doute que cela ne vaut pas la peine d'y penser et d'agir tous les jours qu'une conscience créée et anonyme nous fait vivre ? Alors on peut mesurer que cela est faible comparé aux millions de vrai-e-s militant-e-s d'un jour qui ont arpenté les rues pour être en mesure, enfin, de profiter d'un temps de loisir bien mérité après avoir tant travaillé pour obtenir ce développement tellement stupéfiant qu'on souhaiterait le répandre sur toute la surface de ce globe. On espère, j'allais presque dire on prie, pour que ce temps obtenu ne serve pas à aller, à bas coût d'avion, en 4X4 et hôtel climatisés, mieux mesurer ce qui nous sépare des... autres. Nous qui sommes parmi les 20 % des riches, dont familialement près d'un quart disposent d'une maison de ville et d'une maison de campagne, les quatre cinquièmes d'une automobile et un tiers deux. C'est vrai, quoi, pourquoi restent-ils éternellement pauvres et de plus en plus pauvres à mesure que nous sommes devenus riches ?

On entend, ici et là, parler du sauvetage du système français par répartition qui est le ciment des générations et qui s'opposerait à la financiarisation de cette mutualisation sociale que les capitalistes modernes veulent imposer à tous.

C'est une belle notion, la répartition. Mais il faut bien comprendre de quoi on parle. Il y a un quasi synonyme : le partage. Ça fait un peu vieillot. Cela voudrait dire : il faut partager tout ce qu'il y a de disponible maintenant avec tous ceux qui vivent maintenant, chez nous ET ailleurs, ET n'utiliser que ce qui est renouvelable pour les suivants. ET arrêter, ici ET maintenant, ce qui est destructeur et générateur d'inégalité.



Ne croyez pas que je me permette de vous faire la leçon. Je suis comme vous. Nous en sommes tous frappés de cette folie. Il revient à chacun au milieu des autres de commencer à se soigner. «Le dire c'est bien, le faire c'est mieux», comme disait Bourvil.

Bruno Clémentin ■  
Loire.

## G8 : comment contester ?

J'ai trouvé intéressante la réaction de Madeleine Nutchey (n°297) au texte diabolique de Zoé Wasc (n°296). Intéressante parce qu'elle illustre parfaitement le propos de Zoé quand elle évoque, dans son introduction, la sentence du parfait militant confronté au déserteur. Et l'on voit qu'il reste aussi pas mal d'agressivité chez les romantiques non-violents. Cela me fait penser que Zoé met le doigt où ça gratouille sur de nombreux points. Un peu de libre-arbitre, cela fait du bien !

Je pense que Madeleine a tout à fait raison quand elle révèle que les romantiques vont servir aux «grands 8» pour que ceux-ci prouvent leur souci de démocratie. Si les méchants laissent cette marge de manœuvre aux gentils, c'est qu'ils y ont un intérêt certain, puisqu'ils ne pourraient effectivement pas exploiter une manifestation qui n'existe pas. D'ailleurs «Chirac s'occupe aussi activement du contre-sommet. Il a reçu plusieurs fois les responsables d'Attac et des autres organisations anti-G8 pour leur faire part de ses excellentes dispositions envers eux. Il a fait pression pour que les élus du coin ouvrent leurs salles aux contestataires afin que ceux-ci puissent débattre, colloquer et contester en paix» (Journal du Dimanche, 25 mai 2003). Et le Canard enchaîné

ajoute «On sait déjà que le gouvernement participe pour plus d'un million d'euros au contre-sommet».

On comprendra donc que cette «foule d'amis» reconnaisse parfaitement qu'elle est manipulée, mais elle maintient le cap au cas où «l'infime probabilité» d'un «événement déterminant» soit vérifiée. On peut toujours rêver. On est là pour ça !

Et entre deux contre-machins, on pourra bientôt faire un saut au centre culturel du «beau canton de Gaume» qui cherche des jeunes flexibles, esprit *Silence*, pour mettre en œuvre un centre de développement durable, offre aimablement relayée par *Silence* dans sa rubrique emploi du n°297.

Ce mouvement de résistance éclairé qui appelle à l'insurrection des consciences ou à autre chose, semble croire qu'à condition que les autres (encore eux, toujours eux) veuillent bien s'élever à leur niveau (de conscience), c'en sera

fini de la misère. Naïveté ou amnésie ? Comme si depuis toujours, il n'y avait pas eu de résistances et que ceux qui nous ont précédé s'étaient contentés de laisser faire. C'est peut-être plus visible aujourd'hui, merci les médias, mais le rouleau compresseur est aussi beaucoup plus dévastateur.

Alors la preuve n'est-elle pas faite puisque «tout le monde» s'accorde à dire qu'on fonce dans le mur, que la résistance et les alternatives individuelles ou collectives, mais toujours de taille très réduite, sont incapables d'inverser la vapeur ?

Où cette militance écolo-anti-alter-bio-équitable-décroissante ne nous mènerait-elle pas ?

Jusqu'à quand cet aveuglement qui se traduit par ce gaspillage d'énergie (humaine aussi et presque surtout), pour des luttes menées sans chance de succès, nous empêchera-t-il d'imposer comme préalable à toute nouvelle organisation de la société, l'égalité économique par un revenu universel de la naissance à la mort. Est-ce que la proclamation unitaire et sans ambiguïté ni négociation de ce droit pour chacun ne serait pas la condition qui nous mènerait à la réalisation de tant d'aspirations : décroissance des pays riches, solidarité internationale, maîtrise de nos usages, simplicité volontaire... Ne serait-il pas plus efficace aussi d'agir localement en organisant par exemple la grève des loyers qui est une des exploitations majeures.

Evidemment, c'est un peu plus radical et moins romantique a priori, quoique... mais ça aurait un autre effet que celui de ces résistances instrumentalisées, sur nos vies quotidiennes.

Patrick Urlacher ■  
Puy-de-Dôme.



## Universel et réciproque

Pour prendre de la hauteur (et revenir ensuite sur le terrain), rappelons que Kant donne deux critères pour savoir si un comportement est juste (ou équitable) : le critère d'universalité et le critère de réciprocité.

L'universalité, c'est la possibilité d'étendre à tous le comportement qui est le mien. Etre citoyen est extensible, être roi ne l'est pas, et c'est ce critère qui fonde la supériorité morale de la république sur la monarchie. Manger du riz est généralisable (moyennant quelques travaux), manger du caviar ne l'est pas ! Entre les deux, le fait de savoir si la Terre peut produire de la viande pour six milliards d'habitants, tous les jours, est en débat.

Autrement dit, le riz peut être équitable, le caviar ne peut pas l'être (et reste donc, quoi qu'on fasse, un luxe), et pour la viande, on ne sait pas trop.

De la même manière, la marche à pied est équitable, le vélo aussi ; l'avion ne l'est certainement pas, la voiture pas vraiment, le train peut-être. Qui est allé à Evian-Annemasse le 1er juin et comment ?

Remarquons par ailleurs que l'universalité n'est pas un critère absolu : les Aborigènes du désert australien se régalaient d'insectes, qu'on ne pourrait pas mettre à la disposition de tout le monde... mais tout le monde n'en voudrait pas. Alors...

La réciprocité, c'est que ceux qui produisent ce que je consomme puissent consommer ce que je produis. Au niveau de la France, de l'Europe, ce critère est rempli pour une majorité de produits, et une majorité de gens, en partie par la régulation du marché, et en partie par la redistribution à caractère social. Au niveau mondial, c'est loin d'être le cas : le vendangeur alsacien peut (s'il le veut) boire tous les jours du café, mais le planteur du Guatemala ne pourra jamais se payer une bouteille de bon vin, même s'il vend son café dans un circuit «équitable». Les labels sociaux les plus ambitieux ne peuvent pas arriver à cette réciprocité entre producteurs des pays très pauvres et consommateurs des pays très riches. Ce n'est pas une raison pour lâcher les labels et creuser encore plus les écarts, bien sûr.

Mais ce que les labels associatifs n'ont pas pu faire, les Etats d'Europe le font ! Le cueilleur de bananes de l'Union européenne (Martinique, Canaries, Açores) bénéficie d'un niveau de vie (pouvoir d'achat, accès à la santé ou à l'éducation) très supérieur à son homologue du Honduras. N'est-ce pas là le vrai commerce équitable ? (on peut encore l'améliorer en relevant le SMIC des Dom-Tom jusqu'au SMIC métropolitain...).

De la même manière, le riz de Camargue ou d'Espagne est plus équitable que celui du Laos (même produit avec de la main-d'œuvre clandestine exploitée !). Mais alors, on risque de ne plus rien acheter aux pays les plus pauvres ! Si cela arrivait, ces pays deviendraient-ils encore plus pauvres, ou bien commenceraient-ils, enfin, à vivre paisiblement de leurs produits ?

**Michel Bourguet** ■  
Haut-Rhin.

## 20 % d'augmentation

En réaction à la brève sur le «bilan modeste» de Max Havelaar (n° de février 2003), les 46 € d'excédent par famille doivent être comparés aux 240 € de revenu habituel de ces familles. Ce qui fait 20 % d'augmentation... et ne serait donc pas si mal !

Certains vont jusqu'à qualifier de «réaction de riches» ceux qui trouvent ridicules ces 46 € d'excédents annuels. De fait pour l'assoiffé, la moindre goutte d'eau est précieuse.

Restent les autres objections au commerce équitable qui nous ramènent au fond du débat.

**Jean-Paul Dalibard** ■  
Maine-et-Loire.

## D'impossibles comparaisons

Commerce équitable me fait penser à développement durable, en plus complexe. Des décisions politiques, improbables, peuvent permettre un développement

socialement durable et un sous-développement économique politiquement acceptable. Aucune ne saurait assurer un commerce équitable, à moins d'assurer un équilibre entre la demande et la production, de créer des stocks de sécurité pour amortir les pics, et de calculer au plus juste les coûts de production et de commercialisation, tous facteurs environnementaux et sociaux inclus.

Le commerce équitable n'existe d'ailleurs pas à l'intérieur d'un même pays. Il suffit de voir les conflits entre les producteurs de fruits, de lait, de légumes et de viande, les grossistes et les revendeurs, qu'il s'agisse de petits commerçants ou de grandes surfaces. En élargissant la définition, le commerce équitable n'existe pas plus en matière de force de travail, sinon aucune entreprise ne délocaliserait ses activités demandant beaucoup de main-d'œuvre.

Comparer les grandes surfaces aux petits commerçants fixes, aux vendeurs itinérants des marchés, et aux producteurs vendant au niveau de leur exploitation revient, pour tous les produits de grande consommation, à favoriser les grandes surfaces garantissant une qualité constante, des prix plus bas, et la possibilité de satisfaire presque tous les besoins usuels en une seule opération. Les autres commerces ne présentent un avantage que si l'on recherche de petites productions, du haut de gamme n'existant qu'en quantité limitée, ou un accès 16 heures par jour et sept jours sur sept, ce qui ne paraît pas socialement acceptable.

Les pays en développement, notamment ceux des régions tropicales, mettent sur le marché des produits ne se trouvant pas ailleurs, mais avec une compétition entre les producteurs, certains pouvant vendre à bas prix avec bénéfice, d'autres ne le pouvant pas. Les produits agricoles ne sont pas seuls en cause, la situation est la même pour les énergies fossiles et les minéraux. Les pays en développement ont besoin de produits n'existant pas chez eux, ou ne pouvant y être fabriqués à des prix compétitifs. Les pays industrialisés sont dans la même situation. Ils sont à la fois demandeurs, et vendeurs. Le commerce international est une nécessité vitale.

**Jacques Hamon** ■  
Haute-Savoie.

## Nom de Plume

Je viens de voir publier un article sur notre compagnie, dont j'ai eu copie avant parution. J'avais, après cette lecture, demandé à Michel Bernard de citer ses sources précisément : de dire que l'essentiel de son article était copié d'un texte du Cirque Plume (notre historique, en ligne sur notre site Internet). Je constate qu'il ne l'a pas fait.

Cela me pose une vraie question : je lis Silence de temps à autres, et je sais que vous promotionnez une nouvelle façon de vivre, d'exister, de penser, de faire et que vous n'êtes pas tendre en critiques pour ceux qui ne pensent pas comme vous. Avec cet article, je vois que, dans vos actes vous privilégiez le pillage à la créativité : en effet, les phrases signées Michel Bernard ont été écrites par quelqu'un d'autre. Il met sous sa signature des textes qui sont ceux de l'historique du Cirque Plume, qui sont rédigés avec un style identifiable.

Qu'un journaliste n'écrive pas réellement ses papiers, se contentant d'assembler des "copiés-collés", je n'ai pas à en juger, à partir du moment où il dit ce qu'il fait et qu'il cite ses sources. Le choix de la violence ou de la non-violence commence par le respect de la création artistique et par la transparence du travail.

En l'occurrence, Michel Bernard (donc "Silence", responsable du contenu éditorial) ne l'a pas fait. Je pense que c'est une vraie forme de violence. Nobody's perfect !

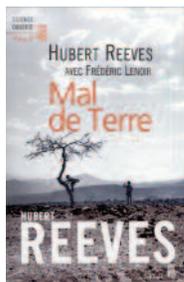
**Bernard Kudlak** ■  
Directeur du Cirque Plume.

Silence : Michel Bernard a consulté Bernard Kudlak quant à l'utilisation de son texte et le différend porte sur la manière dont il est réutilisé. Silence prie Bernard Kudlak de bien vouloir l'excuser. Il n'est pas dans nos habitudes de "piller" les écrits des autres. Il y a eu là un malentendu qui, nous l'espérons, ne nuira en rien au cirque Plume.



## Mal de Terre

**Hubert Reeves  
avec Frédéric Lenoir  
Ed. Science Ouverte / Le Seuil  
2003 - 261 p. -  
20 €**



On entre dans un livre d'Hubert Reeves comme on s'attable devant un bon repas, avec la certitude de se régaler. Les hors d'œuvre ne déçoivent pas : il nous offre en entrée l'ampleur menaçante

du réchauffement climatique avec, par exemple, la fonte rapide des fameuses neiges du Kilimandjaro. Au gaz carbonique, il faut ajouter d'autres GES (gaz à effet de serre) comme la vapeur d'eau et le méthane, phénomènes pouvant perdurer longtemps même en prenant aujourd'hui des mesures de limitation. Parmi les conséquences dont on parle peu, les quantités de méthane emmagasinées sous le permafrost des régions polaires : piégées par les glaces, elles vont être libérées par leur fonte probable.

Ensuite, chapitre sur l'énergie. Et là, étonnement, lorsque, parlant du nucléaire, il affirme page 80, à propos des déchets radioactifs, que «il existe deux solutions pour résoudre le problème des déchets»... Monsieur Reeves nous avait habitués à plus de rigueur scientifique. Bien que sachant qu'il fût un physicien partisan de cette technologie à ses débuts, il nous a depuis soutenu par sa critique du procédé (notamment après l'accident qu'il rappelle ici du surgénérateur du Lac Erié) et il ne peut ignorer que les mesures préconisées, comme l'enfouissement, ne sont que des palliatifs qui ne vont rien «résoudre». Mais pardonnons au grand savant une petite distraction... D'ailleurs il nuance plus loin ses propos.

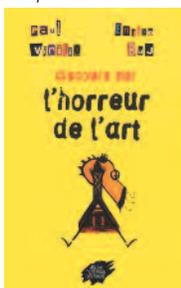
Il aborde ensuite le problème de l'alimentation. La faim pourrait être résolue, elle n'est due qu'à une mauvaise répartition. Mais les rendements agricoles ont cessé de progresser alors que, simultanément, les surfaces cultivables diminuent. Il est très réticent devant l'utilisation des OGM. Quant à la pollution causée par les traitements agricoles, il nous faudra plusieurs siècles pour nous en débarrasser.

En somme, quand Hubert Reeves quitte ses étoiles pour redescendre sur terre, il n'est guère optimiste. Mais tous ces constats font un très bon livre à offrir aux néophytes en écologie. Sa conclusion : comment l'Homme qui a su décrypter tant de secrets de la nature ne voit-il pas qu'il fait tout pour sa perte ? MN.

## Discours sur l'horreur de l'art

**Paul Virilio et Enrico Baj  
Ed. ACL (BP 1186,  
69202 Lyon cedex 1)  
2003 - 74 p. - 10 €**

Enrico Baj, artiste et critique d'art, est mort ce printemps. Après avoir traduit son livre *Sous l'art, l'or*, les éditions ACL poursuivent le débat par un fort intéressant dialogue avec Paul Virilio. Ce dernier, qui a théorisé sur la vitesse comme outil de pouvoir, débat de la marchandisation de l'art et de ses conséquences, le titre étant une référence à *L'Horreur économique* dont l'auteure Viviane Forrester a été longtemps une galeriste d'art. Pour sortir de cette marchandisation de tous les secteurs de nos vies, Paul Virilio conseille de recommencer à s'écrire, à se parler «et recommencer à danser. Il faut reprendre corps (... ) à travers la parole, la danse, l'association (... ) Tous les corps sont menacés : le corps territorial, le corps social, le corps animal et le corps humain (... ) Il faut éviter de se perdre dans le virtuel, dans la spectromanie de fantômes politiques à la Bill Gates» [p.37-38]. Le monde du numérique nous menace : «Les appareils photographiques sont, de nos jours, des capteurs numériques moins concernés par la lumière que par le travail logique. La vision du monde sera totalement conditionnée et occultée par les technologies de filtrage et les technologies numériques, qui supprimeront tout ce qui reste (... ) de la vieille analogie. Il n'y a pas d'art sans analogie, et nous nous trouvons en conséquence devant une sorte de terrorisme» [p.51]. Et l'art qui meurt, c'est la société qui meurt. FV.



## Le Jardin paysan

**Louise Ranck  
Ed. du Rouergue  
2002 - 271 p. - 29 €**

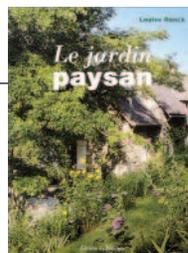
Ce livre est dédié aux arbres des campagnes, aux jardins ruraux, à ces lieux d'acceptation de l'environnement, de simplicité et de mixité d'espèces non domestiquées. Ces lieux dont l'auteure retrace le passé en rappelant que leur fonction initiale était «l'entourage domestique extérieur, se composant en premier lieu du jardin potager,

du verger, de la mare, de la ruche sans oublier la cour et le tas de fumier». Les mœurs ont changé et la conception des jardins également.

Cet ouvrage permet de parcourir, grâce aux nombreuses illustrations, ces jardins paysans qui font partie intégrante de la géographie et de la diversité biologique environnante. Ces jardins dont les composantes sont choisies selon les particularités environnementales locales.

C'est un véritable pamphlet pour la sauvegarde des mares, des haies, des bocages... C'est un encouragement à conserver une ambiance paysagère à grande échelle, à préserver des lieux de transition entre une ambiance végétale et un jardin privé, à ne pas polluer par l'utilisation de pesticides. C'est une dénonciation de ce «béton végétal» que représentent les haies de thuyas. L'ambiance générale qui en ressort est à rapprocher de la conception paysagère de Gilles Clément, paysagiste qui a conçu des «jardins en mouvement», dans lesquels les végétaux se déplacent d'années en années, en fonction de leur mode de reproduction, au gré des aléas climatiques.

Par des notions d'écologie, de paysage, d'urbanisme, de géographie, de jardinage... cet ouvrage est un guide théorique mais aussi pratique. Il permet de «concevoir» un jardin utile et agréable plutôt que de perdre son temps à tondre et désherber un espace de vie ! JP.



ici sont statistiques. Page 200, on trouve une étude sur les thèmes abordés dans *Verts-contact*, l'hebdomadaire des Verts. A partir de la page 260, on nous parle de ceux qui roulent à vélo, économisent l'énergie, réparent les objets, achètent ou produisent bio, font des conserves, mangent végétarien, se soignent par des méthodes douces, aiment la marche dans la nature. Il y manque bien d'autres cas : ceux qui refusent la télévision, les fours à micro-ondes, les téléphones portables, internet, l'avion, etc. Il n'y a que quelques citations d'individus, peu de domaines concrets (qui pratique plusieurs de ces refus à la fois), aucune ouverture sur ceux qui, organisés, incitent à cette démarche (juste une note sur la journée sans achat). Bref, cela reste bien trop théorique. MB.

## Détruire la Palestine

**Tanya Reinhart  
Ed. Ecosociété (Montréal)  
2003 - 182 p.**

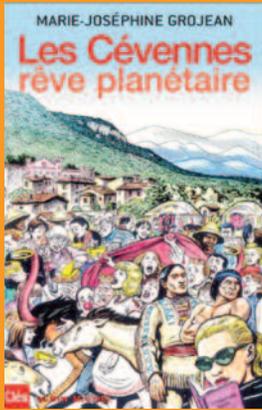
Enseignant la philosophie et la littérature à l'université hébraïque de Jérusalem, l'auteure décrypte ici les négociations qui sont menées depuis des années entre le gouvernement israélien et l'autorité palestinienne. Elle met en évidence les nombreuses fois où la paix aurait été possible et explique pourquoi à chaque fois cela n'aboutit pas. Selon elle, il n'y a en fait que deux politiques qui alternent : celle des faucons qui veulent poursuivre les possibilités d'expansion du territoire d'Israël comme prévu en 1948 à l'origine et des fausses «Colombe» qui ne veulent simplement le statu-quo, sans chercher à trouver une issue au conflit. Ces délais profitent ainsi aux plus extrémistes qui, avec les colonies, rongent lentement mais régulièrement les territoires palestiniens occupés. Le mouvement pacifiste réel qui souhaite une paix juste pour les deux camps est fort développé mais n'est pas représenté au niveau politique. Le résultat des colonisations ? Dans Gaza, aujourd'hui, 6000 colons israéliens occupent un tiers du terrain, contre un million de Palestiniens entassés dans les deux tiers restant. En Cisjordanie, 10 % officiellement occupés par les colons, 40 % par les Palestiniens et le reste sous contrôle de l'armée israélienne qui n'a pas l'intention de s'en aller, en particulier de la vallée du Jourdain où elle contrôle l'approvisionnement en eau d'Israël.



## L'écologie au quotidien

**de Michelle Dobré  
Ed. L'Harmattan  
2002 - 352 p. - 29 €**

Alors que de très nombreuses études portent sur l'opinion écologique, l'auteure, sociologue, a décidé ici de s'intéresser aux gestes et aux pratiques de ceux qui changent quelque chose dans leur vie. Elle parle ici de «résistance ordinaire» par opposition à la militance organisée. Cette résistance ordinaire, qui entend se démarquer du «système», elle le retrouve dans le courant de l'écologie dite «radicale». Si cette volonté annoncée nous met l'eau à la bouche, tout le livre n'est malheureusement qu'un long exposé des études théoriques disponibles, économiques et sociologiques. Page 90, on espère ainsi sortir de ces débats avec quelques questions intéressantes : qui sont ceux qui n'ont pas de voiture ? qui dispose de temps ? qui produit une part de ses fruits et légumes ? Mais les réponses données



## Les Cévennes, rêve planétaire

Marie-Joséphine Grojean  
Ed. Albin-Michel  
2003 - 290 p. - 19 €

Il existe une autre mondialisation : celle qui passe par les multiples associations et leurs réseaux de solidarité. Dans la seule commune de Sauve, au pied des Cévennes, on compte une soixantaine d'associations. L'auteure, qui habite la commune, présente une quinzaine d'entretiens sur des questions aussi variées que les yourtes mongoles, la littérature russe, la réintroduction des autruches, l'agrobiologie solidaire, la voix au théâtre, la libre circulation des semences, le soutien au Lesotho, les derniers chevaux sauvages... Très vivant, mais avec un bémol : l'Institut pour la relocalisation de l'économie animé par Agnès Bertrand n'est que cité, et le génial Robert Crumb, auteur de BD underground (Mr Natural) n'est pas présenté. On est proche des numéros régionaux de Silence... et la lecture de ce livre est très agréable. MB.

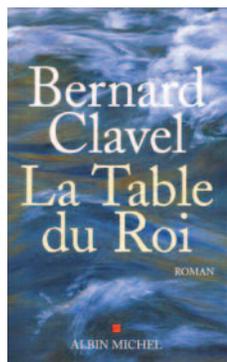
L'auteure s'attache à montrer la duplicité des discours. Ainsi, chaque fois que les Palestiniens protestent, ils ne feraient pas assez de concessions. Elle rappelle donc que les discussions actuelles portent sur la création d'un Etat palestinien qui n'occuperait que 22 % du territoire d'avant 1948, ce qui fait quand même 78 % de concessions, en supposant que les colons et l'armée se retirent. Les gouvernements successifs d'Israël, sous la menace de l'extrême-droite, ne mène en fait qu'une politique qui vise la destruction totale à long terme de la Palestine. Pour sortir de cette situation, l'auteure et le mouvement de paix proposent une solution déjà appliquée au Liban : le retrait pur et simple des colons et de l'armée. Elle rappelle les sondages qui indiquent que trois Israéliens sur quatre sont pour une coexistence pacifique avec un Etat palestinien. Bien documenté, presque trop. FV.

exemples. A priori, nous étions méfiants quand nous avons vu que le livre avait le soutien d'EDF. Le livre est tout à fait correct, présentant aussi bien ce qui marche depuis longtemps que les dernières études dans de nouveaux domaines. C'est parfois un peu ardu à lire, mais celui qui cherche des données précises peut y trouver les plans de nombreuses techniques. MB.

## ROMANS

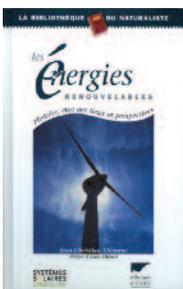
### La Table du Roi

Bernard Clavel  
Ed. Albin Michel  
2003  
208 p.  
15 €



La Table du Roi est une île au milieu du Rhône. là stationne pour la nuit un convoi de péniches. Mais cette même nuit, les troupes de Napoléon avancent et arrivent sur la berge. De l'autre côté, il y a les royalistes. Se joue alors un huis-clos impressionnant entre bateliers et protagonistes. Une mise en scène théâtrale dans laquelle Bernard Clavel monte brillamment l'horreur de la guerre, ce qu'est le pacifisme face aux enjeux de pouvoir. Une écriture qui coule avec toute la force du Rhône, ce fleuve que l'auteur a si souvent pris comme témoin de ses romans. Formidable. FV.

## Les énergies renouvelables



Jean-Christophe Lhomme  
Ed. Delachaux et Niestlé  
2001 - 190 p.  
26 €

Ce livre relié en dur fait un tour très technique de l'histoire des énergies depuis l'origine des temps jusqu'aux applications contemporaines. De nombreux dessins illustrent ces dernières. Des cahiers photos permettent de visualiser des

## L'enfant qui voulait être muet

Bernard Maris  
Ed. Albin Michel  
2003 - 200n p. - 15 €

Né dans la banlieue, un jeune gosse se trouve ballotté de nounous en nounous, apprenant chaque fois une nouvelle langue. La rencontre avec son

père va lui faire décider que la parole est inutile. Plusieurs années plus tard, alors que sa mère se fait expulser, le propriétaire, un philosophe en vue, s'aperçoit de l'intelligence de l'enfant. Il n'aura de cesse qu'il ne l'aura entendu parler. Par un curieux mouvement, l'auteur nous montre alors le basculement entre les deux personnages. Un roman qui permet d'aborder par de nombreux biais le rôle du langage et du silence. Bernard Maris, chroniqueur à Charlie-Hebdo, signe là une bien belle histoire. MB.

## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Les semences de Kokopelli**, Dominique Guillet, éd. Kokopelli (Alès), 2003 - 508 p. - 40 €. L'association Kokopelli fait la promotion de la diversité des semences. La réglementation européenne imposant une inscription coûteuse, il a fallu une longue bataille pour trouver un cadre juridique à ceux qui veulent continuer à échanger des semences de variétés non commercialisables. C'est chose faite depuis la fin 2002. Après quelques pages expliquant la situation, l'essentiel de l'ouvrage présente les caractéristiques des variétés proposées par l'association. Un catalogue qui ravira tous les jardiniers curieux.

■ **Guerre et mondialisation : à qui profite le 11 septembre ?** Michel Chossudovsky, éd. Serpent à plumes, 2002, 240 p. 13 €. Réédition côté français de l'excellent livre de Chossudovsky... déjà publié au Québec chez Ecosociété (voir Silence n°290).

■ **Le sol, la terre et les champs**, Claude Bourguignon, éd. Sang de la terre, 2002, 190 p. 16 €. Réédition réactualisée d'un livre célèbre pour sa remise en cause de la vision actuelle de l'agronomie. Alors que l'on assiste à une fuite en avant avec les OGM, il faudrait mieux apprendre à travailler avec le sol, matière vivante, comme le développe l'agriculture biologique. L'agriculture actuelle, avec ses grandes surfaces, ses engrais, son irrigation, épuise les sols. Les méthodes de l'agriculture biologique au contraire l'enrichissent. Excellente base pour découvrir les alternatives agricoles.

■ **Pour l'abolition de l'enfance**, Shulamith Firestone, éd. Tahin party (Lyon), 2002, 78 p. 2,30 €. Reproduction d'un texte des années 70 qui compare la société de domination masculine sur les femmes à celle de la société de domination des adultes sur les enfants. «Les femmes et les enfants d'abord». L'exemple de l'école est effectivement bon : c'est presque toujours d'un dressage dont il s'agit. Il est également vrai que l'on a créé un mythe de l'enfance, particulièrement dans les sociétés occidentales et qu'un jeune comprend souvent très bien, par exemple l'organisation de la société. Ce livre écrit par une féministe conteste également avec justesse les théories psychanalytiques freudiennes (les complexes, le désir de pénis de la petite fille...). Il reste que si la critique est bonne sur bien des plans, on ne voit guère de solutions avancées... si ce n'est un ajout de l'éditeur en faveur de la déscolarisation des enfants.

■ **Fragments célestes**, Henri-Marc Becquart, éd. Sang de la terre, 2002, 160 p. 16 €. L'auteur nous conte l'histoire de l'univers dans un style agréable, partant de l'infiniment petit et de l'infiniment grand, tout aussi infiniment inconnu, pour revenir à la seule chose que nous connaissons un peu, nous-mêmes. Entre poésie et philosophie.

■ **Le sexe des larmes**, Patrick Lemoine, éd. Robert Laffont, 2002, 172 p. 16,60 €. Indéniablement, un bon sujet, traité avec beaucoup de culture et d'humour. Également beaucoup de digressions. Si la lecture est agréable, il reste que le sous-titre du livre «Pourquoi les femmes pleurent-elles plus et mieux que les hommes» n'a pas vraiment de réponse.

■ **Quand les hommes parlent**, Patrick Guillot, éd. Souffle d'Or (05300 Barret), 2002, 234 p. 15 €. Les Réseaux hommes sont apparus en France en 1993. L'auteur a participé à l'un d'eux. Ces réseaux, nés des travaux du psychanalyste Guy Corneau, sont des groupes de paroles où les hommes s'interrogent sur les nouveaux rapports hommes-femmes. Par la parole se libère l'émotion. Et de là peuvent naître de nouveaux comportements. Pour qu'une société soit plus égalitaire, il est indispensable que les hommes évoluent en même temps que leurs compagnes. A partir du témoignage d'une quinzaine d'hommes, un voyage à l'intérieur de ces groupes.

■ **La barbarie financière, subir ou agir ?** Michel Schiff, éd. Sang de la Terre, 2002, 140 p. 14 €. Après une saine critique de la croissance économique et des pseudo placements éthiques des banques, l'auteur présente et analyse l'épargne solidaire disponible avec le label Finansol. Cela permet déjà d'y voir un peu plus clair : aucun des bons projets ne relève actuellement d'un établissement bancaire ! Il reste toutefois que cette épargne solidaire, si elle aide à faire apparaître des entreprises elles aussi solidaires, ne contribue pas vraiment à lutter contre la sainte-croissance économique qui détruit actuellement la planète. Il manque donc un débat sur comment aller plus loin... Car si vous placez votre épargne là, alors que vous l'avez gagnée en économisant sur le salaire que vous verse une multinationale, le résultat est couru d'avance.

■ **La colère, cette émotion mal-aimée**, Serge et Carole Vidal-Graf, éd. Jouvence, 2002, 96 p. 7,5 €. Il faut laisser exprimer ses émotions et parmi celles-ci, la colère. Mais comment faire pour l'exprimer tout en respectant l'autre ? Les auteurs, spécialisés dans le travail de communication, proposent une approche sans violence.

■ **Guérir de l'intérieur**, Marie-Noëlle Trotignon, éd. des Écrivains, 2003, 206 p. 18 €. Réédition d'un long poème qui raconte le récit de l'auteur touchée par le cancer. La joie comme accompagnement dans la guérison.



## Canicule et décroissance

Dans mon pays natal, l'Allemagne, lors des périodes de canicule, nous étions tous massés autour du thermomètre de l'école à la première récréation, les plus grands essayaient même de l'atteindre pour le frotter. Car si à 10 heures, il dépassait la barre des 25°C, nous étions renvoyés chez nous une demi-heure plus tard. Cela s'appelait «congé de canicule». Sans doute estimait-on que jusqu'à 13 heures — heure habituelle de la fin des cours — nos neurones se mettraient à fondre et n'assureraient plus un travail intellectuel efficace. Ravis, nous nous retrouvions à la piscine, dans les jardins, ou tranquillement chez nous à jouer, lire, cueillir des fraises, aider maman... ceux qui avaient déjà la télévision pouvaient se priver de ces plaisirs simples et naturels.

Ce dispositif existe toujours dans l'enseignement primaire et cet été 2003, il est largement entré en application.

Imaginez la même chose en France. Où irait-on ?

Le programme scolaire, déjà surchargé, ne serait pas tout enseigné ! Oui, mais si les neurones surchauffés ne l'emmagasinaient pas ? Tant pis, on l'aurait au moins abordé !

Et la sécurité des enfants, qui seraient seuls à la maison ? Car maman travaille et papa aussi (peut-être à l'autre bout de la France) ; à part quelques pauvres chômeurs qui ne sont pas une référence ! Les enfants ne savent pas s'occuper ni se faire à manger, car d'habitude, ils ont école toute la journée ! Heureusement qu'il y a nounou Game-Boy, Ordi, Télé. Et s'ils se mettaient à fondre, eux aussi ? Mais non, pas à 25, 30°C.

Et si le parent chômeur accueillait les enfants des travailleurs ? Quelle fête ils pourraient se faire ensemble ! Et si maman et papa étaient congédiés aussi, pour canicule au bureau, au chantier... ?

Mais on ne ferait plus rien ! Imaginez cet été, avec les températures qu'il fait depuis mai ! L'économie du pays s'écroulerait ! On n'arriverait jamais aux 3 % de croissance fixés par des gens dont les neurones se sont emballés !

Bien assouplissons, si vous voulez : s'il fait 30°C à midi, tout le monde serait renvoyé après le repas. Il n'y aurait que l'après-midi à gérer (comme nous le faisons déjà). Même arrêt de travail pour tous — bureaux, banques, magasins, chantiers, universités, sur la route, dans les studios de télévision... avec une dérogation pour les métiers vraiment indispensables comme les médecins, les pompiers...

Pas besoin de mettre les stores occultants et les néons dans les classes — la production d'électricité contribue aussi à l'effet de serre, au réchauffement général. Pas besoin de mettre la climatisation dans la voiture, qui y contribue encore plus.

Moins de pollution, moins d'ozone, moins de bruit, moins besoin de sortir de la ville, car elle deviendrait respirable, supportable, agréable. Moins d'accidents, moins de travail pour les hôpitaux et les carrosseries. Moins de production, moins de consommation, moins de gaspillage, moins de déchets. Moins d'agitation, moins de hâte, moins de stress, moins d'énerverment. MOINS...

Mais le PIB baisserait ! C'est horrible ! Avec les échanges mondiaux, les pays du Nord seraient encore plus avantagés ! Pas forcément, si on introduit un «congé de gel» matinal pour des températures glaciales (note de la rédaction : il existe déjà pour certains métiers en extérieur). Cela pourrait s'appeler «la décroissance forcée».

Je pourrais enfin m'allonger à côté de mon chat qui passe sa journée à dormir sur mon lit — habité par une sagesse innée. Sagesse dont je pourrais saisir une lueur en écoutant le vent chaud caresser les feuilles de mon arbre.

Alors peut-être la Terre, au lieu de trembler, brûler et tempêter pour nous faire comprendre, pourrait nous sourire en nous envoyant quelques gouttes de pluie.

**Ingeborg Eilers** ■  
Isère.

## Rêves de vie

*Rêves d'usine* est un film important. Luc Decaster, son réalisateur, peint avec un grand réalisme le drame de la fermeture de l'usine *Epéda* à Mer dans le Loir-et-Cher. Nous ne pouvons que partager le sentiment des ouvriers apprenant la délocalisation de la production qui entraînera à terme la perte de leur emploi. Alors que l'attachement à leur outil de travail provoque une amertume et une révolte bien légitimes, la dure réalité des enjeux économiques révèle leur

impuissance face à la violence universelle du travail.

Si en 1997, je m'inquiétais, comme beaucoup d'autres autour de moi, des fermetures à répétition d'usines, notamment de celle de Vilvorde, je ne faisais que reprendre les craintes de François Partant quand il affirmait, il y a plus de vingt ans, que le chômage ne pouvait que s'aggraver. Alors que le capital se déplace n'importe où en fonction du seul critère de rentabilité, l'enjeu concernant Epéda est de savoir si le marché mondial permet de produire des matelas dans le Loir-et-Cher.

Hélas, Epéda ne sera pas le dernier conflit social, le capital possède suffisamment de ressources pour poursuivre son œuvre oppressive.

Sans aller jusqu'à prétendre que le chômage est une chance pour offrir la possibilité de conquérir de nouveaux espaces de liberté, quelles possibilités de sortie de crise nous autorise le marché mondial ?

Le système productiviste nous contraint à créer des richesses, et à en accepter une redistribution minimum pour mieux exploiter notre force de travail et, au niveau de la consommation, nous illusionne sur le mythe matérialiste de l'accumulation comme source de bonheur.

Face aux enjeux sociaux et au piège dans lequel le progrès industriel nous emprisonne, comparons deux systèmes possibles. Tout d'abord La Lainière de Roubaix : cette entreprise du Nord-Pas-de-Calais, leader dans le domaine de la production lainière, a généré de l'activité et des milliers d'emplois dans la

région pendant plus de cent ans. Après maintes restructurations et vagues de licenciements, et malgré la mobilisation de ses ouvriers, elle a définitivement fermé ses portes en 1999.

Plus loin, en Ardèche, la société coopérative Ardelaine, créée il y a une trentaine d'années par des citoyens qui ignoraient tout de la filature, développe la transformation de la laine dans sa région d'implantation et permet la revalorisation de l'ensemble des activités productives et sociales locales. Dans le même esprit, la société de participation ouvrière Ambiance-Bois s'est fait une réputation en Limousin dans le domaine de la transformation et de la construction en bois. Ces deux entreprises s'associent pour fabriquer de la literie de qualité. Ils produisent différemment, et plus cher peut-être, mais de quoi s'agit-il : de produire pour le

marché mondial ou pour satisfaire nos propres besoins ?

Depuis que Napoléon III a ouvert le marché à la concurrence de la production ovine, l'importation de moutons, notamment en provenance d'Argentine, a ruiné les producteurs du Midi. Quelle réaction doit-on avoir ? Se protéger des importations ? Produire sa laine et tricoter ses vêtements ? Ardelaine et Ambiance-Bois nous laissent le choix d'acheter leurs produits.

Alors qu'il serait absurde, au regard des enjeux économiques mondiaux, d'avoir un regard froid et distant par rapport aux luttes sociales, je reste persuadé que la solution est à un autre niveau. Elle passerait plutôt par de nouvelles formes de solidarité, l'autonomie, la non-domination par le travail salarié, la responsabilisation de son acte productif.

Est-il plus raisonnable d'attendre de l'Etat la redistribution des richesses sous les pressions violentes du marché que de souhaiter qu'il stimule des initiatives locales déconnectées du marché ? François Partant préconisait de nous organiser pour sortir du marché et de créer nos activités productives et nos propres services sociaux en fonction des capacités et des ressources locales.

Parce ce que nous connaissons encore d'autres fermetures d'usines, une sortie de crise ne sera pas envisageable tant que le projet de changement social n'inclura pas la non-collaboration avec le système et la reconquête des espaces et des friches libérés par le productivisme pour créer des activités vernaculaires et autonomes.

**Gérald Almarcha** ■  
Loir-et-Cher.

## Ce qui m'attire chez toi

Je te tutoies et je ne me suis même pas présenté. Alors qu'une carrière d'ingénieur dans l'automobile me semblait être une voie idéale, une immersion associative dans le Mouvement de la jeunesse chrétienne m'a entrouvert les yeux sur des choses plus humaines et bien plus essentielles. Mon diplôme (quand même) en poche, un passage comme objecteur de conscience dans une association de chômeurs et cinq ans d'activités professionnelles en collectivités locales, à travailler pour améliorer la gestion de nos déchets, ont fait progresser ma prise de conscience des problèmes environnementaux et sociaux vers le développement durable, pour me rendre compte rapidement (il ne faut pas être sorti

# Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France.  
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

## numéros disponibles (franco de port)

de polytechnique pour s'en rendre compte et même mieux pas !) que, sauf exception, tous les chantres du développement durable continuent d'aller droit dans le mur, la tête baissée vers leurs indicateurs «développement = croissance = consommation».

Ta lecture me semble donc arriver à point nommé, pour ouvrir une nouvelle petite fenêtre de réflexion et de recul dans mon paysage.

C'est aussi la curiosité qui m'attire : la radicalité, le rejet du notre fonctionnement politique, la critique des Verts, de la candidature de Pierre Rabhi, des éoliennes, etc.

Je comprends assez bien les arguments avancés, mais je me pose — comme beaucoup je crois — la question de savoir s'il n'est tout de même pas plus efficace d'agir dans le monde politique (les Verts), industriel (les éoliennes) plutôt que de laisser les autres faire sans doute pire. Je n'ai pas la réponse, mais je compte bien sur Silence pour m'aider à avancer dans cette réflexion (...)

**François Moreau** ■  
Nord.

## Distributisme

Merci d'avoir passé le texte «Une révolution passée inaperçue» et dans le numéro suivant le texte de Patrick Urlacher, très bien écrit.

Les objections qui me sont faites sont un peu décevantes et assez injustes, car depuis que j'ai rallié le distributisme, je n'arrête pas de montrer que l'entreprise distributiste est bien la seule qui ne soit pas obligée de faire des «économies d'échelle» en reproduisant les mêmes produits et services jusqu'à épuisement des ressources. Sans doute, faut-il que je le dise avec plus de clarté, mais l'idée revient dans tous les *Prosper*.

J'ai eu l'occasion de parcourir Georgescu-Roegen lors de sa première parution (...). Le problème, pour des écolos comme nous, est que nous nous engageons toujours un peu trop vite pour dessiner un avenir à l'image du présent. Nous devrions être plus prudents.

Dans Silence, par exemple, vous avez passé une excellente nouvelle, celle des lampes qui dépensent cent fois moins d'énergie et peuvent durer soixante-dix ans. En trente ans, j'ai vu pour ma part le rendement des moteurs multiplié par deux. On peut imaginer un monde où l'éclairage électrique se répand encore, mais devient gratuit.

Ces lampes sont un bon exemple. Dans notre société marchande, il va falloir attendre des retours sur investissements substantiels pour décider les banquiers à allonger des crédits. Les inventeurs vont boucler leur petit bijou et se préserver de l'espionnage technologique. Je ne sais pas encore quels matériaux entrent dans la composition des ampoules, mais il y a gros à parier que, pour faire des économies d'échelle, le fabricant mettra le paquet sur quelques matériaux qui vont aller en se raréfiant, et donc les prix vont monter (il est tout à fait possible que le retard apporté à la mise en vente rapide soit imputable à l'achat de sites où on trouve ces matériaux).

Dans une société distributiste, on peut répandre cette excellente invention dans les plus brefs délais et lancer des recherches pour diversifier les sources d'approvisionnement, en trouver qui soient recyclables, etc. On peut aussi poser la question : pourquoi vivre toujours sous les feux d'une salle d'opération...

La mode est aujourd'hui à la décroissance. On ne peut que s'en féliciter. Mais les produits «décroissants» — ça vient comme les produits «bio» — doivent être rentables. D'où des distorsions dans le temps et des réglementations sur la toxicité qui risquent d'arriver bien tard.

Nous aurons l'occasion d'en reparler.

**Jean-Paul Lambert** ■  
Prosper, Les Salles, 30570 Valleraugue.

## Nouvelles technologies

Je voudrais revenir sur le sujet d'internet. Comme vous le précisez, l'accès en est très limité, ensuite c'est un outil de propagande idéal. N'importe qui peut aller sur le web et ceci très facilement. Un enfant tapant *cochon* pour une recherche sur l'animal tombera sur des sites X.

Pour les téléphones portables, je trouve normal de vouloir en freiner la prolifération. Même si j'ai été longtemps contre sa possession, son utilisation, notamment lorsque l'on est itinérant, est réellement un plus.

Certaines personnes se déplacent, n'ont que leur véhicule comme adresse, donc pas de boîtes aux lettres : le portable permet de les joindre partout. Reste juste à inventer un téléphone solaire et à limiter le nombre d'appels à ceux nécessaires (...)

**Dominique Ayral** ■  
Lot.

- 218 Alternatives en Alsace . . . . . 3,8 €
- 239-240 Enquête sur les écologistes . 5,8 €
- 242 Eau, pollution de nos WC . . . . . 3,8 €
- 248 Crimes publicitaires . . . . . 3,8 €
- 250 Sortir de la voiture . . . . . 3,8 €
- 251 Ecoféminisme . . . . . 3,8 €
- 252-253 Les gros raflent la mise (1) . 5,8 €
- 254 Ecopsychologie . . . . . 3,8 €
- 255 Empreinte écologique . . . . . 3,8 €
- 256 Commerce équitable . . . . . 3,8 €
- 257 Ecole et écologie . . . . . 3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes . 3,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise . 3,8 €
- 262 Quelle démocratie ? . . . . . 3,8 €
- 264 Technologies et solitude . . . . . 3,8 €
- 267 Où sont les jeunes . . . . . 3,8 €
- 269 Mouvement vers Bure . . . . . 3,8 €
- 270 Afrique : nouvelles colonies . 3,8 €
- 271 Inégalités dans les SELs . . . . . 3,8 €
- 272-273 Alternatives dans le Rhône . 6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis . . 4 €
- 276 Microfinances en question . . . . 4 €
- 277 Land Art et écologie . . . . . 4 €
- 278-279 Alternatives en Normandie . 6 €
- 281 Eau et santé
- 282 Ecovillages : du rêve à la réalité Nucléaire : droit de réserve ? . . . . . 4 €
- 283 Routes et déroutés du voyage Refaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien . 4 €
- 284 Jeûner pour sortir du nucléaire ? De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions . 4 €
- 285-286 Alternatives en Isère Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte . 6 €
- 289 Un monde écolo est-il possible ? Associations et économie plurielle . . . . 4 €
- 290 Ne pas oublier le train Corruption. Cosmétiques. Microhydraulique . . . 4 €
- 291/292 Alternatives en Aquitaine Forum social. Tribunes . . . . . 6 €
- 294 Enfance : apprendre ensemble Prostitution. Droit dévié. Bioclimatique . . . . 4 €
- 297 Chantiers de la décroissance. Commerce équitable, le monde tel qu'il est . . . . 4 €
- 298-299 Alternatives en Franche-Comté Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte . 6 €
- 300 Nos lecteurs ont du talent. Commerce équitable, le monde tel qu'il est . . . . 4 €

**Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.**

## Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

### FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année 6 n° 15 €
- Particulier 12 n° 40 €
- Institution 12 n° 80 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 65 €
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €
- Petit budget 12 n° 25 €

### AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année 6 n° 22 €
- Particulier 12 n° 45 €
- Institution 12 n°a 90 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 70 €
- Petit budget 12 n° 40 €



je règle un total de :

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

# Soyez le témoin lucide des transformations de notre planète

**LE MONDE**  
*diplomatique*

**Abonnez-vous !**

**Avec *Le Monde diplomatique*,  
défendez votre liberté de pensée !**

Submergés d'informations par les médias de masse, nous avons de plus en plus de difficultés à distinguer l'important de l'anecdotique, le fait réel de la manipulation médiatique. Chaque mois, *Le Monde diplomatique* vous offre le recul nécessaire pour donner du sens aux grands événements et déjouer les leurre de la propagande.

- **Interprétez la nouvelle donne internationale**
- **Découvrez une autre approche de l'économie pour un monde à visage humain**
- **Anticipez les événements**
- **Enrichissez votre documentation**



**LE MONDE**  
*diplomatique*

## Offre spéciale d'abonnement

A découper, à photocopier ou à recopier sur papier libre. A renvoyer accompagné de votre règlement à :  
*Le Monde diplomatique* - Service Abonnements - 60646 Chantilly cedex

**OUI,** je m'abonne au *Monde diplomatique* pour une durée de :

**1 AN**, au tarif de **38 €** au lieu de ~~45,60 €~~  
(prix de vente au numéro)

**6 MOIS**, au tarif de **21,20 €** au lieu de ~~22,80 €~~  
(prix de vente au numéro)

**Je joins mon règlement par :**

Chèque à l'ordre du *Monde diplomatique*

Carte bancaire, carte American Express n° :

\_\_\_\_\_

Expire fin : \_\_\_\_\_

Date et signature :

Offre valable en France métropolitaine, valable jusqu'au 31/12/2003. Pour les autres pays, nous consulter au 33 3 44 62 52 36, de 8h30 à 18h00 (heures françaises). Vous vous abonnez au *Monde diplomatique* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes, et, le cas échéant, à quelques sociétés partenaires, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre

301MDSIL

Nom .....

Prénom .....

Adresse : n° ..... Rue .....

.....

CP [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....

Pays .....

Tél. .... Fax .....

E-mail .....